

PRÉSIDENTE

Le Président Tebboune reçoit des appels téléphoniques de Macron et Erdogan

P. 24

1^{ER} ANNIVERSAIRE DE L'ÉLECTION DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

La Mémoire, l'autre socle de la nouvelle Algérie

P. 3

BLOQUÉS À L'ÉTRANGER

25.000 Algériens souhaitent regagner le pays (Beldjoud)

P. 24

VISITE DU PREMIER MINISTRE À MÉDÉA

Djerad lance la rentrée de la formation professionnelle

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a donné, hier, à Médéa, le coup d'envoi de la rentrée de l'enseignement et de la formation professionnels 2020/2021, au niveau de l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle (INSFP) de Médéa. "La formation professionnelle est la colonne vertébrale de l'activité industrielle", a indiqué à l'occasion M. Djerad, soulignant que ce secteur "est le moteur essentiel de la création et le développement de la PME-PMI". Il a ajouté qu'il était impératif "d'établir des passerelles entre les secteurs de la formation professionnelle et économique".

P. p 3-4

DKnews/APS



RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE DE L'EXERCICE 2018

Exposé du ministre de l'Intérieur sur le projet de loi

P. 4

HYDROCARBURES

"Recul de la production de l'Algérie à hauteur de 8% en 2020" (Attar)

P. 6

COVID-19 DANS LE MONDE

La pandémie cause 1.685.785 décès

P. 11

SANTÉ

TÉLÉTRAVAIL

Les bons gestes anti-coup de pompe

P. p 12-13

FOOTBALL

LIGUE DES CHAMPIONS (TOUR PRÉLIMINAIRE - RETOUR)
MCA-Buffles du Borgou 5-1

Le "Doyen" se qualifie haut la main

P. 21



CYBERATTAQUE CONTRE LES ETATS UNIS

Trump minimise la cyberattaque et le rôle supposé de la Russie

P. 17

MDN

CRASH DE L'HÉLICOPTÈRE MILITAIRE À TIPASA

Le chahid du devoir le lieutenant Bouzaida Nouredine inhumé à El Bayadh

P. 2

CRASH DE L'HÉLICOPTÈRE MILITAIRE À TIPASA

Le chahid du devoir le lieutenant Bouzaida Noureddine inhumé à El Bayadh



La dépouille du chahid du devoir national Bouzaida Noureddine, une des victimes du crash de l'hélicoptère militaire survenu mercredi dernier au littoral de la ville de ouharoune, wilaya de Tipasa (1ère Région militaire), a été inhumée samedi au cimetière El Gharbia dans la commune de Brizina, au sud de la wilaya d'El-Bayadh dans une ambiance de tristesse et de recueillement.

Le défunt officier a été enterré au cimetière El-Gharbia dans la commune de Brizina, sa ville natale, en présence des autorités locales militaires et civiles, ainsi qu'une foule nombreuse de citoyens.

La dépouille du chahid du devoir national est arrivée samedi à l'aéroport d'El-Bayadh à bord d'un avion militaire et a été transportée à sa ville natale pour que les membres de sa famille y jettent un ultime regard avant les obsèques.

Pour rappel, le crash de l'hélicoptère militaire de recherche et de sauvetage des forces navales, qui avait eu lieu mercredi dernier, a causé la mort de trois officiers membres de l'équipage, en l'occurrence le commandant Kharoussa Noureddine, le commandant Louafi Mohamed El-Amine et le lieutenant Bouzaida Noureddine.

PROTECTION DE LA FAUNE

Sauvetage d'un zerdi dans les forêts de Zemmoura (Relizane)



Des agents forestiers ont sauvé au niveau de la forêt de "El Amamra" dans le territoire de Zemmoura (20 km au sud de Relizane) un zerdi (mangouste), une espèce animale menacée de disparition, a-t-on appris samedi auprès de la conservation des forêts.

Cet animal rare a été découvert jeudi soir dans la zone de Dersa, située dans la forêt d'El-Amamra de Zemmoura, lors d'une patrouille de routine des agents des forêts sur le site en question, a indiqué à l'APS le chef de la circonscription des forêts de Zemmoura, Mohamed Ghermoul.

Le zerdi découvert, de sexe féminin, blessé au niveau des pattes après avoir été victime d'un piège traditionnel, a été pris en charge pour les soins nécessaires, avant de le relâcher dans son milieu naturel, a indiqué M.

Ghermoul, soulignant que la mangouste est classée dans la catégorie des animaux non domestiques protégés en vertu du décret exécutif 12-235 du 24 mai 2012.

Le zerdi est un mammifère carnivore, agile, vif, mince et allongé, à queue presque aussi longue que le corps.

Il se nourrit d'insectes, de rongeurs, d'amphibiens, de reptiles et d'œufs.

Cet animal est chassé la nuit par des chasseurs ou des aviculteurs pour l'empêcher de se nourrir d'œufs ou de poussins, a détaillé la même source.

ORAN

Plantation de 4 ha d'arbres forestiers à Gdyel



Une opération de reboisement de 4 hectares s'est déroulée samedi à Oued Tedlou à la forêt de Tafrajet dans la commune de Gdyel (Oran), dans le cadre du programme de réhabilitation du patrimoine forestier, a-t-on appris du chef de la circonscription des forêts d'Arzew.

Karim Noureddine a déclaré que cette opération, encadrée par la conservation des forêts de la wilaya d'Oran et sa circonscription d'Arzew, vise la plantation de 4.000 arbres dans la région "Oued Tedlou".

Ce site de reboisement est situé en dehors de la zone touchée par un incendie à la forêt de Tafrajet le 6 novembre dernier et laissée pour une période de trois ans avant de régénérer son couvert végétal, a souligné M. Kaim.

À présent, 2.500 arbres de pin d'Alep ont été plantés sur une superficie de deux hectares et demi et 1.500 arbres de cyprès sur 1,5 ha, en collaboration avec l'association d'ornithologie et protection des animaux et de l'environnement et la fédération de wilaya des chasseurs ainsi que les services de la daïra de Gdyel.

Cette opération, à laquelle ont assisté des acteurs de la société civile, est la deuxième du genre au niveau de la circonscription d'Arzew où le 6 décembre en cours a eu lieu la plantation de 4300 arbres au niveau du Djebel K'har (Montagne des lions) dans la commune de Hassi Benokba.

Elle est la 5e du genre dans la wilaya depuis le lancement de la campagne de reboisement au niveau des forêts d'Oran depuis un mois et qui se poursuivra jusqu'à mars prochain.

POMME DE TERRE

Les importations de la semence en baisse de plus de 50 %



Les importations de la semence de la pomme de terre enregistrée durant la campagne en cours en baisse de plus de 50% par rapport à la campagne précédente, conformément aux objectifs tracés dans le cadre de la feuille de route du secteur, a indiqué samedi le ministère de l'Agriculture et du Développement rural dans un communiqué.

En effet, les autorisations d'importation délivrées par les services phytosanitaires du ministère pour la campagne en cours portent sur une quantité globale de 45.277 tonnes contre 99.000 tonnes lors de saison précédente, ceci pour les variétés qui ne sont pas produites localement, note la même source. Le volume de semences de pomme de terre importé depuis la date de démarrage de l'opération le 15 novembre dernier a atteint 19.909 contre 50.000 tonnes à la même période de la campagne écoulée et 67.000 tonnes en 2018/2019.

Cette réduction a permis un gain financier de plus de 15,2 millions d'euros depuis le début de l'opération d'importation en mi-novembre 2020 à ce jour par rapport à la même période de la campagne 2019/2020 et de 23,74 millions d'euros par rapport à celle de 2018/2019. "La filière pomme de terre ne cesse d'enregistrer des performances aussi bien en produit de consommation qu'en segment semence, dont les besoins nationaux sont couverts à plus de 80% actuellement", souligne le communiqué.

SOUK AHRAS

Repas chauds et couvertures au profit des familles nécessiteuses et les sans-abri



Au moins 100 familles dans le besoin et 30 personnes sans-abri de la commune de Souk Ahras ont bénéficié de repas chauds et de couvertures lors de la campagne de solidarité "un hiver chaud" lancée par l'association nationale de volontariat, a indiqué samedi le président de son bureau local Sofiane Ouadia.

Lancée début décembre, l'initiative qui se poursuivra jusqu'à la fin de l'hiver porte sur la distribution de repas chauds aux sans-abris au niveau de l'avenue Frères Bouras, à la cité Berral Salah et à proximité de la 1ère sûreté urbaine dans la commune de Souk Ahras, a assuré la même source.

Des dons en nature, constitués de denrées, couvertures, matelas et effets vestimentaires ont été octroyés à l'association par des bienfaiteurs, a ajouté M.

Ouadia, soulignant que l'objectif de l'opération est de toucher 500 familles démunies et 100 sans-abri à travers les zones d'ombre de la wilaya.

Dans la commune de Souk Ahras, l'initiative a concerné, à ce jour, 100 familles démunies des zones d'ombre dont certaines résident dans les mechtas Bouira et la cité du stade Sayouda, a fait savoir la même source.

BATNA

98 stagiaires en formation spécialisée à l'ENAFForêts



L'école nationale des forêts de Batna (ENAF) a accueilli une nouvelle promotion de 98 stagiaires issus de 47 wilayas pour une formation de base spécialisée, avant de rejoindre leur corps d'officiers avec le grade d'inspecteur de brigade des forêts, a indiqué samedi le directeur de cet établissement, Azzedine Bounouara.

Cette nouvelle promotion, qui comprend dans ses rangs 22 femmes, entamera à compter de dimanche (20 décembre) une formation qui durera deux (2) ans avant de rejoindre leurs postes dans leurs wilayas respectives, a-t-il déclaré.

Par ailleurs, dans le cadre du respect des mesures de prévention contre la Covid-19, l'ENAF a mis à la disposition de ses stagiaires une plateforme numérique d'apprentissage à distance permettant aux enseignants de concevoir des cours sur différents supports avec la possibilité d'interagir avec les apprenants, a ajouté le même responsable.

La formation sera assurée en présentiel et à distance, a fait savoir en outre le directeur de l'ENAF qui a rappelé que la promotion précédente, ayant suivi une formation de base à l'école, est sortie en 2016.

1^{ER} ANNIVERSAIRE DE L'ÉLECTION DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

La Mémoire, l'autre socle de la nouvelle Algérie

La question mémorielle, élément fondateur de notre identité, est indissociable de la souveraineté nationale et constitue l'un des socles sur lesquels se construit la nouvelle Algérie. Elle a été au centre des préoccupations du président Abdelmadjid Tebboune le long de la première année de son investiture à la tête de la magistrature suprême du pays.

Cette question, qui a figuré en bonne place parmi les 54 engagements du candidat Abdelmadjid Tebboune pour une nouvelle République, est illustrative de sa volonté d'opérer, comme il s'y était à nouveau engagé lors de la présentation de son programme en novembre 2019, un "changement global et véritable à même de permettre à notre pays de se redresser et prendre un nouveau départ".

La volonté de traiter la question de la Mémoire, avec discernement, clairvoyance, loin des passions et des rancœurs, dans un pays meurtri, spolié, et ensanglanté par 132 ans de colonisation, n'a jamais été aussi forte que durant cette année 2020 au cours de laquelle le président la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a prêté serment il y a une année, se saisit avec détermination de ce dossier sensible.

Le président la République avait affirmé à ce propos, début juin dernier en Conseil des ministres, soit moins de six mois après son élection à la magistrature suprême, que l'intérêt accordé à la Mémoire était un "devoir national sacré". "L'intérêt accordé à la mémoire nationale sous tous ses aspects n'est pas motivé par des considérations conjoncturelles, mais il s'agit d'un devoir national sacré ne tolérant aucun marchandage et qui restera en tête des préoccupations de l'Etat afin d'immuniser la personnalité nationale, par fidélité aux martyrs de la glorieuse Révolution de Novembre et aux moudjahidines", avait-il notamment souligné. M. Tebboune, joignant l'acte à la parole, a permis à l'Algérie de récupérer vingt-quatre (24) crânes de Chouhada originaires de différentes régions du pays, tombés au champ d'Honneur au 19^{ème} siècle, martyrs des premiers temps de la résistance à la colonisation française, et dont les restes étaient conservés depuis plus d'un siècle et demi au Muséum d'Histoire naturelle de Paris (France). L'Algérie "poursuivra ce processus" de rapatriement des restes de ses Chouhada, "d'autant qu'il existe en France des restes mortuaires de près de 100 résistants algériens", avait indiqué le président de la République, réitérant, le 18 février 2020, à l'occasion de la commémoration de la Journée nationale du Chahid, son "engagement et (sa) fidélité au message des Martyrs et (sa) promesse de récupérer notre mémoire et les restes mortuaires de nos Chouhada conservés par l'ancien colonisateur, Chouhada des révoltes populaires qui ont ouvert la voie à la Glorieuse Révolution du 1^{er} Novembre". Ainsi, la date de 3 juillet 2020, à la veille de la célébration du 58^{ème} anniversaire de l'indépendance nationale, marquée par la cérémonie officielle organisée à l'arrivée des 24 crânes de combattants algériens à bord d'un avion militaire, restera à jamais gravée dans la mémoire de tous les Algériens.

Les engagements du Président Tebboune en matière mémorielle, outre sa promesse "récupérer les archives nationales relatives à la période coloniale", se sont également traduits par le lancement, au cours d'une cérémonie officielle organisée à la veille du 66^{ème} anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1^{er} Novembre 1954, de la chaîne de la Mémoire, spécialisée dans l'histoire de l'Algérie. C'est en mai dernier que le président de la République avait ordonné le lancement d'une chaîne de télévision nationale spécialisée en histoire, annonçant, par la même occasion, avoir décrété le 8 mai de chaque année "Journée nationale de la Mémoire". "J'ai donné des instructions pour le lancement d'une chaîne télévisée nationale spécialisée en histoire, qui constituera un support pour le système édu-



catif dans l'enseignement de cette matière que nous voulons maintenir vivace pour toutes les générations", avait déclaré le président la République dans un message à la nation, à l'occasion du 75^{ème} anniversaire des massacres du 8 mai 1945. Pour sa part, le conseiller du président de la République, chargé des Archives et de la Mémoire nationales, Abdelmadjid Chikhi, avait estimé que le but de la création de la chaîne dédiée à la mémoire était "d'instruire de nouveau le citoyen conscient de sa valeur historique et de la concrétisation des espoirs de son peuple et du message des Martyrs". M. Chikhi, avait ajouté que le besoin, aujourd'hui, pour de telles chaînes est motivé par la volonté de "mise à disposition d'un moyen de référence servant de guide pour le citoyen algérien afin qu'il puisse diriger ses pas et servir son pays () dans un monde instable marqué par une multitude d'informations provenant de médias dirigés et biaisés". Pour rappel, le président de la République avait chargé M. Abdelmadjid Chikhi de représenter l'Algérie pour mener le travail en cours sur les dossiers de la mémoire nationale avec l'Etat français, représenté par l'historien Benjamin Stora.

au cours d'une cérémonie officielle organisée à la veille du 66^{ème} anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1^{er} Novembre 1954, de la chaîne de la Mémoire, spécialisée dans l'histoire de l'Algérie. C'est en mai dernier que le président de la République avait ordonné le lancement d'une chaîne de télévision nationale spécialisée en histoire, annonçant, par la même occasion, avoir décrété le 8 mai de chaque année "Journée nationale de la Mémoire". "J'ai donné des instructions pour le lancement d'une chaîne télévisée nationale spécialisée en histoire, qui constituera un support pour le système édu-

VISITE DU PREMIER MINISTRE À MÉDÉA

Coup d'envoi de la rentrée de la formation professionnelle

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a donné, dimanche à Médéa, le coup d'envoi de la rentrée de l'enseignement et de la formation professionnels 2020/2021, au niveau de l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle (INSFP) de Médéa.

"La formation professionnelle est la colonne vertébrale de l'activité industrielle", a indiqué à l'occasion M. Djerad, soulignant que ce secteur "est le moteur essentiel de la création et le développement de la PME-

PMI". Il a ajouté qu'il était impératif "d'établir des passerelles entre les secteurs de la formation professionnelle et économique".

A la veille de cette rentrée, le ministère de tutelle a pris les mesures préventives nécessaires, notamment le nettoyage et la désinfection de l'ensemble des équipements et des structures pédagogiques pour protéger les stagiaires et le personnel du secteur (formateurs et fonctionnaires) contre la pandémie du nouveau coronavirus. Il a également instruit les responsables des di-

rections de wilayas et des établissements de formation de créer une commission de suivi d'application du protocole sanitaire. Concernant le volet pédagogique, le secteur a assuré, pour cette rentrée, plus de 538.000 places pédagogiques ainsi que 83.215 lits pour les internes, outre près de 52.000 places assurées à travers les 760 établissements privés de formation.

Le secteur propose une formation dans cinq niveaux, dont Technicien supérieur (TS) à travers les instituts nationaux spé-

cialisés dans la formation au nombre de 201, avec une capacité d'accueil de 60.300 places. Il s'agit entre autres de 907 centres de formation professionnelle et d'apprentissage avec une capacité d'accueil de près de 250.000 places pédagogiques. A l'occasion de cette rentrée, le ministère a prévu plusieurs nouvelles spécialités s'ajoutant à celles proposées dans le programme pédagogique et ce en fonction des spécificités de chaque région et des niveaux de formation.

Pose de la première pierre d'un projet de 1.267 logements AADL à Beni-Atteli à Médéa

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a procédé, dimanche à Médéa, à la pose de la première pierre d'un projet de 1.267 logements location-vente (AADL), localisé à Beni-Atteli, au nord de Médéa. M. Djerad a suivi sur place un exposé, présenté par le directeur général de l'Agence nationale du développement et de l'amélioration du logement (AADL), Mohamed Tarek Laribi, sur cet important projet immobilier. Ce projet de 1.267 logements AADL s'étend sur une superficie de 25 hectares et sera doté de toutes les commodités nécessaires, devant permettre d'accueillir les futurs résidents dans de bonnes conditions, précise-t-on dans l'exposé. Le site sera accessible, au nord, par l'autoroute Chiffa-Médéa et, du côté ouest, via le contournement nord de la ville de Médéa, en cours de réalisation, ajoute-t-on. L'as-

siette foncière mobilisée pour ce projet, située à l'entrée nord de la ville de Médéa, avait été intégrée dans le portefeuille foncier à urbaniser de la commune de Médéa suite à la décision de déclassement approuvée par le Gouvernement et destinée à l'implantation de projets AADL et d'équipements publics, selon une annonce des services de la wilaya en mai dernier. L'approbation de l'extraction de cette parcelle de terres agricoles au profit du secteur de l'habitat a pour objectif de résorber le déficit en foncier urbanisable auquel est confrontée la commune de Médéa, avaient relevé les mêmes services. Lors de ce déplacement à Beni-Atteli, un état des lieux du secteur de l'habitat dans la wilaya de Médéa a, également été, présenté au Premier ministre par la directrice locale du Logement.

Inauguration d'un tronçon de l'autoroute Chiffa-Berrouaghia

Le premier ministre, Abdelaziz Djerad, a procédé, dimanche, à l'inauguration du tronçon de l'autoroute Chiffa-Berrouaghia. à l'entame de sa visite d'inspection et de travail dans la wilaya de Médéa, où il devra inspecter et donner le coup d'envoi de plusieurs projets de développement local. Le Premier ministre a annoncé à l'occasion la poursuite des travaux de l'autoroute Nord-Sud jusqu'à la limite des frontières avec les pays du Sahel. Il a estimé que "ce projet est un grand acquis et d'une importance stratégique pour le pays". M. Djerad a insisté, en outre, sur l'importance de l'entretien régulier de l'infrastructure routière ainsi que la sécurisation des tunnels. Réalisée par un groupement d'entreprises nationales et étrangères, l'autoroute "Chiffa" (Blida) - "Berrouaghia" (Médéa), d'une distance de 53 km, permet une jonction rapide entre le Nord du pays et les localités du Sud. Cette voie d'accès rapide est composée de 57 ouvrages d'art, 10 pénétrantes et deux tunnels de 4,8 km, reliant la localité de Chiffa à celle de Berrouaghia.

ACTIVITÉ DES PARTIS

Le FFS plaide pour un pacte politique national favorisant l'ouverture d'un dialogue avec tous les acteurs

Le Premier Secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), Youcef Aouchiche, a affirmé samedi à Alger, que le parti tend, à travers son initiative politique "la Convention nationale du pacte politique", à favoriser un dialogue entre les différentes forces vives de la Nation. L'objectif de l'initiative de "la Convention nationale du pacte politique national commun" est "d'établir un dialogue inclusif avec tous les acteurs politiques, économiques et sociaux, en vue d'édifier un consensus national en mesure de préserver l'Etat national et renforcer la cohésion sociale, a déclaré M. Aouchiche à l'ouverture d'une rencontre nationale

des présidents des communes (APC), des élus des Assemblées populaires de wilaya (APW) et des parlementaires du parti. Soulignant que "la réalité, aujourd'hui, nous impose d'œuvrer collectivement, en vue de trouver des solutions communes et négociées, à même d'asseoir le changement escompté et l'alternative démocratique, M. Aouchiche a précisé que "la formulation d'un pacte politique national commune qui regroupe toutes les forces vives, se déroulera en deux étapes". La première, "sera consacrée au débat au sein du parti, avec les militantes et militants, des fondements et idées qui constitueront le socle du projet de sortie

de crise à adopter", a-t-il expliqué ajoutant que "l'initiative politique sera soumise, en 2^e étape, à tous les acteurs politiques, économiques et sociaux, en vue d'une adhésion à l'édification d'une alternative démocratique et la recherche d'une solution politique démocratique et consensuelle, à laquelle le peuple adhèrera". Pour le 1^{er} Secrétaire national du FFS, "la rencontre d'aujourd'hui se veut le lancement officiel à l'intérieur du parti, de l'examen des différents aspects de l'initiative "Convention nationale pour la formulation d'un pacte national commun à même de faire sortir l'Algérie de la crise". "Le meilleur rempart

pour le pays contre les différents périls et menaces externes qui le guettent reste le respect de la volonté populaire et la consécration du véritable changement démocratique escompté, à même d'édifier l'Etat des institutions légitimes et démocratiques", a-t-il soutenu. Par ailleurs, M. Aouchiche a indiqué que la rencontre nationale des Présidents des APC, élus APW et parlementaires, se veut un espace de débat autour des différentes questions de la scène nationale et régionale et s'inscrit dans le cadre des activités ordinaires du parti en prélude à la tenue prochainement de la Conférence nationale des élus locaux.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Rentrée dans le respect du protocole sanitaire

Les stagiaires rejoindront, ce dimanche, les établissements de la formation professionnelle, à l'occasion de la rentrée 2020-2021, à la faveur de l'application des mesures du protocole sanitaire contre la COVID-19, a-t-on appris du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels.

Le Premier ministre, M. Abdelaziz Djerad donnera le coup d'envoi officiel de la rentrée professionnelle 2020-2021, de Médéa où il effectuera, à la tête d'une délégation ministérielle une visite de travail dans cette wilaya. M. Djerad inspectera nombre de projets à caractère social et de développement. A la veille de cette rentrée, le ministère a pris les mesures préventives nécessaires, notamment le nettoyage et la désinfection de l'ensemble des équipements et des structures pédagogiques pour protéger les stagiaires et le personnel du secteur (formateurs et fonctionnaires) contre cette pandémie, précise la même source.

Le ministère a prévu plusieurs mesures de sensibilisation et d'orientation pour informer les stagiaires de l'impératif de respecter les mesures préventives. Il a également instruit les responsables des directions de wilayas et des établissements de formation de créer une commission de suivi d'application du protocole sanitaire.

Cette commission est chargée de «coordonner avec les collectivités locales, les services de santé et le mouvement associatif» en vue de veiller à la désinfection des structures de formation et des équipements relevant du secteur.

Il s'agit également du collage d'affiches sur les recommandations de protection contre la COVID-19 à l'intérieur des établissements de formation estimés à 1200 au niveau national, outre la garantie de masques de protection et de gels hydro-alcooliques et le respect de la distanciation sociale. Un responsable est désigné dans chaque établissement pour veiller



à la gestion des mesures liées à la pandémie. Concernant le domaine pédagogique, le secteur a assuré pour cette rentrée «plus de 538.000 places pédagogiques, ainsi que 83.215 lits pour les internats», outre «près de 52.000 places assurées à travers les 760 établissements privés de formation», précise la même source. Le secteur propose une formation dans cinq niveaux, dont Technicien supérieur (TS) à travers les instituts nationaux spécialisés dans la formation au nombre de 201, avec une capacité d'accueil de 60.300 places. Il s'agit entre autres de 907 centres de formation professionnelle et d'apprentissage avec une capacité d'accueil de près de 250.000 places pédagogiques.

A l'occasion de cette rentrée, le ministère a prévu plusieurs nouvelles spécialités s'ajoutant à celles proposées dans le programme pédagogique et ce en fon-

ction des spécificités de chaque région et des niveaux de formation. Entre autres spécialités, celle de la phoeniciculture proposée au niveau des établissements de formation des wilayas de Tebessa, Ouargla, Ghardaïa et El Oued, ainsi que celle de la plasturgie à Sétif, Skikda, Bordj Bou Arreridj et Tipasa et celle de la fabrication des fromages disponible au niveau des établissements de formation des wilayas de Chlef, Bejaïa, Blida, Alger et Boumerdes.

Le ministère a programmé également une nouvelle spécialité dédiée à l'arboriculture fruitière à Biskra et une autre dans les énergies renouvelables à El Oued. Les spécialités sont choisies sur la base du répertoire national des spécialités et des filières englobant 495 spécialités liées en majorité aux professions exercées en Algérie, outre la programmation des spécialités très demandées

en terme de main d'oeuvre qualifiée et en réponse aux besoins exprimés par les opérateurs économiques. Pour ce faire, le secteur de la Formation professionnelle accorde la priorité aux spécialités très demandées et ce à travers leur programmation, tout en mettant en place les programmes pédagogiques et le matériel technique nécessaire.

Dans l'objectif de rapprocher les services de la formation professionnelle du citoyen dans les zones d'ombre, le ministère veille, en coordination avec les administrations locales, à la mobilisation de tous les moyens nécessaires en vue de garantir la couverture adéquate en matière de formation dans ces régions, indique la même source.

Dans le cadre des mesures visant le développement des nouveaux moyens technologiques dans le secteur et conformément aux mesures de prévention pour endiguer la propagation du nouveau coronavirus à l'occasion de cette rentrée, une nouvelle application "Mih ati" a été lancée permettant de faciliter l'inscription des jeunes désireux de bénéficier de la formation professionnelle.

Cette application vise à faciliter l'accompagnement, l'orientation et l'inscription des stagiaires dans leur cursus de formation et à renforcer la deuxième application "Takwini" dédiée aux formateurs et qui leur permet l'accès aux programmes pédagogiques et aux méthodes de formation nécessaires. Pour rappel, le site électronique du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels a été enrichi par de nouveaux services numériques.

RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE DE L'EXERCICE 2018

Exposé du ministre de l'Intérieur sur le projet de loi

La Commission des Finances et du Budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) a suivi, samedi, un exposé du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, dans le cadre de l'examen du projet de loi portant Règlement budgétaire de l'exercice 2018, indique un communiqué de la basse Chambre du Parlement.

Lors de cette séance, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement Besma Azouar, le président de la Commission, Ahmed Zeghdar a souligné la responsabilité qui incombe au secteur de l'Intérieur en termes d'organisation et de gestion des Collectivités locales, et qui se traduit à travers la relation directe entre l'administration et le citoyen. Pour M. Zeghdar, le taux de consommation du budget de fonctionnement en 2018 illustre "l'ampleur des efforts déployés" dans ce secteur, notamment en matière de promotion du Service public et de simplification des procédures de délivrance des documents de l'Etat civil au citoyen, appelant la généralisation de cette expérience à tous les secteurs.

De son côté, M. Beldjoud a fait savoir que l'exécution du budget de fonctionnement avait atteint 96,44%, soulignant que le budget d'équipement s'inscrivait dans le prolongement des projets des années précédentes relatifs à la modernisation de l'administration et à la mise en place des mécanismes et systèmes de l'E-administration (administration électronique) outre la garantie de la couverture sécuritaire du territoire et la réalisation

des infrastructures nécessaires à la protection des personnes et des biens.

Evoquant les plans communaux de développement (PCD), le ministre a fait état, de la consommation de 78% des crédits de paiement et de 47% du total des autorisations de programmes dans le cadre de l'exécution du programme estimé à 100 milliards Da. Concernant les comptes d'affectation spéciale, M. Beldjoud a fait part d'un taux de consommation de 67,40% destinés à l'indemnisation des victimes du terrorisme et des événements jalonnant le mouvement pour le parachèvement de l'identité nationale et la promotion de la citoyenneté. Le ministre a cité également la gestion des catastrophes et des risques majeurs, le financement du redéploiement des agents de la garde communale, la gestion des cités de police relevant des biens de l'Etat ainsi que la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales.

Par ailleurs, le ministre a évoqué les recommandations de la Cour des comptes au sujet de l'exécution des crédits réservés au secteur de l'Intérieur, citant celle relative à la rationalisation des dépenses publiques, l'optimisation du budget d'équipement et le respect des dispositions du décret présidentiel 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Les interventions des députés ont porté sur le nécessaire élargissement des prérogatives des élus, en leur offrant les garanties

susceptibles de leur permettre d'accomplir leur rôle efficacement. Evoquant la situation des wilayas déléguées, ils ont proposé un nouveau découpage administratif pour certaines wilayas et grandes communes. Ils ont préconisé, en outre, l'accélération de la promulgation des lois relatives aux élections, à la commune et à la wilaya ainsi qu'un véritable recensement de la population. D'autres députés ont souligné la question de la concession des logements de fonction dans le secteur de l'Education nationale, sachant le placement de la gestion des cantines scolaires sous tutelle des collectivités locales. Ils ont appelé, également, à pallier le déficit en transport scolaire, notamment dans les zones éloignées et rurales, et en ressources humaines dans les établissements éducatifs. Explorant "le retard accusé dans la régularisation de la situation des constructions", des députés ont demandé la révision de la composition des comités chargés de la distribution des logements sociaux et des critères d'accès ainsi que l'élaboration d'une nouvelle loi sur l'urbanisme. D'autre part, des députés ont appelé à la facilitation des procédures de l'entrée au pays des émigrés. Des préoccupations d'ordre local et wilayal ont également été soulevées par les membres de la Commission. En réponse aux préoccupations des députés, M. Beldjoud a indiqué que la commission installée par le président de la République "s'attèle à l'élaboration d'un nouveau projet de loi sur les élections, dans les meilleurs délais". Il a, également, fait

part d'un programme de formation au profit des cadres et élus, soulignant que sur plus de 24.000 élus à l'échelle nationale, seuls 375 sont poursuivis en justice, soit un taux "très faible de 1,59%".

Le ministre a annoncé, par ailleurs, l'entrée en application prochaine de certaines dispositions permettant, notamment, aux citoyens d'obtenir des documents administratifs, tels que le certificat de résidence depuis le domicile, ainsi que le dépôt des dossiers administratifs via Internet. Par ailleurs, il fait savoir qu'il le ministère de l'Habitat se penchait sur la préparation d'un projet de Loi sur l'urbanisme, à même d'apporter des solutions à tous les problèmes soulevés. Concernant le recensement de la population, le ministre a affirmé que son secteur et l'Office national des statistiques (ONS) "sont prêts" à entamer l'opération durant le 1er semestre de l'année prochaine, en cas d'amélioration de la situation sanitaire dans le pays. Pour ce qui est des cantines scolaires, M. Beldjoud a rappelé que "le Président de la République a donné des fermes instructions pour que soient assurés aux élèves des repas convenables", précisant que "ce point sera au menu de la conférence virtuelle qu'il tiendra cette semaine avec les walis et les chefs de daïras".

M. Beldjoud a appelé, dans ce sens, les députés et différents acteurs à "signaler tout dépassement enregistré dans leurs wilayas". Concernant le transport scolaire, le ministre a fait savoir qu'une correspondance au Premier ministre

pour l'obtention d'une autorisation exceptionnelle permettant de combler le déficit en chauffeurs de bus de transport scolaire, dont le nombre est estimé à près de 5600 conducteurs. "Relevant "une amélioration" en matière de distribution des logements sociaux, M. Beldjoud a évoqué "l'ouverture d'enquêtes sur tous les dépassements enregistrés", insistant sur "l'impératif respect, strict et rigoureux, de la loi". S'agissant du rapatriement des Algériens bloqués à l'étranger, M. Kamel Beldjoud a indiqué que "le nombre des Algériens souhaitant regagner le pays augmente de jour en jour atteignant actuellement 25.000 personnes".

Il a expliqué que la compagnie aérienne nationale Air Algérie "déploie de grands efforts pour mener à bien l'opération, en dépit des difficultés rencontrées, notamment avec la fermeture de l'espace aérien dans plusieurs pays, ce qui requiert l'obtention d'autorisations exceptionnelles", a-t-il dit. D'autre part, le ministre de l'Intérieur a fait état d'une rencontre Gouvernement-Walis consacrée au bilan sur les zones d'ombre, dont la date sera fixée ultérieurement par le Président de la République. "Une enveloppe de 50 milliards de DA a été dérogée pour le développement de ces régions", a-t-il souligné. Le ministre a, enfin, mis l'accent sur "l'impératif renforcement du front interne pour faire face à toute menace extérieure, appelant la société civile à jouer son rôle en matière de contrôle et d'aide au développement durable.

GHARDAÏA

Prise en charge des besoins prioritaires des zones d'ombre

Les opérations de développement prioritaires initiées dans le cadre de la prise en charge des besoins des zones d'ombre de la wilaya de Ghardaïa seront achevées avant la fin de l'année en cours, ont indiqué dimanche les services de la wilaya.

Pas moins de 70 millions de DA ont été consentis pour la concrétisation des opérations de raccordement aux différents réseaux d'alimentation en eau potable (AEP), d'électricité et d'assainissement et des eaux pluviales dans les zones d'ombre recensées prioritaires dans la wilaya, a affirmé à l'APS le directeur de l'Administration locale (DAL), Salah Bouali.

Ces zones d'ombre ont été recensées au terme d'une enquête de proximité effectuée par les services des collectivités locales, en collaboration avec les élus et les membres locaux de la société civile en vue de les promouvoir et réduire les disparités sociales dans la wilaya, a soutenu le DAL de Ghar-



daïa. Les services de la wilaya ont établi une cartographie de ces zones d'ombre avec des fiches techniques comprenant les déficits en matière de dé-

veloppement et les projets prioritaires de chaque zone à inscrire en vue d'améliorer leur cadre de vie et répondre aux attentes de leurs habitants, a-

t-il ajouté. Cinq zones localisées en milieu rural et épars de Hassi-Ghanem, la zone de Rahmania, les localités de Zouia et les quartiers de l'ancienne Mansoura ont été répertoriées à travers les treize communes de la wilaya de Ghardaïa comme "zones prioritaires" nécessitant une action d'urgence. La prise en charge des aspirations des habitants de ces contrées s'est effectuée à la faveur de plans d'urgence de développement visant à garantir une vie décente aux citoyens des zones d'ombre souffrant d'exclusion et de marginalisation et ce malgré les aléas et l'impact de la pandémie du coronavirus sur les entreprises de réalisation.

CONSTANTINE

Nouvelle filière et ouverture de 60 postes de doctorat à l'université des sciences islamiques

Soixante (60) postes de doctorat seront ouverts à l'université des sciences islamiques Emir Abdelkader de Constantine au titre de la saison universitaire 2020-2021 avec l'introduction d'une nouvelle filière, à savoir celle des "sciences de gestion", a-t-on appris samedi auprès de cet établissement d'enseignement supérieur. Ces postes pédagogiques liés à la formation en phase doctorale du troisième cycle du système LMD (Licence-Master-Doctorat) sont prévus dans 8 filières et répartis sur 20 spécialités, a déclaré à l'APS la responsable de communication de cette université, Asma Aliouche, précisant que l'accès à cette filière s'effectuera sur la base d'un

concours dont la date sera déterminée prochainement. Les postes de formation doctorale prévus cette saison, répartis sur 30 postes consacrés au domaine de la Charîa et l'économie, seront ventilés sur 10 spécialités, tandis que 9 postes seront réservés à la filière des sciences de la gestion consacrée à la gestion du système de la finance islamique, la gestion des institutions de la Zakat et la gestion des biens wakfs, a-t-on expliqué. La même source a ajouté également que 12 postes de doctorat ont été affectés à la filière des lettres et la civilisation islamique qui ouvre droit aux spécialités des sciences humaines et sociales, la langue et la littérature arabes. Pour rap-

pel, 2.587 étudiants se sont inscrits à l'université des sciences islamiques Emir Abdelkader de Constantine au titre de cette nouvelle saison universitaire, dont 710 nouveaux bacheliers orientés vers les différentes spécialités proposées par cet établissement d'enseignement supérieur. A signaler que le mode d'enseignement à distance, appliqué depuis le 1er décembre dernier, a été renforcé par des cours dispensés en présentiel, et ce en application du plan de la tutelle relatif au respect du protocole sanitaire de prévention contre le nouveau coronavirus en vue de s'assurer de la réussite de cette nouvelle saison universitaire.

TIZI-OUZOU

Une réunion entre le wali et les propriétaires de minoteries pour aplanir les difficultés

Une réunion de concertation sera organisée courant de cette semaine entre le wali de Tizi-Ouzou et les propriétaires de minoteries afin de discuter des difficultés rencontrées, a-t-on appris samedi du président de la Chambre locale de commerce, Lakh-dhar Madjene.

La première réunion tenue la semaine dernière a regroupé la Chambre locale de

commerce, des représentants des minoteries de Tizi-Ouzou et le wali durant laquelle ont été exposées "les difficultés rencontrées par les minoteries avec certains services de la wilaya" à savoir, les impôts, l'agriculture et le commerce. Et c'est lors de cette rencontre qu'il a été décidé de tenir cette semaine "une autre rencontre avec les trois services pour essayer d'aplanir

ces difficultés et permettre à ces unités industrielles de produire davantage", a indiqué la même source. Parmi ces difficultés M. Madjene cite "l'approvisionnement de ces minoteries à hauteur de 40% seulement de leur quota en blé, ainsi que leur soumission à certaines taxes, TVA et TAP (Taxe sur l'activité professionnelle), dont elles sont exonérées par la réglementation en

vigueur". A ce propos, a-t-il souligné, "certaines de ces minoteries ont déjà fait l'objet de redressement fiscal alors qu'elles n'ont jamais été avisées quant à leur assujettissement au paiement de ces taxes". La wilaya de Tizi-Ouzou compte une dizaine de minoteries à savoir neuf (9) unités privées et une seule relevant du secteur publique.

EL BAYADH

Raccordement de 28 localités au réseau de fibre optique

Une opération de raccordement de 28 localités dont des zones d'ombre au réseau de fibre optique a été achevée dernièrement, a-t-on appris du directeur de wilaya de la poste et des télécommunications. Cette opération a ciblé différentes communes dans la wilaya, notamment les localités et zones de Bouslah, Menidjel, Oum Djrabia, Benhadjam, El Khidr, El Maghsel, Dir Hassiane, El Faraa, Gouira Lahbar et autres raccordées à ce réseau, a indiqué Chihebeddine Meyah. L'entreprise "Algérie Télécom" œuvre, à travers cette opération, à fournir des services de téléphonie fixe et internet en assurant un haut débit à différentes régions de la wilaya dont les zones d'ombre, a-t-on souligné. Le réseau de fibre optique a atteint, à El Bayadh, une longueur cette année de 1.638 kilomètres. Trois paraboles de 4G ont été mis en place dernièrement dans les communes d'El Ghassoul, Brizina et Kef Lahmar, soit un total de 24 paraboles dans le cadre du raccordement des cités d'habitation au réseau de téléphonie et internet à haut débit. Pour sa part, l'opérateur public de téléphonie mobile "Mobilis" a mis en service dernièrement deux stations satellites de communication sur l'axe de la route nationale (RN 118) reliant les communes de El Bnouid (El Bayadh) et zaoutiet Debagh (Adrar) sur 300 km. Cinq autres stations similaires des télécommunications de cet opérateur public sont

en cours d'installation à Gouira Lahbar, El Faraa dans la commune de Brizina, Boughara (commune de Cheguig), Touail (commune de Kerakda) et une à Bougtob.

L'opérateur de téléphonie mobile Djezzy a mis en place aussi une station au niveau de la nouvelle ville du chef-lieu de wilaya, a-t-on ajouté.

CONSTANTINE

300 pins d'Alep mis en terre à Ain Smara

Pas moins de 300 pins d'Alep ont été mis en terre, samedi, près de la retenue collinaire Berla de Ain Smara (wilaya de Constantine), à l'initiative de la Société de l'eau et de l'assainissement de Constantine (SEACO), a-t-on appris auprès des services de cet établissement public. L'opération est inscrite dans le cadre des instructions et des orientations du ministère des Ressources en eau visant la participation au programme national de reboisement destiné à la récupération des terres incendiées durant la saison chaude précédente, a précisé à l'APS la chargée de la communication de cette Société, Ouassila Benchaoui. Cette opération qui a été organisée avec la collaboration des services de la direction locale des ressources en eau, de la Chambre d'agriculture et de la Conservation des

forêts vise également à rattraper le déficit en espaces boisés sur le territoire de la wilaya, a relevé la même responsable. L'opération est destinée notamment à protéger l'environnement, à freiner le phénomène d'érosion du sol et à renforcer le couvert végétal, a fait savoir la même source, soulignant qu'une centaine d'agents ont été mobilisés par les services de la SEACO afin d'assurer le bon déroulement de cette action. Des actions similaires réalisées ces derniers mois au titre de ce programme par les services de la Conservation des forêts, ont permis la plantation de plus de 3 000 arbustes à travers divers sites forestiers de la wilaya, a indiqué de son côté le responsable de la communication de cette institution, Ali Zegrour.

AÏN DEFLA

Covid-19 : plus de 3.700 infractions aux mesures préventives en une semaine

Les services de sécurité de Ain Defla ont recensé du 10 au 17 du mois en cours 3.757 infractions aux règles préventives liées à la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), a-t-on appris samedi de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Les infractions en question ont trait au regroupement des personnes et au non-respect de la distanciation physique (1.217), à la non-désinfection des locaux commerciaux (60), à l'absence de bandes de marquage au sol au niveau des locaux commerciaux (19) et au non port du masque de protection buccale (2.461), a-t-on précisé. Parallèlement à ces actions, les services de police poursuivent leur campagne de sensibilisation sur les risques encourus du fait de la pandémie du nouveau coronavirus, réitérant leur appel aux citoyens à faire preuve d'esprit collectif en observant scrupuleusement les mesures préventives à même de permettre de digérer cette pandémie, a-t-on souligné. Afin de lutter contre la pandémie de manière efficace, notamment au niveau des lieux publics, locaux commerciaux, marchés et moyens de transport, les services de police poursuivent strictement la sanction des contrevenants aux mesures du protocole sanitaire édicté par les pouvoirs publics, rappelle-t-on de même source.

ILLIZI

Plus de 1600 cartes magnétiques remises aux agriculteurs

Pas moins de 1.620 cartes professionnelles magnétiques ont été délivrées durant les cinq dernières années au profit des agriculteurs de la wilaya d'Illizi, dont 68 cartes ont été remises en 2020, a-t-on appris samedi auprès des services de la chambre d'agriculture (CA). Lancée depuis 2015 dans le cadre de la modernisation du secteur de l'agriculture par la substitution de l'ancien procédé, cette nouvelle carte magnétique renouvelable, contient les différentes coordonnées concernant son détenteur, dont la vocation et la nature de son activité agricole, a précisé le secrétaire général de la chambre d'agriculture, Kamel Raki. Cette nouvelle pièce magnétique permettra aux agriculteurs et éleveurs de bénéficier des divers programmes de soutien prévus par le ministère de l'agriculture et du développement rural, dont l'approvisionnement en orge pour les éleveurs, les semences et les intrants agricoles, les pépinières, la formation et la vulgarisation agricole au niveau des instituts spécialisés, en sus de l'accompagnement et le suivi permanent par les services agricoles durant la saison agricole, a expliqué le même responsable. La chambre d'agriculture de la wilaya d'Illizi a, dans l'optique de vulgariser cette carte et ses intérêts, mené, en coordination avec des experts et agronomes, diverses activités de sensibilisation en milieu des agriculteurs leur incitant de tirer profit des avantages et facilités y retenues susceptibles de promouvoir leurs activités agricoles. La wilaya d'Illizi compte 4.692 agriculteurs, versés dans différents segments cultureux et d'élevage, selon les statistiques de la chambre.

FISCALITÉ LOCALE

Vers une refonte pour permettre aux communes de se doter de ressources financières (conseiller)

Le conseiller du Président de la République chargé des zones d'ombre, Brahim Merrad, a indiqué, dimanche qu'il y a des chantiers qui sont ouverts pour la "refonte de la fiscalité locale", permettant aux communes d'avoir de la ressource financière. "Il y a des chantiers qui sont ouverts pour la refonte de la fiscalité locale, et il sera certainement question de permettre à ces communes d'avoir ce qu'elles doivent avoir" en matière de ressource financière, a précisé M. Merrad, lors de son passage à l'émission "Invité de la rédaction" de la chaîne 3. Il a ajouté que "ce sont les communes les plus dotées qui en profitent", soulignant qu'il s'agit d'une "nécessité pour rétablir l'ordre".

Evoquant les mécanismes de financement des projets de développement au profit des zones d'ombre, Brahim Merrad a fait savoir que cela relève de la responsabilité des walis de trouver les fonds nécessaires pour financer des opérations contribuant à améliorer le cadre de vie des populations dans ces zones qui ont été "marginalisées et laissées pour compte", a relevé M. Merrad. "Le Président de la République a responsabilisé les walis à agir. Ils doivent absolument faire en sorte que des malfaçons, des déficits, des manques soient vite recouverts et que ces zones soient d'un niveau tel que le citoyen qui y vit considère enfin qu'on lui a donné de l'importance", a-t-il ajouté.

Pour le financement des opérations de développement à inscrire au niveau des zones d'ombre, le conseiller du Président de la République a déclaré que ce sont les actions déjà prévues dans différents secteurs, qui seront réorientées vers ce chapitre. "Toutes les actions seront réorientées vers les zones d'ombre de sorte à rééquilibrer les territoires et il n'est pas question que ces zones soient encore marginalisées davantage", insiste M. Merrad, soulignant que le Président de la République, du fait de ses engagements de la campagne électorale, "en a fait sa priorité".

"Il faut agir de manière à ce que les citoyens de ces zones, les jeunes notamment, y trouvent un emploi durable. Et pourquoi ne pas réfléchir à créer de mini-zones ou de micro zones d'activités à dédier exclusivement à ces jeunes?. Il faut agir de manière à rendre ce milieu viable", a-t-il expliqué.

Il est attendu du développement de ces zones d'ombre qui sont au nombre de 15044 zones identifiées à travers le pays et habitées par huit (08) millions d'habitants, de fixer les populations dans leurs localités et villages, a indiqué Brahim Merrad. "Il s'agit à travers l'identification de ces zones de fixer les populations là où elles se trouvent. Le discours maintenant est des plus clairs. M. Le Président de la République veut absolument changer leur situation", a-t-il encore dit. Les programmes de la Radio algérienne sont consacrés, ce dimanche, aux projets de développement engagés pour la promotion des zones d'ombre.

HYDROCARBURES

Recul de la production de l'Algérie à hauteur de 8% en 2020 (Attar)

La production nationale d'hydrocarbures devrait enregistrer, la fin de l'année en cours, une baisse de 8% par rapport à 2019 en se stabilisant autour de 143 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP), a indiqué samedi le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar.

"Les chiffres de 2020 font ressortir un recul de la quasi totalité des indicateurs du fait des répercussions de la pandémie du Coronavirus, qui a fortement impacté l'activité économique nationale", a précisé M. Attar devant la Commission des Finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) dans le cadre de l'examen du projet de Règlement budgétaire 2018.

Lors de cette séance présidée par le président de la Commission Ahmed Zeghdar, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Besma Azouar et nombre de cadres du secteur, le ministre a fait savoir que les exportations hydrocarbures devront atteindre, à la fin du mois en cours, quelque 82 millions TEP, soit 22 milliards Usd.

Les produits pétrochimiques enregistreraient, quant à eux, une baisse de 33% par rapport à 2019, où ils avaient atteints 33 milliards Usd, a-t-il ajouté.

Les recettes prévisionnelles de la fiscalité pétrolière devront atteindre 1850 milliards Da, soit un recul de 33% par rapport à l'année dernière, soit 132% de la valeur de la fiscalité pétrolière prévue dans la LFC 2020 (1395 milliards Da). Selon le ministre,

le secteur de l'Énergie enregistrera une baisse de la consommation locale à hauteur de 60 millions tonnes TEP, tirée par un recul de la demande sur les produits pétroliers et le gaz compte tenu des mesures arrêtées par le Gouvernement pour endiguer la propagation du Coronavirus.

M. Attar a fait état, par ailleurs, de la décision du secteur de réduire ses importations en essence et en mazout conséquemment à la baisse de la demande sur les produits pétroliers et la saturation des capacités de stockage. Ainsi, les importations en produits pétroliers devront s'établir, fin 2020, à quelque 700 millions Usd, contre plus d'un (1) milliard Usd en 2019. Afin de réduire les importations à cours terme, la Sonatrach a mis en application un programme visant à améliorer la performance des raffineries afin de hisser les capacités de production de l'essence.

Le ministre a évoqué une série de mesures visant la rationalisation de la consommation est prévue dans la Loi de finances 2021 à travers la proposition d'une taxe sur la consommation des carburants pour les véhicules sortant des frontières du pays.

A noter que les stations de pompage d'eau par canalisation In Salah-Tamanrasset, fonctionnant actuellement avec du mazout, devront être raccordées au gaz naturel.

Dans le cadre des projets nationaux de raccordement à l'électricité et l'approvi-

1^{ER} ANNIVERSAIRE DE L'ÉLECTION DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

Forte volonté pour ériger les start-up en locomotive de l'économie nationale

La première année d'Abdelmadjid Tebboune à la tête de la présidence de la République a été marquée par l'instauration d'une batterie de mesures afin de permettre aux start-up d'être érigées en locomotives de l'économie nationale.

Depuis son investiture, le 19 décembre 2019, le président Tebboune a tenu à œuvrer en faveur de la promotion des start-up au sein de l'économie nationale à travers des mesures de soutien, et concrétisées pour la plupart, plaçant pour l'accompagnement des jeunes porteurs de projets et pour l'élimination des entraves bureaucratiques au profit des micro-entreprises innovantes. Ainsi, en application des directives de M. Tebboune, le Gouvernement s'est attelé depuis un an à mettre en pratique ces mesures de soutien visant la promotion des start-up dans le cadre d'un nouveau modèle économique pour le pays, un modèle "basé sur la connaissance, où les start-up seront érigées en locomotive", selon les termes du président de la République.

En effet, depuis, son investiture, M. Tebboune a affirmé la volonté de l'État de préparer une base solide pour construire une économie nationale axée sur la production avec l'appui important des start-up créatrices de richesse. Pour ce faire, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a arrêté en mars dernier plusieurs mesures, comprenant la création d'un fonds d'investissement dédié au financement et à l'accompagnement des Start-up, la création d'un Haut Conseil de l'Innovation ainsi que l'élaboration du cadre juridique devant définir et labéliser les concepts de Start-up et d'incubateurs.

Ces mesures intègrent également la mise à la disposition des Start-up des espaces dédiés dans les établissements de jeunes relevant des secteurs de la jeunesse et de la formation professionnelle au niveau national, ainsi que l'aménagement, par les collectivités locales, des espaces dédiés aux Start-up en accordant la priorité aux



régions affichant un fort potentiel de porteurs de projets innovants.

Ainsi, le président de la République a annoncé en octobre à Alger le lancement officiel du Fonds national pour le financement des start-ups dont le mode de fonctionnement se distinguera par une "flexibilité" et une "participation aux risques".

De plus, une plateforme numérique a été lancée pour permettre aux dirigeants de start-up d'effectuer toutes les procédures administratives en ligne pour l'obtention de la bel, de tous types de financements et des avantages fiscaux et parafiscaux.

Cette semaine, à l'occasion de l'installation de la Commission de labellisation des "Start-up", "Incubateurs" et "Projets innovants", le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Économie de la connaissance et des start-up, Yacine Oualid, a fait savoir que la première vague de projets innovants, start-up et incubateurs, bénéficiant d'une labellisation délivrée par une commission multisectorielle, est prévue vers la fin décembre-début janvier prochain.

Toujours dans l'optique de soutenir les start-up, notamment sur le volet de leur financement, le ministre des Finances, Ayman Benabderrahmane, a inauguré le mois dernier un nouvel espace de l'agence El-Khattabi (Alger centre) du Crédit populaire d'Algérie (CPA), dédié aux PME, TPE et aux start-up.

Pour sa part, le président de la Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB) Abdelhakim Berrah a annoncé la création prochaine d'un compartiment de financement dédié aux start-up au sein de la Bourse d'Alger. "Nous sommes en phase de création de ce compartiment dédié aux start-up au sein de la Bourse d'Alger, où des entreprises ayant atteint une certaine maturité et stabilité financière peuvent venir solliciter et lever des financements", avait-il fait savoir.

Par ailleurs, tout au long de l'année en cours, plusieurs projets innovants ont été mis à l'honneur et soutenus à l'occasion d'événements dédiés à l'innovation, notamment les projets ayant trait à la lutte contre la pandémie liée au Covid-19.

Concernant en gaz, le secteur prévoit, durant le quinquennat 2020-2024, le raccordement de quelque 140.000 ménages à l'électricité et 370.000 autres au gaz.

Les programmes financés par l'État ont permis le raccordement au gaz d'environ 2,3 millions de ménages et à l'électricité de quelque 400.000 foyers, pour une enveloppe de 600 milliards Da.

Concernant les projets de raccordement réalisés dans les zones d'ombre au profit des investisseurs agricoles, M.

Attar a évoqué le raccordement de 527 projets à l'électricité et de 348 autres au gaz. La réalisation de ce programme demeure tributaire de la disponibilité des ressources financières nécessaires et requière que soient relevés les défis relatifs à l'absence de voies d'accès aux sites des projets et des passages pour les lignes électriques, dira le ministre qui a cité en outre la lenteur des procédures liées à la passation des marchés publics.

Baisse des exportations en 2018 du fait de l'accord OPEP+

Concernant l'exercice 2018, le ministre a indiqué qu'il a connu une baisse dans le volume des exportations en hydrocarbures, à hauteur de 101,4 millions TEP, contre 108,8 millions en 2017, soit un recul de 7%.

Ce recul s'explique, selon le ministre, par le respect des décisions de l'Opep relatives à la réduction de la production, ainsi que par une baisse de la demande des pays

européens sur le gaz naturel. En dépit de cette baisse quantitative, les recettes ont enregistré une hausse de 17,6%, passant ainsi de 33,2 milliards Usd en 2017 à 39 milliards Usd en 2018 conséquemment à la hausse du prix moyen de l'or noir, passant de 59,3 Usd/baril en 2017 à 71,3 Usd en 2018. Par ailleurs, les importations des produits pétroliers ont reculé de 73,3% par rapport à l'année 2017.

Ainsi, la facture des importations a baissé de 1,8 milliards Usd en 2017 à 500 milliards Usd en 2018. Lors de son exposé sur la Loi portant Règlement budgétaire de l'exercice 2018, le ministre a indiqué que le budget de fonctionnement du ministère en 2018 était d'environ 50,8 mds Da, dont 98% ont été consommés soulignant que 87% était destinés à la subvention du dessalement de l'eau de mer, à hauteur de 44 mds Da.

Comparativement au budget de fonctionnement 2017, celui de 2018 a connu une hausse de 7% suite à l'augmentation des dotations énergies renouvelables confrontés au chômage.

Des députés se sont interrogés sur le temps nécessaire aux Groupes Sonatrach et Sonelgaz pour surpasser le déficit enregistré dans leurs budgets respectifs, d'autant plus que des sommes considérables ont été mobilisées pour combler ce déficit depuis 2018. Ils ont par ailleurs mis en avant la nécessité de réfléchir au raffinement du pétrole dans le pays.

PÉTROLE

Ryadh et Moscou affichent leur unité avant le sommet de l'Opep+

Les ministres saoudien et russe de l'Energie ont affiché leur unité samedi lors d'une réunion bipartite avant le sommet en janvier de l'Opep+.

Au début du mois, les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs partenaires, dont la Russie, ont décidé à l'issue d'âpres négociations de limiter à 500.000 barils par jour l'augmentation de leur production en janvier, contre près de 2 millions initialement prévus.

"La charte de coopération de l'Opep+ nous a rassemblés et a apporté de bons résultats (...) C'est pour cette raison qu'elle doit continuer", a déclaré le ministre de l'Energie saoudien Abdelaziz ben Salmane, lors d'une conférence de presse



diffusée par la chaîne d'Etat Al-Ekhbariya. "Nous avons confirmé une nouvelle fois notre loyauté envers les accords en vigueur aujourd'hui", a dit le vice-Premier ministre russe Alexandre Novak, chargé du

secteur énergétique.

"Nous envisageons de travailler ensemble afin d'aboutir à un équilibre de la situation sur le marché", a-t-il ajouté.

L'Opep+ tiendra virtuellement sa 13e conférence ministérielle le 4 janvier, tandis que Ryadh et Moscou se réuniront autour d'un comité de coopération bilatérale en mars. Les membres de l'Opep+ se sont mis d'accord le 3 décembre pour remettre "progressivement" sur le marché quelque 2 millions de barils par jour en début d'année prochaine, en commençant par 500.000 barils en janvier.

TUNISIE

Forte baisse de 65% de la production d'huile d'olive

La production tunisienne en huile d'olive, pour la saison 2020/2021, est estimée à environ 140.000 tonnes, par rapport à une production record de la saison écoulée, estimée à 400.000 tonnes, soit une forte baisse de 65%, a annoncé samedi l'Office national de l'huile. D'après le ministère tunisien de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche, le marché européen constitue la plus importante destination des exportations tunisiennes de l'huile d'olive.

D'après les chiffres officiels du ministère, le quota annuel accordé par l'Union européenne à la Tunisie est fixé à 56.700 tonnes d'autant plus que l'augmentation dudit quota fait l'objet de négociations avec la partie européenne. En effet, la Tunisie négocie actuellement avec l'Union européenne pour porter son quota à 100.000 tonnes, dans l'attente de parachever les négociations sur un accord d'échange global et approfondi avec la zone Euro.

Dans une récente déclaration, l'ancien directeur de l'Office national du pétrole, Chokri Bayoudh, a fait savoir que la valeur des exportations tunisiennes d'huile d'olive pourrait franchir la barre de deux milliards de dinars (environ 740 millions de dollars), cette année.

ENERGIE

Afrique : la capacité de raffinage devrait passer à 5,7 millions de baril/j en 2024

La capacité totale de raffinage en Afrique devrait passer à 5,7 millions de barils par jour (mbj) en 2024, portée par quelques pays du continent, dont l'Algérie, selon un rapport récent publié par GlobalData.

"La capacité totale de raffinage de l'Afrique est passée de 3,498 mbj/j en 2014 à 3,712 mbj en 2019 et 4,1 millions. Elle devrait passer à 5,766 mbj en 2024", précise la compagnie britannique d'analyse des performances de

l'économie mondiale (GlobalData). Intitulé "Perspectives de l'industrie du raffinage en Afrique à l'horizon 2024", le rapport indique que le Nigeria, l'Algérie, l'Egypte, l'Afrique du Sud, et la Libye sont les principaux pays d'Afrique possédant des capacités de raffinage.

Ces pays représentent plus de 78,3% de la capacité totale de raffinage de la région en 2019, selon la même source.

BREXIT

La querelle sur la pêche bloque la conclusion d'un accord

Britanniques et Européens poursuivront dimanche leurs négociations acharnées pour trouver un accord post-Brexit, le sort réservé à la pêche restant incertain, à une dizaine de jours de la date butoir du 31 décembre.

"Les divergences restent les mêmes", a indiqué une source européenne en début de soirée samedi.

Bien que d'un faible poids économique au regard des dizaines de milliards en jeu dans un éventuel accord de libre-échange, la pêche a une importance politique et sociale pour plusieurs Etats membres, en particulier la France et les Pays-Bas.

Face à des Européens qui pêchent depuis des lustres dans les eaux britanniques, le Royaume-Uni entend reprendre le contrôle et en a fait un symbole de son indépendance après son divorce avec le continent.

L'Alliance des pêcheries européennes (EUPA) a fait part de sa grande inquiétude sur un accord qui pourraient "sonner le glas d'une grande partie d'une industrie qui a tant contribué à faire vivre des communautés côtières dans neuf Etats membres", dans un communiqué.

Au cœur de la négociation, le partage des quelque 650 millions d'euros pêchés chaque année par l'UE dans les eaux britanniques et la durée de la période d'adaptation pour les pêcheurs européens. Pour les Britanniques, les produits de pêche dans les eaux européennes représentant environ 110 millions d'euros.

Bruxelles proposerait de renoncer à environ 20% des 650 millions à l'issue d'une période de transition de sept ans, Londres en revendiquant 60% sur une période de 3 ans, selon des sources européennes.

Des chiffres qui ne "cessent de bouger", selon une autre source européenne.

Les Européens ont répété maintes fois qu'il n'y aurait pas d'accord sans compromis sur la pêche.

Les négociations se déroulent sous la pression toujours plus forte du calendrier : l'accord doit être conclu avant que le Royaume-Uni --qui a officiellement quitté l'UE le 31 janvier dernier-- abandonne définitivement le marché unique européen et l'union douanière le 31 décembre à 23h00 GMT.

Le Parlement européen a averti qu'il voulait un accord d'ici "dimanche minuit", sans quoi il ne pourra pas l'examiner et le ratifier afin qu'il puisse entrer en vigueur le 1er janvier.

Même en cas d'accord dimanche soir, le groupe européen écologiste a d'ores et déjà protesté contre le peu de temps pour examiner l'accord.

Le secrétaire d'Etat français chargé des Affaires européennes, Clément Beaune, n'a toutefois pas exclu same di une poursuite des pourparlers au-delà du week-end.

"Il est normal de ne pas dire 'écoutez, c'est dimanche soir on s'arrête, et donc je sacrifie tout' (...) On ne fera pas ça, parce que ce qui est en jeu ce sont des secteurs entiers, comme la pêche, ce sont les conditions de concurrence pour nos entreprises dans la durée", a-t-il fait valoir sur la radio France Inter.

Un accord conclu dans les tous derniers jours de décembre pourrait entrer en vigueur provisoirement, une option qui semble avoir la faveur des Etats membres mais à laquelle le Parlement s'oppose.

L'horizon s'est dégaï en revanche sur les deux autres sujets qui entravaient les négociations - les conditions de concurrence équitables et la gouvernance de l'accord pour régler les divergences.

L'UE refuse de voir surgir à sa porte une économie dérégulée qui se livrerait à une concurrence déloyale envers ses entreprises en ne respectant pas ses normes environnementales, sociales, fiscales ou son régime très strict sur les aides publiques.

Alors que les deux côtés de la Manche se préparent au retour des contrôles douaniers après la rupture, un rapport parlementaire britannique a alerté sur une préparation insuffisante du Royaume-Uni, s'inquiétant des perturbations attendues dans les ports et des répercussions sur la sécurité.

Et à partir du 1er janvier, les voyageurs ou les chauffeurs-routiers en provenance du Royaume-Uni arrivant dans l'UE ne pourront plus y apporter de produits à base de viande ou de lait, comme un sandwich jambon-fromage, afin d'éviter l'introduction de maladies animales infectieuses, a prévenu le gouvernement britannique.

Sans accord commercial, les échanges entre l'UE et Londres se feront selon les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), synonymes de droits de douane ou de quotas, avec de lourdes conséquences pour des économies déjà secouées par la pandémie.

FRANCE

L'industrie française est dans une "situation critique"

"L'appareil de production" en France est dans une "situation critique", a estimé dans un entretien avec le Journal du dimanche le Haut commissaire au Plan François Bayrou.

"Tout le monde a compris qu'on ne peut pas soutenir financièrement un modèle social si généreux si on n'a pas l'appareil de production qui permet de le financer par les impôts, (les) taxes et (les) cotisations", a fait valoir ce responsable. "Or, de ce point de vue, la France est en situation critique. La part de l'industrie dans le PIB de la France, c'est 13%.

En Allemagne, c'est 25% ! Et en Italie, 19% ! Lancer la reconquête de l'appareil productif français, ce sera le défi majeur de la décennie qui vient", a poursuivi le Haut commissaire au Plan. Pour ce proche du président Emmanuel

Macron, "l'Etat a le devoir de garantir les produits vitaux" et "l'intérêt général", face à "nombre de productions vitales (qui s'en sont allées) ailleurs qu'en Europe", "depuis vingt ou vingt-cinq ans". Appelant à "une stratégie nationale", M. Bayrou classe dans les produits vitaux "les médicaments, un certain nombre de composants électroniques, les matières premières concernant le nucléaire ou le secteur de la fibre optique, les hormones dans le domaine pharmaceutique" ou les éléments entrant dans la processus de production agricole.

"C'est entre l'Etat, stratège et fédérateur, et les industriels, qui sont les acteurs, que cette protection doit s'organiser comme un impératif national", exhorte-t-il.

ENVIRONNEMENT

1^{ère} édition du salon virtuel sur la gestion des déchets

Plusieurs institutions internationales activant dans le domaine environnementale ainsi que plusieurs pays étrangers prendront part à partir du lundi, à Alger au premier salon virtuel sur la gestion des déchets, a indiqué, dimanche à l'APS le DG de l'Agence nationale des Déchets (AND), Karim Ouamane.

Ce premier salon virtuel sur la gestion des déchets, intitulé "The Algerian virtual waste exhibition-AVWE", a pour ambition de mettre en relation directe tous les acteurs de la gestion des déchets qu'ils soient nationaux ou internationaux et ce, dans le but de conclure des partenariats fructueux dans ce domaine, a assuré M.Ouamane.

Ce salon qui s'étalera jusqu'au 23 décembre verra la participation de plusieurs pays étrangers dont le Danemark, le Canada, la Corée du sud et l'Italie ainsi que la France, selon le DG de l'AND.

"Plusieurs opérateurs étrangers qui veulent pénétrer le marché algérien prendront, également, part à cet événement et pourront conclure des partenariats fructueux avec des entreprises algériennes activant dans le domaine de la gestion des déchets", a souligné le responsable.

Selon un communiqué de l'AND relevant du ministère de l'Environnement, "cette manifestation, qui sera accessible en ligne du 21 au 23 décembre sur le site www.avwe.and.dz, fait suite aux instructions de la ministre de l'Environnement, Nassira Benharrats, dans le cadre de la mise en réseau des acteurs de la gestion des déchets".

"Cet événement sera animé à travers des conférences audiovisuelles, des lives et diverses autres activités relatives à l'information et à la sensibilisation sur les dangers liés aux déchets.

Des pitch pour les porteurs de projets et start-up seront également organisés et un espace dédié à l'innovation et à la recherche scientifique sera disponible, détaille l'AND.

Le salon, composé de stands virtuels, reproduit le fonctionnement d'un salon classique à travers des conférences et permettant des échanges d'information et des relations d'affaires entre exposants et visiteurs, réalisables sur "stand virtuel" par chat, Skype, email et téléphone via différentes applications.

Selon l'AND, l'initiative comporte plusieurs objectifs, à savoir, la promotion et le développement de la gestion des déchets, la mise en valeur du rôle de cette gestion dans la préservation de l'environnement ainsi que la mise en exergue du fort potentiel de l'économie circulaire.

EL TARF

Arrestation d'un dangereux criminel activement recherché à Boutheldja

Les services de la sûreté de daïra de Boutheldja (wilaya d'El Tarf) ont arrêté récemment un dangereux criminel faisant l'objet de cinq (5) mandats d'arrêt et activement recherché pour son implication dans plusieurs cambriolages de domiciles par effraction, a indiqué samedi le chargé de la communication de la sûreté de wilaya. Dans le cadre de leurs activités visant à lutter contre la criminalité dans toutes ses formes, les services de la police ont ainsi réussi à appréhender le mis en cause, âgé d'environ 20 ans, au niveau de la localité de Boutheldja, où il s'était réfugié pour échapper aux services de sécurité, a précisé le commissaire principal Mohamed Karim Labidi. Originaire de la wilaya de Annaba où il réside, le prévenu a été arrêté dans un lieu qui lui servait de cachette temporaire, a précisé la même source. Le mis en cause était "activement recherché" et faisait l'objet de mandats d'arrêt pour son implication dans 5 affaires de cambriolage de maisons par effraction et principalement à la faveur de la nuit, a-t-on souligné.

Présenté devant le procureur de la république près le tribunal d'El Tarf, le mis en cause a été placé sous mandat de dépôt, a conclu la même source.

RESSOURCES EN EAU

"Solutionner le problème des autorisations de forage de puits" (ministre)

Le ministre des Ressources en eau, Arezki Barraki, a indiqué samedi soir à Alger qu'une démarche multi-sectorielle a été engagée en vue de trouver une solution au problème du gel de l'octroi d'autorisation de forage de nouveaux puits.

S'exprimant devant les membres de la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), dans le cadre de l'examen du projet de loi de règlement budgétaire 2018, M.

Barraki a précisé que cette démarche convenue avec le ministre de l'Agriculture et du développement rural va "impliquer" les ministres des Finances et de l'Intérieur afin de "trouver une formule qui ne soit pas contraire à la réglementation" et qui "permettra d'octroyer des autorisations de forage de nouveaux puits". M. Barraki a évoqué dans ce contexte une autre solution dans le cas "extrême" qui consiste à ce que "l'Etat se charge du forage de puits" que les agriculteurs seront en mesure d'exploiter. Abordant le chapitre de l'alimentation en eau potable, le ministre des Ressources en eau a affirmé que l'Algérie a enregistré cette année un déficit de 39% en matière de pluviométrie. Il a ajouté que le taux de remplissage national



des barrages a atteint son niveau "le plus bas depuis près de 40 ans", baissant jusqu'à 38% de la capacité de remplissage.

Une situation due, selon le ministre, aux "changements climatiques" et qui risque de se répéter dans les années à venir.

"La Méditerranée est classée parmi les zones les plus impactées par les changements climatiques", a-t-il souligné. A ce propos, il a

fait observer que des prévisions de spécialistes prévoient dans les prochaines années l'augmentation du déficit en eau de près de 60% dans certaines régions du monde, tout en rappelant que "l'Algérie avait envisagé en 2002, en raison de la sécheresse, d'importer de l'eau". Pour faire face à cette situation, qui risque de se reproduire selon lui, le ministre des Ressources en eau a tracé un programme

qui s'étale jusqu'à 2030.

Toutefois, M. Barraki a précisé qu'"il n'est pas possible de régler le problème de l'eau sans infrastructures".

A ce titre, il a déclaré que l'Algérienne des eaux (ADE) a vu ses subventions passer de 16 milliards DA en 2012 à 100 millions DA en 2021.

S'agissant des moyens financiers nécessaires pour le fonctionnement de l'ADE, le ministère des Ressources en eau est intervenu pour obtenir un crédit de 10 milliards DA permettant de couvrir ses charges.

Au sujet de la qualité du réseau et le problème des fuites, question soulevée par les membres de la Commission, le ministre a fait savoir que son département avait réalisé une évaluation qui fait ressortir la nécessité d'investir au minimum 75 milliards DA dans une première étape pour remédier notamment au problème de la vétusté du réseau.

Selon M. Barraki, il a lieu de renouveler au minimum 2000 Kilomètres de canalisations par an.

PROTECTION DE L' ENFANCE

Un guide sur les mécanismes de signalement et de traitement des atteintes aux droits de l'enfant (Cherfi)

La Déléguée nationale de la promotion et de la protection de l'enfance et présidente de l'Organe national à la promotion et à la protection de l'enfance (ONPPE), Meriem Cherfi a fait état, samedi à Alger, de "préparatifs à l'élaboration d'un guide sur les mécanismes de signalement et de traitement des atteintes aux droits de l'enfant".

Dans une déclaration à la presse en marge d'une rencontre organisée par l'ONPPE en célébration de la ratification par l'Algérie de la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE), Mme Cherfi a fait savoir qu'un travail est en cours pour la publication du premier numéro d'une revue qui met en exergue les activités de l'Organe depuis son installation et l'élaboration d'un guide mettant en avant les mécanismes de signalement des atteintes aux droits de l'enfant et des méthodes de leur traitement.

A cette occasion, Mme Cherfi a indiqué que "depuis janvier dernier, l'Organe a enregistré, via le numéro vert (11 11) plus de 2.200 signalements

liés à l'atteinte aux droits de l'enfant, et a reçu près d'un million d'appels téléphoniques pour des renseignements et des explications sur l'Organe ou encore pour exprimer certaines préoccupations liées à l'enfant".

L'ONPPE veille à faciliter les missions de tous les professionnels et intervenants en matière de protection des droits de l'enfant et les tenir informés des derniers développements juridiques relatifs à ce domaine, a-t-elle souligné.

La Déléguée nationale de la promotion et de la protection de l'enfance a évoqué, en outre, la préparation du plan d'action pour l'exercice 2021 du Comité permanent de coordination, faisant état, dans ce sens, de plusieurs activités, notamment la programmation de rencontres, de visites sur terrain et de sessions de formation pour les membres de la Commission sur les procédures relatives aux droits de l'enfant et aux mécanismes de leur protection. En vertu des dispositions de la loi sur la protection de l'enfant du 15 juillet 2015, le Comité permanent de coord-

ination relevant de l'ONPPE, présidé par le Délégué national de la protection de l'Enfance, comprend 16 ministères, des représentants des corps de sécurité et de la société civile et examine les questions relatives aux droits de l'enfant, dans le cadre de la coopération et la concertation entre l'organe et les différents secteurs et organismes.

Cette rencontre vise à évoquer les réalisations accomplies dans le domaine de l'enfance, 28 ans après la ratification par l'Algérie le 19 décembre 1992 sur la Convention internationale des droits de l'enfant, adoptée le 20 novembre 1989, a-t-elle précisé, rappelant que l'Algérie accorde, depuis l'indépendance, "une grande importance" à la protection et à la promotion de l'enfance.

Cette rencontre a été une occasion pour "valoriser les pas importants" franchis par l'Algérie en matière de protection et de promotion de l'enfance ainsi que les politiques et programmes nationaux élaborés en faveur de cette catégorie, a ajouté Mme Cherfi.

BOUIRA

Un sexagénaire disparu à M'Chedallah retrouvé sain et sauf

Un sexagénaire porté disparu depuis deux jours à M'Chedallah (Est de Bouira) a été retrouvé sain et sauf à Saharidj, a-t-on appris samedi de sa famille.

"Nous l'avons retrouvé sain et sauf à Saharidj après près de deux jours de

recherche grâce à la mobilisation des citoyens, des services de la protection civile et de la gendarmerie nationale", a affirmé à l'APS Ali, un membre de la famille du disparu.

L'homme, âgé de 61 ans et atteint d'Alzheimer, est sorti de son domicile mer-

credi et, depuis, il n'a donné aucun signe de vie.

Une vaste opération de recherche a alors été lancée pour le retrouver.

Plusieurs citoyens des villages environnants ont participé à cette opération qui a vu aussi la participation des unités de la pro-

tection civile de Bordj Bou Arreridj, ainsi qu'une unité cynotechnique d'Alger.

Après l'avoir retrouvé, le sexagénaire a été emmené à l'hôpital de M'Chedallah pour un examen médical avant de retrouver sa famille.

ONU - MIGRANTS

Plus de 3.000 migrants morts en 2020 malgré le confinement (OIM)

Plus de 3.000 migrants sont décédés en 2020 malgré le confinement mondial lié à la pandémie de Covid-19, a révélé vendredi, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Selon le projet des "Migrants disparus" de l'OIM, ce sont exactement 3.174 migrants qui sont morts le long des différents itinéraires migratoires dans le monde cette année. Il s'agit d'une baisse de près de 2.000 morts par rapport aux 5.327 décès recensés par l'Organisation onusienne en 2019. Malgré plus de "90.000 restrictions de voyage et de mobilité liées au nouveau coronavirus imposées dans le monde entier", des dizaines de milliers de personnes en situation désespérée continuent de se lancer dans des voyages dangereux à travers les déserts, les jungles et les mers, avec des milliers de morts en cours de route.

"Le fait que des personnes continuent à faire ces voyages malgré la nature sans précédent des restrictions à la mobilité, souligne la nécessité de disposer d'options de migration plus



sûres, légales et prévisibles", a déclaré aux médias à Genève, le porte-parole de l'OIM, Paul Dillon. Selon l'OIM, bien que le nombre total de personnes ayant perdu la vie cette année soit inférieur à celui des années précédentes, certains itinéraires ont

connu une hausse du nombre de décès. C'est le cas de la route menant des côtes ouest-africaines aux îles Canaries, en Espagne. "Au moins 593 personnes mortes sur cette voie périlleuse de l'Océan atlantique, contre 210 en 2019 et 45 en 2018", a

encore révélé l'OIM, faisant état de quelque 1.773 migrants morts cette année sur les différentes voies européennes dont la Méditerranée. Ce qui représente la majorité des décès enregistrés dans le monde. Il s'agit d'une tendance qui se poursuit depuis 2014, date à laquelle le projet "Migrants disparus" a commencé à recueillir des données. Par ailleurs, une augmentation des décès de migrants a également été enregistrée en Amérique du Sud par rapport aux années précédentes.

Dans cette région du monde, au moins 104 vies ont été perdues - pour la plupart des migrants vénézuéliens - contre moins de 40 pour l'ensemble des années précédentes.

Cela inclut les 23 personnes qui se sont noyées au large des côtes vénézuéliennes le week-end dernier.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA SOLIDARITÉ HUMAINE Célébrée dans un contexte de crise sanitaire mondiale

La Journée internationale de la solidarité humaine, célébrée le 20 décembre, intervient cette année dans un contexte de crise sanitaire mondiale causée par la pandémie de la Covid-19. "Avec le monde dans la désunion et le désarroi essayant de contenir la pandémie du COVID19, apprenons la leçon et changeons de cap pour la période charnière à venir", a déclaré le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, dans son message à l'occasion de cette journée internationale, célébrée cette année sous le thème: "la solidarité est l'humanité, la solidarité est la survie, telle est la leçon de 2020".

La Journée internationale de la solidarité humaine 2020 est l'occasion pour faire face "aux crises et aux défis auxquels sont confrontés les populations du monde entier dans le cadre de la pandémie Covid-19, des

liens d'amitié solides sont nécessaires". "La solidarité humaine est la base d'une stabilité et d'une sécurité durables dans la communauté", a indiqué l'ONU, soulignant qu'"un esprit de solidarité humaine peut apporter la paix dans les relations sociales à tous les niveaux". Bien que la pandémie de Covid-19 ait mis en lumière des menaces et d'énormes disparités dans la société, elle a également montré au monde à quel point la solidarité humaine est la solution aux crises, a ajouté l'ONU.

La Journée internationale de la solidarité humaine est une journée pour célébrer l'unité dans la diversité, rappeler aux gouvernements de respecter leurs engagements vis-à-vis des accords internationaux, sensibiliser le public à l'importance de la solidarité, encourager le débat sur les

moyens de promouvoir la solidarité pour la réalisation des objectifs de développement durable, y compris l'éradication de la pauvreté, et également encourager de nouvelles initiatives d'élimination de la pauvreté. L'Assemblée générale des Nations Unies qui a proclamé en 2006, le 20 décembre de chaque année Journée internationale de la solidarité humaine (résolution A/RES/60/209) a révélé que "la solidarité humaine est la base d'une stabilité et d'une paix durables". Le concept de solidarité a défini le travail des Nations Unies depuis la naissance de l'organisation. C'est dans cet esprit de solidarité que l'Organisation des Nations Unies utilise la coopération pour résoudre les problèmes internationaux d'ordre économique, social, culturel ou humanitaire.

ETATS-UNIS - ENVIRONNEMENT

Biden présente son équipe climat pour lutter contre "la menace existentielle" du réchauffement

Le président élu américain Joe Biden a présenté samedi les membres clés de son équipe chargée du climat et a déclaré que son administration ferait de la lutte contre le réchauffement climatique un pilier de son action pour reconstruire l'économie américaine frappée par la pandémie. M. Biden a déclaré que ces personnalités "mèneront le plan ambitieux de mon administration pour faire face à une menace existentielle de notre époque: le changement climatique".

"Nous sommes en crise", a déclaré M. Biden lors de l'événement qui avait lieu dans son fief de Wilmington, dans le Delaware. "Tout comme nous devons être une nation unie pour faire face au Covid-19, nous avons besoin d'une réponse nationale et collec-

tive au changement climatique".

Parmi les personnalités présentées samedi figure l'élu du Nouveau-Mexique Deb Haaland, choisie pour diriger le ministère de l'Intérieur, qui supervise notamment les ressources naturelles des terres fédérales, comme les parcs nationaux et les refuges pour la faune. Mme Haaland deviendra la première Amérindienne à occuper un poste de ministre si sa nomination est confirmée par le Sénat.

M. Biden a déclaré que son gouvernement s'efforcera de moderniser les infrastructures de l'eau, des transports et de l'énergie afin qu'elles soient mieux équipées pour résister aux conditions climatiques extrêmes - et qu'il créera de nombreux emplois dans le cadre de ce pro-

cessus.

M. Biden a aussi indiqué vouloir construire 500.000 stations de recharge pour les véhicules électriques et 1,5 million d'habitations et logements sociaux économiques en énergie.

Il a également annoncé la création "immédiate" de 250.000 emplois pour fermer des millions de puits de pétrole et de gaz abandonnés, considérés comme des risques pour la santé et la sécurité.

M. Biden a répété que les Etats-Unis feraient leur retour dans l'accord de Paris sur le climat, quitté par le président Donald Trump, et qu'il restaurerait une série de réglementations environnementales instaurées par Barack Obama et abandonnées par M. Trump. Pour d'autres

postes, M. Biden a indiqué qu'il avait choisi Gina McCarthy, l'administratrice de l'Agence de protection de l'environnement de M. Obama, pour diriger le nouveau Bureau de la politique sur le climat de la Maison Blanche. M. Biden a nommé Michael Regan, actuellement à la tête du département de l'Environnement de l'Etat de Caroline du Nord, pour diriger l'Agence américaine de protection de l'environnement et Brenda Mallory, une avocate spécialisée dans l'environnement, pour diriger le Conseil sur la qualité environnementale. M. Regan et Mme Mallory sont tous deux afro-américains.

Le président élu a déclaré qu'avec les annonces de samedi, son cabinet comptera six Afro-Américains.

CYCLONE YASA

Fidji : les autorités redoutent des maladies après son passage

Des maladies risquent d'aggraver la situation aux Fidji après le passage du cyclone Yasa, ont mis en garde dimanche les autorités.

De la nourriture et de l'eau ont été acheminés en urgence dans les zones les plus touchées par la tempête, qui a balayé dans la nuit de jeudi à vendredi les îles situées au nord de l'archipel du Pacifique Sud, contraignant plus de 23.000 personnes à fuir leurs logements.

Quatre personnes sont décédées, des villages entiers ont été dévastés, des récoltes anéanties et du bétail décimé, selon les autorités.

"Des employés du secteur agricole ont été envoyés dans les régions les plus durement touchées afin d'aider les éleveurs à se débarrasser des carcasses de bétail pour limiter les risques de maladie, a indiqué la directrice du Bureau national de gestion des catastrophes, Vasilé Soko, citée par des médias.

Les Fidji font régulièrement face à de violentes tempêtes, en 2016 le cyclone Winston avait fait 44 morts.

"Nous allons beaucoup œuvrer pour trouver des abris et fournir de l'eau potable car nous savons que des maladies apparaissent après des cyclones (...), diarrhée, dengue, et surtout si l'accès aux hôpitaux est limité", a déclaré à des médias, le directeur général de la Croix-Rouge fidjienne, Iliaspeci Rokotunidau.

"D'après l'expérience que nous avons tirée de Winston, trois mois après son passage, l'une des choses les plus importantes était la malnutrition".

Samedi, les autorités ont évalué les dégâts évalués à des centaines de millions de dollars.

La directrice générale de Save the Children Fidji, Shairana Ali, a comparé les régions dévastées à "une zone de guerre". La Croix-Rouge tente désormais de venir en aide en priorité à la population vivant dans la région du Bua, sur la deuxième plus grande île de l'archipel Vanua Levu, ainsi que dans le nord des Fidji, durement touché.

CHINE

Trois morts suite à l'explosion d'une usine chimique au nord-est

Trois personnes sont mortes samedi matin dans l'explosion d'une usine chimique dans la province chinoise du Heilongjiang (nord-est). Le bilan des morts s'est élevé à trois après que deux personnes portées disparues ont été retrouvées et déclarées mortes, selon les autorités locales. L'accident s'est produit samedi vers 00h46 dans un atelier d'une entreprise chimique dans la ville d'Anda. Il a également fait quatre blessés, dont deux grièvement, selon le gouvernement municipal. L'incendie causé par l'explosion a été éteint à 3h50 et les secours ont été achevés après que les deux personnes disparues ont été retrouvées. L'accident fait l'objet d'une enquête.

FRANCE

Un Français recordman du monde d'immersion dans la glace

Le Français Romain Vandendorpe a battu samedi à Watterlos (nord de la France) le record du monde d'immersion dans la glace, une action en faveur de la lutte contre les cancers pédiatriques. Sous le contrôle d'arbitres et devant une cinquantaine de personnes venues le soutenir, ce professionnel de santé de 34 ans est resté pendant 2 heures

35 minutes et 43 secondes dans une cabine de plexiglas remplie de glaçons jusqu'au cou, battant de 40 minutes le précédent record. M. Vandendorpe souhaitait "dépasser les limites humaines" pour appeler aux dons en faveur de l'association Wonder Augustine. Sortant transi de la glace, il a dit vouloir "adresser un gros message pour tous les enfants qui sont

atteints d'un cancer actuellement: il faut garder l'espoir". Il s'est entraîné pendant deux ans chez lui, dans un jacuzzi rempli d'eau froide puis dans un congélateur de 500 litres, et enfin dans la neige d'altitude à Chamonix (Alpes françaises), a-t-il expliqué aux journalistes. "Chacun peut donner un euro pour chaque minute passée par Romain en

immersion dans la glace", a expliqué Steeve de Matos, président de l'Association Wonder Augustine qui collecte des fonds pour la recherche sur le cancer du tronc cérébral. Cette association a été fondée à Watterlos il y a deux ans à la suite du décès de la petite Augustine à l'âge de 4 ans.

ORAN

36 cas détectés parmi les personnes à troubles mentaux depuis le début de la pandémie

Trente-six (36) cas de contamination au coronavirus ont été recensés par les services de la Direction de la santé et de la population (DSP) de la wilaya d'Oran parmi les personnes présentant de troubles mentaux, des sans domicile fixe (SDF) en particulier, a-t-on appris du chargé de la communication à la DSP. "Depuis la déclaration de la pandémie et jusqu'à la semaine dernière, 36 cas de Covid-19 ont été recensés parmi les personnes présentant des troubles mentaux, des SDF en particulier", a déclaré, à l'APS, Youcef Boukhari.

A Oran, l'hôpital psychiatrique de Sidi Chahmi, qui a une envergure régionale, accueille les malades de la wilaya et d'autres wilayas voisines mais également les personnes en placement sur ordre du procureur c'est à dire ceux ayant des problèmes avec la justice et qui ont des troubles mentaux, a-t-on fait savoir. De ce fait, plusieurs cas de contamination ont été détectés dans les rangs du corps médical et paramédical de cet établissement, selon le même responsable, qui a souligné que "cette situation nous a obligé de trouver une autre solution pour cette catégorie vulnérable tout en assurant la protection du personnel médical et paramédical".

Au début de la pandémie (mois d'avril, mai et juin), la DSP faisait, en collaborations avec d'autres services, le ramassage des SDF et transférait directement à l'hôpital de Sidi Chahmi les personnes aux troubles mentaux qui étaient pris en charge, a rappelé Dr Youcef Boukhari, affirmant que "le ramassage comme moyen de protection a donné de très bons résultats".

Après l'hôpital de jour à Sidi Chahmi, un service spécial pour les personnes à troubles mentaux a été ouvert au pavillon 35 du CHU d'Oran, compte tenu de sa proximité avec des services Covid-19 et des maladies infectieuses du même hôpital. Un lieu d'isolement de 8 lits a été aménagé pour accueillir et placer les malades mentaux, les SDF après ramassage et les personnes de placement d'office, a-t-il fait savoir. Un PCR (réaction de polymérisation en chaîne) et un confinement de 14 jours sont pratiqués pour ces personnes. Dans le cas où le test PCR s'avère négatif, ils sont directement transférés à l'hôpital de Sidi Chahmi, a-t-il ajouté. Depuis le mois de novembre dernier, un nouveau service a ouvert ses portes à l'hôpital de haï "Nedjma" (ex Chteibo), où des lieux d'isolement ont été préparés pour améliorer la prise en charge de ces personnes, a-t-il encore indiqué.

Un professeur et des résidents ont été affectés à ce service pour prendre en charge les malades mentaux atteints de Covid-19 qui nécessitent une prise en charge intensive, une hospitalisation voire une réanimation, a souligné Youcef Boukhari.

COMMERCE

Poursuite du suivi de l'état d'exécution des mesures préventives dans le secteur (ministère)

Les services du ministère du Commerce poursuivent le suivi de l'état d'exécution des mesures préventives contre la propagation de la COVID-19, indique un communiqué du ministère. Dans un communiqué rendu public sur sa page Facebook, le ministère a précisé «qu'une réunion de coordination a été tenue, hier, avec les cadres centraux du secteur, en présence du ministre délégué chargé du commerce extérieur, Aïssa Bekkai, consacrée à l'examen et à l'évaluation de l'état d'exécution des mesures préventives contre la propagation du nouveau coronavirus dans le secteur du commerce». Lors de cette rencontre, le ministre délégué a examiné le bilan des activités et réalisations du secteur en 2020. Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad avait décidé, mercredi dernier, la prorogation de la période de l'activité de certains commerces, dans les trente quatre (34) wilayas concernées par le confinement partiel à domicile, pour une période de quinze (15) jours jusqu'à 19h00. En vertu de cette décision en vigueur depuis jeudi dernier, plusieurs commerces doivent cesser toute activité à partir de 19h00.

Il s'agit des commerces de l'électroménager, des articles ménagers et de décoration, de literies et tissus d'ameublement, d'articles de sport, de jeux et de jouets, des lieux de concentration de commerces, des salons de coiffure pour hommes et pour femmes, des pâtisseries et confiseries, des cafés, restaurations et fast-food.

Il est également question de la prorogation de la mesure de limitation des activités des cafés, restaurations et fast-food uniquement à la vente à emporter, ajoute la même source.

C O R O N A V I R U S

422 nouveaux cas, 391 guérisons et 7 décès

Quatre cent vingt-deux (422) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 391 guérisons et 7 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, dimanche à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 95203 dont 422 nouveaux cas, soit 1,0 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 2666 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 63.260, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

En outre, 11 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures de 1 à 9 cas, 22 wilayas n'ayant enregistré aucun cas, alors que 15 autres ont enregistré 10 cas ou plus.

Par ailleurs, 50 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir.

Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance



et respect des règles d'hygiène et de l'obligation du respect du confinement, rappelant la distanciation physique, l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

COVID-19

L'Algérie lance une stratégie anticipative pour lutter contre le coronavirus

Les pouvoirs publics ont adopté une stratégie préventive "efficace" depuis l'apparition des premiers cas du coronavirus dans le pays, faisant de l'Algérie l'un des pays les moins touchés par cette pandémie, qui a frappé le monde depuis le début de l'année.

Depuis l'apparition du premier cas importé par le ressortissant italien à Hassi Messaoud, le 25 février 2020, suivie de 16 cas confirmés d'une seule famille à Blida contaminés lors d'une fête familiale, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui faisait face au premier grand défi depuis son investiture à la tête de l'Etat, a ordonné l'adoption de mesures anticipatives visant à juguler la propagation du virus.

Il s'agit notamment de la mise en application d'un système de suivi et de contrôle relatif à la propagation de la pandémie, accompagné d'un système préventif en vue de prémunir la société et se tenir prêt à intervenir rapidement si le besoin s'en faisait ressentir. Pour faire face à cette épidémie qui a frappé le monde, le président de la République a ordonné, en mars 2020, de prendre des mesures urgentes et préventives, traduites notamment par la fermeture des écoles, universités, crèches, établissements de formation, salles de sport et de fêtes.

La suspension des moyens de transport, terrestres, maritimes et aériens, et le rapatriement, rappelle-t-on, des étudiants algériens en Chine, premier foyer de l'épidémie, sont entre autres mesures édictées par les hautes autorités de crainte de ne pouvoir maîtriser la situation.

Les actions prioritaires menées visaient à assurer une prise en charge adéquate des contaminés, un protocole thérapeutique, une organisation des soins, une accessibi-



lité au dépistage, un système de contrôle efficace et une communication des informations fiable et complète.

La situation pandémique étant un phénomène "inhabituel" aux yeux des professionnels de la santé, le département de tutelle s'est employé à renforcer les capacités de ses structures, par l'organisation de sessions de formation par visioconférence et la donation des moyens de protection individuelle pour l'ensemble des corps soignants.

Sur le plan réglementaire, le ministère de la Santé a, dès la confirmation des premiers cas, mis en place un système de suivi de la situation épidémiologique, en publiant une soixantaine d'instructions et notes stipulant des mesures et conduites à tenir face à la pandémie.

Un comité scientifique, présidé par le ministre de la Santé et composé de trois cellules chargées notamment de la gestion des patients, du suivi épidémiologique et de la disponibilité des stocks, a été mis en place.

Covid-19: une crise qui a entraîné la révision du système sanitaire

En dépit des efforts déployés pour faire face à la pandémie, le système sanitaire s'est avéré "mal préparé" en raison "des dysfonctionnements" dont il pâtissait en matière d'organisation, de ressources humaines, de for-

mation et de méthodes de traitement. Le président de la République avait affirmé, dans ce cadre, que la crise de coronavirus était l'occasion pour une révision "dans le fond" du système sanitaire, afin d'asseoir un système de santé moderne "garantissant au citoyen une prise en charge décente".

En matière de dépistage et de diagnostic, et plus particulièrement par la technique RT-PCR, le nombre de laboratoires habilités est passé d'une seule laboratoire (IPA à Alger) au début du mois de février 2020 à plus de 60 laboratoires actuellement, dont 25 du secteur privé, ce qui a permis d'effectuer en moyenne 2.000 examens/jours. S'agissant des moyens de prévention, l'accent a été mis sur le renforcement des capacités en termes de masques, combinaisons et gants, importés pour partie ou reçus à titre de don de la part des pays amis, des membres de la communauté algérienne établie à l'étranger, de la société civile, ou encore des entreprises nationales publiques et privées. En termes de capacités d'accueil au niveau des différents établissements hospitaliers, il a été mobilisé pendant les périodes de forte augmentation des cas, 20.000 lits au niveau national, en focalisant sur les wilayas qui ont enregistré une augmentation du taux d'infection, avec le renforcement des services de la

réanimation avec des respirateurs artificiels.

Les pouvoirs publics ont augmenté la capacité de production de tous les médicaments destinés à lutter contre la pandémie, notamment hydrox-chloroquine, tout en s'engageant à acquérir la matière première de l'Inde en dépit de la fermeture de l'espace aérien international. Dès la levée du confinement de manière totale ou graduelle, le comité scientifique a veillé à la mise en place des protocoles sanitaires adaptés à chaque secteur afin d'encourager le retour au travail dans les meilleures conditions.

Le personnel de la santé, au front face à l'épidémie, n'ont pas été en reste et ont bénéficié d'une loi pour les protéger.

Promulguée en août 2020, la loi définit les peines infligées à toute personne qui détruit les biens des structures de santé, commet une agression verbale ou physique aux personnels du secteur, ou prend et diffuse des photos et vidéos sur les réseaux sociaux et sites électronique portant atteinte à la profession.

Pour la situation épidémiologique, le nombre d'infection variait de 100 cas/jour à l'apparition du virus en Algérie, à 1.000, un pic atteint lors de la deuxième vague.

Pour les experts, la hausse du nombre d'infection en Algérie s'explique par le laxisme dans le respect des gestes barrières, et ce en dépit des mesures de confinement (partiel ou total) imposé par les pouvoirs publics à chaque flambée des contaminations.

Sur le plan de la communication, un riche programme de sensibilisation, basé notamment sur la prévention, a été élaboré, et un numéro vert (30-30) lancé au niveau central, puis élargi aux autres wilayas.

PANDEMIÉ DE CORONAVIRUS

LA PANDÉMIE DANS LE MONDE

1.685.785 décès

La pandémie de Covid-19 a fait 1.685.785 décès dans le monde depuis son apparition fin décembre 2019, selon un bilan établi à partir de sources officielles dimanche.

Plus de 76.207.740 cas d'infection au coronavirus ont été confirmés depuis le début de l'épidémie et au moins 48.584.100 personnes sont aujourd'hui considérées comme guéries.

Sur la journée de samedi, 11.392 nouveaux décès et 629.483 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 2.971 nouveaux morts, le Brésil (706) et le Mexique (627).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 316.202 décès pour 17.659.271 cas recensés, selon le compte de l'université Johns



Hopkins. Au moins 6.298.082 personnes ont été déclarées guéries. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 186.356 morts et 7.213.155 cas, l'Inde avec 145.477 morts (10.031.223 cas), le Mexique avec 117.876 morts (1.313.675 cas), et l'Italie avec 68.447 morts (1.938.083 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, la Belgique est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 160 décès pour 100.000 habitants, suivie par l'Italie (113), le Pérou (112), la Slovaquie (111), la Bosnie (110).

L'Europe totalisait dimanche à 11H00 GMT 514.689 décès pour 23.760.572 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 483.959 décès (14.609.974 cas), les Etats-Unis et le Canada 330.313 décès (18.159.017 cas), l'Asie 210.360 décès (13.393.621 cas), le Moyen-Orient 86.760 décès (3.760.963 cas), l'Afrique 58.761 décès (2.492.919 cas), et l'Océanie 943 décès (30.682 cas).

ETATS-UNIS

Nouveau record de plus de 400.000 cas en 24h

Les Etats-Unis ont signalé plus de 400.000 nouveaux cas de COVID-19 en une seule journée vendredi, établissant ainsi un nouveau triste record mondial alors que le pays se prépare à la distribution du deuxième vaccin COVID-19 dans chaque Etat. Au total, 403.359 nouveaux cas et 2.756 décès ont été enregistrés vendredi dans l'ensemble du pays, selon les données mises à jour samedi par les Centres américains de contrôle et de prévention des maladies (CDC). Les nouvelles données ont porté l'augmentation moyenne quotidienne des cas sur sept jours à un niveau record de 238.923, et plus de 2.500 décès.

Actuellement, 114.751 patients atteints de COVID-19 sont hospitalisés, selon les dernières données du Projet de suivi du COVID, le chiffre le plus élevé depuis le début de l'épidémie aux Etats-Unis.

"(A peine) dix-sept jours passés en décembre, ce mois est déjà le deuxième plus meurtrier de la pandémie", a tweeté le

projet vendredi. Plus de 42.500 décès liés au COVID-19 ont été signalés dans l'ensemble du pays depuis le début du mois de décembre, a-t-il ajouté. Selon les prévisions de l'Institut de météorologie et d'évaluation de la santé de l'université de Washington, le nombre de décès quotidiens à l'échelle nationale continuera d'augmenter pour atteindre un pic de plus de 3.750 à la mi-janvier.

Il prévoit 562.000 décès cumulés au 1er avril de l'année prochaine, ce qui représente 262.000 décès supplémentaires du 14 décembre au 1er avril. La montée en flèche des cas, des décès et des hospitalisations est survenue à un moment où le vaccin était en train d'être déployé en masse dans le pays. L'Administration américaine des denrées et des médicaments (FDA) a autorisé vendredi le vaccin du fabricant américain Moderna pour une utilisation d'urgence aux Etats-Unis. Il s'agit du deuxième vaccin contre le COVID-19 à

avoir reçu une telle autorisation d'urgence de la FDA, après celui développé par le fabricant américain Pfizer en partenariat avec la société allemande BioNTech.

Un groupe consultatif indépendant des CDC sur les vaccins a voté samedi pour recommander le vaccin de Moderna aux personnes de 18 ans et plus.

Les paquets contenant le vaccin de Moderna ont été conditionnés samedi pour être livrés dans deux jours, a déclaré Gustavo Perna, en charge de l'opération Warp Speed, un partenariat public-privé initié par le président Donald Trump pour faciliter et accélérer le développement, la fabrication ainsi que la distribution de vaccins, thérapeutiques et diagnostics contre le COVID-19.

Les Etats-Unis ont enregistré près de 176 millions de cas avec plus de 315.300 décès jusqu'à samedi après-midi, selon le décompte en temps réel effectué par l'Université Johns Hopkins.

BRÉSIL

Plus de 186.000 décès

Le Brésil a signalé samedi 706 décès liés au COVID-19 au cours des dernières 24 heures, ce qui en porte le bilan à 186.356, a annoncé le ministère brésilien de la Santé. Au cours de la même période, un total de 30.177 nouveaux cas

ont été signalés, pour un total national de 7.213.155. Sao Paulo, l'Etat le plus touché de ce pays d'Amérique latine, a recensé 45.029 décès et 1.384.100 cas de COVID-19, suivi par celui de Rio de Janeiro, avec 24.454 décès et 403.660

cas, selon le ministère. Le Brésil compte le deuxième plus grand nombre de décès liés à la pandémie au monde après les Etats-Unis, et se classe troisième en termes de cas de COVID-19, derrière les Etats-Unis et l'Inde.

INDE

26.624 nouveaux cas en 24 heures, 10.031.223 au total

Le nombre de cas de Covid-19 en Inde est passé à 10.031.223 dimanche après le signalement de 26.624 nouvelles infections au cours des dernières 24 heures, selon les dernières données du ministère de la Santé. Selon ces données, le nombre de décès s'élève à 145.477 avec la mort de 341 patients depuis samedi matin. Il y a encore 305.344 cas actifs dans le pays, alors que

9.580.402 personnes ont quitté l'hôpital à ce jour après avoir été rétablies de la maladie. Le gouvernement fédéral a renforcé les installations de test du Covid-19 dans l'ensemble du pays. Au moins 161.198 195 tests ont été effectués jusqu'à samedi, dont 110.768 tests durant la seule journée de samedi, selon les dernières données publiées dimanche par le Conseil indien

de la recherche médicale (ICMR).

La région de Delhi qui comprend la capitale New Delhi a été l'un des endroits du pays les plus touchés par le virus. Au moins 1.139 nouveaux cas et 32 décès y ont été enregistrés samedi.

Jusqu'à présent, 10.251 personnes sont décédées à New Delhi, a fait savoir le département de la Santé de Delhi.

TRANSPORT AÉRIEN

Les Pays-Bas suspendent les vols en provenance du Royaume-Uni

Le gouvernement néerlandais a suspendu dimanche tous les vols de passagers en provenance du Royaume-Uni après la découverte aux Pays-Bas d'un cas de contamination par une variante du coronavirus circulant dans une partie du territoire britannique.

Cette suspension des vols prend effet dimanche à 06h00 heure locale (05h00 GMT) et sera en vigueur jusqu'au 1er janvier.

Elle intervient quelques heures après l'annonce par le gouvernement britannique

du confinement de Londres et du sud-est de l'Angleterre pour tenter de juguler une envolée des contaminations attribuée à une nouvelle souche du virus.

"Une mutation infectieuse du virus du Covid-19 est en circulation au Royaume-Uni.

On dit qu'elle se diffuse plus facilement et plus vite et qu'elle est plus difficile à détecter", a déclaré le ministère néerlandais de la Santé dans un communiqué.

Le RIVM, l'organisme néerlandais res-

ponsable de la santé publique, "recommande que toute introduction de cette variante du virus venant du Royaume-Uni soit limitée autant que possible en limitant et/ou en contrôlant les mouvements de passagers en provenance d u Royaume-Uni", indique le communiqué.

Le cabinet du Premier ministre néerlandais Mark Rutte a pris la "décision préventive" d'interdire les vols en provenance du Royaume-Uni, déclare le communiqué, qui

ALLEMAGNE

Berlin attend le feu vert européen pour entamer sa campagne de vaccination

L'agence européenne du médicament doit rendre sa décision lundi sur une autorisation de mise sur le marché du vaccin Pfizer/BioNTech, alors que le plus grand centre de vaccination contre le Covid-19 d'Allemagne à Hambourg (nord) est prêt à entamer une vaste campagne de vaccination dans l'attente du feu vert européen, rapportent des médias. Si l'Union européenne donne son feu vert, les autorités allemandes, particulièrement inquiètes de la deuxième vague épidémique qui a déferlé sur le pays, veulent aller vite: les premières vaccinations sont attendues dès le 27 décembre. "Nous sommes prêts. Le parcours a été testé (...) La seule chose qui nous manque encore, c'est le vaccin", assure la responsable des questions sociales et sanitaires de la ville de Hambourg, Melanie Leonhard, lors d'une visite avec la presse. La deuxième ville d'Allemagne, avec près de deux millions d'habitants, a vu les choses en grand pour cette opération baptisée "Hambourg vaccine". Dans l'immense centre de congrès, deux pavillons d'une surface totale de 11.000 m2 sont réservés à l'administration du produit, qui se fera comme partout en Allemagne sur une base volontaire. Au total, 7.000 injections quotidiennes pourront y être effectuées, supervisées par six directeurs médicaux entourés d'autres médecins et de personnels soignants. Le centre de Hambourg est l'un des plus de 400 érigés dans toute l'Allemagne pour cette campagne de vaccination qui s'organise en un temps record, moins d'un an après l'apparition des premiers cas de nouveau coronavirus en Europe.

Chaque candidat à l'injection devra effectuer un parcours d'une heure, passant d'un compteur d'enregistrement à l'une des cabines de vaccination avant de faire halte dans une zone de repos et de pharmacovigilance. Afin de limiter au maximum les risques de contamination, la température des visiteurs sera relevée avant de pénétrer dans le centre, le port du masque sera obligatoire, tout comme le maintien d'une distance d'1,50 m.

Avec ce parcours vaccinal, "nous voulons susciter la confiance de la population (...) signaler que c'est sérieux et vraiment professionnel", explique Walter Plassmann, dirigeant de la fédération des médecins de Hambourg, qui gère le centre.

En Allemagne comme dans d'autres pays européens, une certaine défiance à l'égard du vaccin à vu le jour et se nourrit notamment de thèses conspirationnistes diffusées sur internet.

Dirk Heinrich est l'un des 1.400 médecins qui se sont portés volontaires pour vacciner les Hambourgeois. "Dans mon cabinet, j'ai vu passer des patients atteints (du Covid-19) et malheureusement certains sont morts", dit ce médecin ORL.

"C'est une vraie catastrophe et le vaccin est l'unique chance d'y mettre un terme", explique-t-il. A Hambourg, les autorités ne cachent pas néanmoins leur préoccupation concernant la conservation des doses de vaccin. Pour le produit des laboratoires allemand BioNTech et américain Pfizer —le premier qui devrait recevoir le feu vert européen—, des températures très basses de -70 à -80 seront requises. "Les conditions de manipulation du vaccin sont très, très délicates", reconnaît ainsi M. Plassmann. "Et nous n'avons pas pu encore tester" cet élément essentiel de la logistique. Les autorités sanitaires s'attendent en outre à un démarrage plutôt lent. Le nombre de doses qui seront livrées à l'Allemagne dans un premier temps ne devrait pas dépasser les 400.000. Ce ne seront donc que quelques milliers de doses qui seront acheminées à Hambourg.

TÉLÉTRAVAIL LES BONS GESTES ANTI-COUP DE POMPE

Vous ressentez un petit coup de mou au milieu de votre journée de télétravail ? Pour résister à l'appel de la sieste, voici 4 exercices qui chasseront le coup de barre en deux temps trois mouvements.

STIMULEZ VOS NEURONES

- Tapotez énergiquement toute la tête du bout des doigts, en gardant les poignets bien détendus, pendant une dizaine de secondes.
- Posez ensuite les doigts en grille sur le devant du crâne, à la naissance des cheveux et, comme si vous vouliez vous coiffer, étendez le long de l'axe central de la tête jusqu'à l'occiput (au-dessus de la nuque), en veillant à ce que les doigts soient suffisamment écartés pour couvrir toute la surface crânienne.
- Recommencez une dizaine de fois.

TAPOTEZ VOS ÉPAULES

Assise ou debout, tête et dos bien droits, les épaules sont abaissées et détendues. Amenez la main droite sur l'épaule gauche. Effectuez des frappes fermes (un peu comme si vous tapiez amicalement dans le dos d'un proche) sur toute la zone qui entoure l'épaule, sans oublier le haut du dos. Gardez le poignet bien souple et respirez calmement et profondément.

Continuez pendant 30 secondes à 1 minute. Effectuez ensuite les mêmes gestes avec la main gauche sur l'épaule droite.

RÉVEILLEZ VOTRE RESPIRATION

- Assise ou debout, prenez une grande inspiration en gonflant bien le torse.
- Expirez, cage thoracique ouverte.
- Fermez les poings à demi, recroquevillez légèrement les doigts et tapotez le haut du torse pendant une dizaine de secondes



en gardant les poignets souples.

- Laissez échapper de la bouche ouverte, en même temps, si c'est possible, des « hooo » ou des « haaa » pour bien sentir les vibrations et profiter d'un doux massage intérieur.

BAITTES CIRCULER L'ÉNERGIE

Assise ou debout, dos droit, levez le bras gauche devant vous à hauteur de la poitrine, paume vers le sol, bras tendu mais souple. Posez la main droite sur la main gauche.

Tapotez énergiquement la main gauche avec le plat des doigts (ou du poing) de la main droite (le poignet reste droit tendu) et remonter le long de la face externe du bras jusqu'à l'épaule.

Pivotez ensuite légèrement le bras gauche vers la gauche et continuez les tapotements sur la face antérieure du bras, en redescendant de l'épaule vers le poignet.

Répétez une dizaine de fois pour chaque bras.

REVEILLISATION EXPRESS

Attraper le pouce droit avec la main gauche et faire des mouvements de vrille, comme si on voulait le dévisser, en partant de la base et en remontant vers l'ongle. Faire de même avec les autres doigts, puis avec l'autre main.

Terminer en pinçant fermement, entre le pouce et l'index, chaque côté de la base de l'ongle. Recommencer deux fois pour chaque doigt de chaque main.

TÉLÉTRAVAIL : 5 CONSEILS POUR BIEN CHOISIR SA CHAISE DE BUREAU

Lorsqu'on travaille à la maison, il est indispensable d'investir dans une bonne chaise de bureau ergonomique pour limiter les douleurs musculaires et articulaires. Quelques conseils. Vous êtes en télétravail de façon temporaire ou durable ? Attention à bien choisir votre chaise de bureau, surtout si vous passez beaucoup de temps devant l'ordinateur... En effet : une chaise mal adaptée et/ou mal réglée peut entraîner des douleurs articulaires et/ou musculaires, favoriser l'apparition de troubles musculo-squelettiques ou encore être responsable de maux de tête ! Comment (bien) choisir sa chaise de bureau ? Notre guide-santé.

1 - CHOISIR UNE CHAISE DE BUREAU RÉGLABLE

C'est le BA-BÀ de la chaise de bureau ergonomique : il est indispensable qu'elle soit réglable, et surtout en hauteur. Car lorsqu'on

travaille penché en avant à longue durée de journée (parce que la chaise de bureau est trop haute : c'est le plus fréquent), on comprime peu à peu les artères qui transportent le sang à l'arrière des cuisses, ainsi que le passage veineux qui se trouve derrière les genoux. Résultat : à la fin de la journée, on a les jambes lourdes, on a des douleurs et on peut même avoir des maux de tête liés à une mauvaise circulation sanguine. Le bon réflexe ? Régler sa chaise de bureau en hauteur de façon à avoir les coudes à la hauteur du bureau et les pieds bien à plat par terre - on peut bien sûr utiliser un repose-pieds.

2 - OPTER POUR UNE CHAISE DE BUREAU ROTATIVES

Non, les chaises de bureau ne tournent pas "pour faire joli" ! En tournant, une chaise de bureau accompagne nos mouvements (y

compris nos micro-mouvements) pour limiter les efforts demandés au corps. A contrario, une chaise de bureau fixe (qui ne tourne pas, donc) favorise l'apparition de troubles musculo-squelettiques, et les douleurs musculaires et/ou articulaires - surtout au niveau des dos, des hanches, des épaules et du cou. C'est donc un critère primordial.

3 - PRIVILÉGIER LE SOUTIEN DU DOS

On le sait : lorsqu'on passe une grande partie de la journée en position assise, c'est le dos qui trinque. Car notre colonne vertébrale est mise à rude épreuve : c'est elle qui soutient l'ensemble du corps et qui permet l'immense majorité de nos mouvements. Pour soulager le corps (et éviter les douleurs cervicales, dorsales et/ou lombaires), on opte donc pour une chaise de bureau dotée d'un dossier qui offre un bon sou-

tien du dos et, en particulier, de la région lombaire. L'idéal ? Un dossier doté d'un ressort afin que le mouvement de la chaise accompagne celui du dos : plus cher, mais ultra-confortable !

4 - S'OFFRIR DU CONFORT

Oui, les chaises de bureau en bois, en plastique ou en plexiglas sont tendances.

Mais ces matières dures sont responsables de micro-chocs à longueur de journée (lorsqu'on s'assied, lorsqu'on se penche en arrière, lorsqu'on se tourne...), qui peuvent eux-mêmes entraîner des douleurs musculaires et articulaires sur le long terme, en particulier lorsque l'on travaille toute la journée devant l'écran de l'ordinateur. La chaise de bureau idéale est donc moelleuse : la matière doit épouser les formes du corps pour éviter les micro-chocs et soulager au maximum les ten-

sions musculaires et articulaires. Le tissu capitonné est ici un excellent choix, bien que pas toujours à petit prix !

5 - NE PAS S'ASSOIR SUR N'IMPORTE QUOI

Bien sûr, en cas de télétravail ponctuel, il est possible de s'installer sur une chaise de cuisine, un pouf ou un tabouret.

En revanche, lorsque le télétravail est prévu pour une longue période et/ou qu'il fait partie de la routine professionnelle (1 à 2 jours de télétravail dans la semaine, par exemple), une vraie chaise de bureau est essentielle.

Bonne nouvelle : des chaises de bureau, il en existe à tous les prix. On n'hésite pas à l'essayer en boutique : la chaise de bureau idéale, c'est celle qui se fait oublier et qui n'entraîne aucune douleur, même après 6-7 heures d'utilisation.

UNE «ÉPIDÉMIE» DE LOMBALGIE DUE AU TÉLÉTRAVAIL

Le confinement et le recours au télétravail a fait exploser le nombre de consultations pour lombalgie. Le bon réflexe pour éviter le mal de dos : adapter la bonne posture et effectuer quotidiennement des petits exercices d'étirements pour relâcher les tensions.



Les conseils de la sophrologue pour éviter le mal de dos

Carole Serrat est coach de vie, sophrologue à l'hôpital Bichat, à la maternité des Lilas et à la clinique de La Muette (Paris). Dans ce diaporama, elle livre ses conseils pour adopter la bonne posture au bureau lorsqu'on est assis devant son ordinateur toute la journée.

En effet, cela génère sur le long terme des douleurs dans la nuque et dans le dos. Le stress favorisant encore davantage ces contractures.

Pour prévenir ces douleurs et éviter lombalgies, tendinites du poignet et troubles musculo-squelettiques, il est indispensable de s'écouter et d'organiser avec soin son poste de travail. Cela implique d'installer un siège ergonomique confortable et réglable selon votre taille, d'adopter la bonne posture, de bien positionner l'ordinateur et le bureau. Pour prévenir le mal de dos engendré par une position assise prolongée, il est également important de lutter quotidiennement contre le stress, de bouger régulièrement et de faire quelques exercices de sophrologie et de relaxation.

1/12 - Un écran à la bonne hauteur
Un écran à la bonne hauteur. Cela évite les tensions et les douleurs du dos et des cervicales. Pour vérifier, rien de plus simple : vous yeux se trouvent à la même hauteur ou au-dessus de la partie supérieure de votre écran.

2/12 - 1 bras vous sépare de votre écran
1 bras vous sépare de votre écran. S'il est placé trop près ou trop loin de vous, vous yeux se fatigueront plus rapidement. Le bon réflexe : assurez-vous que la distance entre l'écran et votre visage est d'environ la longueur d'un bras.

3/12 - Le bas du dos calé
Le bas du dos calé. Bien assise

face à l'écran, le bas de votre dos est calé contre le dossier de votre siège, votre tête se positionne dans l'alignement du tronc.

4/12 - Les pieds à plat

Les pieds à plat. Vos pieds doivent reposer bien à plat sur le sol et vos cuisses former un angle droit avec vos jambes. Si vous êtes de petite taille ou que votre bureau est placé en hauteur, utilisez des repose-pieds.

5/12 - Faire des pauses régulièrement

Des pauses régulières. Pensez à alterner les activités sur l'écran et d'autres tâches moins statiques. N'hésitez pas à vous lever pour faire quelques pas, le temps de prendre un verre d'eau par exemple.

6/12 - Soulager les lombaires

Soulager les lombaires. Asseyez-vous au bord de votre chaise, les mains posées de part et d'autre de vos cuisses, sur les bords externes du siège. Puis, soulevez votre bassin en prenant appui sur vos mains. La tête demeure droite et les épaules sont détendues. Maintenez la posture en suspension, sans tension, 10 secondes. Asseyez-vous à nouveau avant de recommencer l'exercice une seconde fois.

7/12 - Assouplir les phalanges

Assouplir les phalanges. Pour commencer, repliez vos doigts sur votre paume, à l'exception du pouce qui reste levé. Avec la pulpe de vos doigts, raclez la paume de votre main, en partant de la base. Cette technique permet d'assouplir ses phalanges.

8/12 - Protéger les poignets

Protéger les poignets. La main ouverte et la paume orientée vers le bas, effectuez des balancements latéraux et réguliers avec la main, de gauche à droite, de droite à gauche, sans forcer, mais en bougeant le

poignet. En cas de douleur, ralentissez le rythme des balancements.

9/12 - Respirer par le ventre

Respirer par le ventre. Relaxante, la respiration abdominale ample et profonde favorise détente neuromusculaire et oxygénation du cerveau. Comment ? Posez les mains sur le ventre pour mieux sentir le va et vient de votre respiration. Inspirez par le nez en gonflant le ventre comme un ballon. Puis, expirez lentement par la bouche en rentrant progressivement le ventre. Enfin, videz l'air de ses poumons.

10/12 - S'étirer le dos

S'étirer le dos. A force de rester dans la même position, vos muscles se contractent, ce qui génère des douleurs. Chaque jour, prenez le temps de vous étirer : levez les bras vers le plafond, liez vos mains et tirez vers le haut. Dans la même posture, faites de même vers la droite et vers la gauche. Relâchez. Tenez-vous bien droit, effectuez de légères rotations de la tête à droite et à gauche pour étirer en douceur nuque et cervicales.

11/12 - S'auto-masser le cuir chevelu

S'auto-masser le cuir chevelu. Chaque jour, lorsque le stress vous envahit, placez vos doigts écartés sur votre crâne et effectuez des mouvements circulaires lents sur l'ensemble de votre tête. Le massage de la nuque et des trapèzes est également utile pour libérer les tensions.

12/12 - Sourire, rire !

Sourire, rire ! Les tensions se concentrent aussi sur le visage. Vos collègues sont tendus ou contractés par la concentration ? Souriez et faites-les rire ! Cela permet de faire retomber la pression et de prendre du recul immédiatement.

Télétravail : les bons gestes pour étirer ses jambes

A la fois en télétravail et confiné, on ne fait pas beaucoup de pas durant la journée. Pour évacuer les tensions musculaires tout en travaillant les muscles des jambes, engourdis par la sédentarité, voici 3 exercices à répéter tous les soirs jusqu'à la fin du confinement. Trois exercices à faire en fin de journée pour évacuer les tensions dans les jambes.

ÉTIRER L'AVANT DES CUISSES (QUADRICEPS)
Debout, dos droit, pieds joints, attraper le pied droit avec les mains pour rapprocher le talon de la fesse droite (au 'y coller'). Si besoin, prendre appui sur un mur avec la main gauche. Les genoux sont serrés et alignés, le bassin en rétroversion (hanches poussées vers l'avant).

Maintenir l'étirement pendant 20 à 30 secondes. Répéter 2 ou 3 fois. Revenir calmement en position de départ puis recommencer avec la jambe gauche. Revenir calmement en position de départ puis recommencer avec la jambe gauche.

ÉTIRER L'INTÉRIEUR DES CUISSES (ADDUCTEURS)
Assise, le dos bien droit, amener les plantes de pieds en contact en laissant descendre les genoux vers le sol.

Attraper les chevilles et rapprocher les talons vers soi, puis pousser les cuisses avec les coudes pour abaisser les genoux vers le sol. Pour aller plus loin, incliner le buste vers l'avant en veillant à garder le dos droit.

Maintenir l'étirement 20 à 30 secondes. Répéter 2-3 fois.

ÉTIRER L'ARRIÈRE DES JAMBES (ISCHIO-JAMBIERS ET MOLLETS)
Debout, pieds écartés de la largeur du bassin, fléchir les genoux et tendre la jambe gauche devant soi en prenant appui sur le talon et en dirigeant les orteils vers soi. Poser les mains sur le genou droit et incliner le buste vers le sol en gardant le dos droit.

Maintenir l'étirement 20 à 30 secondes. Répéter 2-3 fois. Revenir calmement en position initiale et recommencer avec la jambe droite.

Lors du confinement mis en place pour lutter contre l'extension de l'épidémie de Covid-19, l'organisation professionnelle de la plupart des Français a fortement été modifiée, avec notamment des interruptions de travail et un déploiement massif du télétravail. Quelques semaines plus tard, entre le 8 juin et le 8 juillet, les chercheurs de Santé publique France ont donc cherché à savoir si le télétravail avait eu des répercussions sur la santé des travailleurs, et plus particulièrement sur la lombalgie.

Trois vagues de 2000 personnes (soit 6000 personnes au total) en activité ont été interrogées rétrospectivement sur leur situation de travail pendant le confinement et leurs symptômes du bas du dos (courbatures, douleurs, gêne), avant et à l'issue du confinement. Elles ont été interrogées sur :

Leur situation professionnelle avant et pendant le confinement du 17 mars au 10 mai 2020.

La présence d'une lombalgie avant et en sortie de confinement (pour les personnes indemnes en début de période), ce qui a permis d'approcher une mesure d'incidence de la lombalgie.

En cas de lombalgie préexistante, sur l'évolution de celle-ci à l'issue du confinement.

10% ont souffert de lombalgie pour la première fois en télétravail

À la mise en œuvre des mesures de confinement, environ un tiers (34,3%) des personnes en activité souffraient déjà de lombalgie. Parmi les travailleurs qui ne souffraient pas de lombalgie avant le confinement, 10,4% en avaient développé une à l'issue du confinement. Cette proportion variant selon la situation de travail : environ 6% chez les personnes qui avaient poursuivi le télétravail comme d'habitude ou chez celles qui avaient continué à travailler à l'extérieur du domicile au même rythme que d'habitude ou avec un rythme moins soutenu, et 16% chez les personnes qui avaient commencé le télétravail à cause du confinement et chez celles qui avaient continué à travailler à l'extérieur du domicile, mais avec un rythme plus soutenu.

"L'incidence de la lombalgie était environ deux fois et demie plus importante chez les travailleurs qui avaient été nouvellement placés en télétravail ou qui avaient poursuivi leur travail à l'extérieur du domicile, mais à un rythme plus soutenu que d'habitude" souligne Emillie Chazelle, de Santé publique France.

Cette enquête a été publiée dans le Bulletin épidémiologique hebdomadaire (BEH).

SAHARA OCCIDENTAL - MAROC L'APLS mène de nouvelles attaques contre les bases militaires marocaines pour le 37^e jour consécutif

Les unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont poursuivi, samedi, leurs attaques ciblant les bases et les positions des forces de l'occupation marocaine, le long du mur de la honte dans la zone d'El-Guerguerat, a indiqué le ministre de la Défense sahraouie dans un communiqué.

Le ministère a précisé dans son communiqué militaire n 37, que "l'Armée sahraouie a ciblé des positions de l'armée d'occupation marocaine dans la région d'Al-Chidhmiya dans le secteur de Mahbés, et a mené un bombardement qui a visé des positions ennemies dans la zone ou Adhim Umm Adjloud du secteur Awerd". Le ministère a ajouté que "l'armée a également mené des bombardements contre les positions marocaines dans la zone de Bennekarat du secteur de Smara, et un bombardement qui a ciblé les forces d'occupation dans la zone de Ross Oodiat du secteur d'Al-Farsiya".

"Un autre bombardement a visé les positions marocaines dans la zone



d'Adhim Umm Adjloud, du secteur Awerd, et un bombardement qui a visé la zone de Ross Sbtis dans le secteur de Mahbés et

dans le secteur Smara". Les attaques ciblées de l'APLS se poursuivaient causant des dégâts considérables, matériels

et humains, dans les rangs des forces d'occupation marocaines, le long du mur de la honte", a conclu le communiqué.

MALI

La Transition offre une nouvelle opportunité pour l'application de l'accord d'Alger

La transition au Mali offre une "nouvelle opportunité" pour la mise en œuvre de l'accord de paix et de réconciliation, issu du processus d'Alger, qui a connu des "progrès limités" en 2020 en raison de la crise sociopolitique qui a secoué ce pays sahélien, estime le Centre Carter, dans un nouveau rapport. "Si 2020 a été une année particulièrement difficile, la Transition introduit de nouvelles opportunités.

La Charte de Transition reconnaît la place centrale de l'Accord, et le Gouvernement de Transition s'est engagé à renouveler la dynamique de mise en œuvre afin de soutenir la paix au Mali et dans la sous-région", souligne le centre Carter qui tient le rôle d'observateur indépendant de l'application de l'accord d'Alger.

Ce rapport rend compte des principales causes des progrès limités enregistrés en 2020 dont notamment le manque d'engagement des parties, la crise socio-politique, ayant conduit au changement anticonstitutionnel et la pandémie de Covid-19. L'Observateur Indépendant présente son appréciation générale de la mise en œuvre, après trois ans d'observation.

Il formule six grandes observations et propose six recommandations pour soutenir un nouvel élan.

Le centre Carter met l'accent sur des actions structurantes et de court terme qui contribueraient à recentrer les efforts des parties, renouveler la méthode de travail, et surmonter les obstacles, afin de réaliser des progrès concrets pour la paix et la sécurité au Mali.

Ledit rapport présente aussi des observations spécifiques sur la période d'avril à novembre 2020, ainsi

qu'un bilan détaillé de l'état d'exécution des engagements contenus dans l'Accord d'Alger de 2015.

Le rapport souligne, en outre, les retards considérables pris dans la mise en œuvre des dispositions essentielles de l'Accord.

Il montre que les deux piliers politico-institutionnel et sécuritaire sont interdépendants et "devront avancer ensemble ou aucun ne réussira".

Par ailleurs, il insiste sur l'absence d'avancées significatives sur les questions de démobilisation des ex-combattants, d'intégration d'une partie d'entre eux dans les forces nationales, y compris au niveau de commandement, et de réforme de la sécurité.

De la même manière, des dispositions centrales restent à mettre en œuvre pour une décentralisation approfondie et une représentation des populations, y compris du Nord, dans les institutions nationales. Pour réaliser des progrès significatifs, l'Observateur suggère l'instauration d'un organe, ou cadre, de travail inter-malien cohérent et efficace.

"Celui-ci devrait jouir de l'autorité nécessaire et être capable de coordonner l'exécution de décisions concertées sur tous les aspects de l'Accord", souligne la même source.

D'autre part, le rapport appelle le Président, le Vice-Président, le Premier ministre, et les Mouvements signataires, désormais représentés au sein du gouvernement, à "exprimer publiquement leur soutien à l'Accord afin d'expliquer aux Maliens ses bénéfices pour la paix et la sécurité nationale, et ce, dans tout le pays". Un appel est également adressé à la communauté internationale qui s'est

"réellement mobilisée" dans la période qui a suivi le changement anticonstitutionnel pour défendre la pertinence et la centralité de l'Accord pour la paix et la stabilisation du Mali.

"Pour une transition réussie, son accompagnement constant sera indispensable pour aider les Parties à surmonter les obstacles persistants et assurer le suivi des engagements pris dans l'Accord", ajoute le rapport. Dans l'immédiat, le rapport insiste sur des actions urgentes à mettre en œuvre pendant la Transition.

"Le Gouvernement devrait finaliser le redécoupage administratif indispensable à l'établissement des listes électorales, é tape cruciale pour garantir que tous les Maliens, y compris ceux des régions de Taoudéni et Ménaka, se sentent représentés lors des prochaines élections".

En parallèle, il s'agit de soutenir pleinement les premières unités de l'armée reconstituée, qui, au départ, ont manqué d'équipement et d'attention, afin d'en faire un outil de confiance, ainsi qu'un modèle pour la suite de la réforme du secteur de la sécurité.

"Porter l'effort sur ces unités reconstituées permettra également de contribuer à la sécurité, de garantir le retour des services sociaux de base, de renforcer le soutien à l'Accord, et de reconstruire la confiance des populations dans un Mali en paix", conclut le rapport.

Le Carter fut désigné comme observateur indépendant fin 2017. Son rôle consiste à identifier les blocages dans le processus de mise en œuvre, identifier les responsabilités, et présenter ses recommandations pour les surmonter.

APS

NIGERIA

Des dizaines d'écoliers libérés après leur enlèvement samedi soir

Des dizaines d'écoliers ont été kidnappés samedi soir par des hommes armés dans le nord-ouest du Nigeria avant d'être libérés dimanche grâce à l'intervention d'un groupe d'auto-défense et de la police, rapportent des médias citant un porte-parole de la police.

Samedi soir, "80 écoliers qui rentraient dans leur village de Mahuta, dans l'Etat de Katsina (...) ont été enlevés par des bandits qui avaient déjà kidnappé quatre personnes et volé 12 vaches", a déclaré le porte-parole de la police locale, Gambo Isah, précisant que les "84 personnes enlevées ont été récupérées" dimanche matin.

Les enfants ont été relâchés samedi soir près du village de Baure alors qu'ils revenaient avec leurs professeurs d'une cérémonie religieuse dans un village voisin, a déclaré le responsable d'une milice d'auto-défense Abdullahi Sada, cité par les médias.

"Lorsque la nouvelle est parvenue à Mahuta, la ville dont sont originaires les enfants, les habitants et les miliciens du groupe d'autodéfense se sont mobilisés et sont alors partis à la recherche des kidnappeurs ».

SOUDAN-ETHIOPIE

Des liens historiques entre les deux pays (PM éthiopien)

Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a déclaré samedi que les récentes escarmouches le long de la frontière avec le Soudan "ne briseront pas" les liens historiques entre les deux pays voisins. "Le gouvernement suit de près l'incident avec les milices locales à la frontière éthio-soudanaise", a déclaré M. Ahmed dans un message sur Twitter, soulignant que ce genre d'incidents "ne brisera pas les liens entre nos deux pays car nous recourons toujours au dialogue pour résoudre les problèmes". "Ceux qui attisent la discorde ne comprennent clairement pas la force de nos liens historiques", a-t-il ajouté. Mercredi, l'armée soudanaise a annoncé que des milices éthiopiennes avaient attaqué ses forces à la frontière entre les deux pays. "Mardi soir, alors que nos forces étaient sur le point de finir de ratisser la zone autour de Jebel Abou Tiour à l'intérieur de nos territoires et de rentrer, elles ont été prises en embuscade par des milices éthiopiennes", a déclaré l'armée soudanaise dans un communiqué, ajoutant qu'il y a eu "des pertes en vies humaines et en matériel". La zone frontalière entre le Soudan et l'Éthiopie est souvent témoin d'affrontements armés.

MADAGASCAR

Prêt de 43 millions de dollars de la BAD pour renforcer les infrastructures électriques

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAD) vient d'approuver un prêt de près de 43 millions de dollars pour financer la deuxième phase d'un projet de renforcement des infrastructures électriques à Madagascar. Le Projet de renforcement et d'interconnexion du réseau de transport d'électricité à Madagascar (PRIRTEM-II) comprend la construction d'une ligne de raccordement de 135 km dotée de 220 kv entre la capitale Antananarivo et la ville industrielle centrale d'Antsirabé. Ces nouvelles infrastructures contribueront à alimenter le réseau électrique malgache de l'énergie produite par la centrale hydroélectrique de Sahofika, à l'ouest d'Antananarivo, fournissant à quelque 8 millions de personnes une énergie propre et abordable. Cette deuxième phase du projet comprend également l'électrification de 19 villages dans les municipalités de Soanindrariny, Ambohidranandriana, Ambatomena et Ambohimirivo, situées dans le centre de Madagascar. Le renforcement du secteur énergétique devrait ainsi conduire à l'émergence de nouvelles opportunités économiques, au développement de l'industrialisation, à une compétitivité accrue des entreprises et à la création d'emplois sur la Grande Ile de l'Océan Indien. Malgré son énorme potentiel énergétique, Madagascar dispose d'un taux d'accès à l'électricité de seulement 15% au niveau national et 6% en milieu rural.

PALESTINE - ISRAËL

Le président Al-Sissi discute de la cause palestinienne avec les ministres des AE jordanien et palestinien

Le président égyptien Abdel-Fattah Al-Sissi a discuté samedi des efforts visant à une reprise du processus de paix au Moyen-Orient avec les ministres des Affaires étrangères de Jordanie et de Palestine.

Au cours d'une rencontre à Caire, le président Al-Sissi a affirmé aux ministres des Affaires étrangères jordanien et palestinien que son pays poursuivra ses efforts inlassables pour résoudre la cause palestinienne, a déclaré le porte-parole présidentiel égyptien Bassam Rady dans un communiqué. M. Al-Sissi a également souligné l'importance d'unir les efforts arabes et internationaux pour relancer les négociations de paix entre les parties palestinienne et israélienne, parallèlement aux efforts de réconciliation nationale palestinienne, afin de promouvoir la voie qui permettra de parvenir à la paix souhaitée.

Lors de la rencontre, les chefs de la diplomatie jordanienne et palestinienne ont salué



les efforts déployés par l'Égypte en faveur de la cause palestinienne. Plus tôt dans la journée, le ministre égyptien des Affaires étrangères

Sameh Shoukry et ses homologues jordanien et palestinien se sont rencontrés au Caire où ils ont discuté des méthodes pour relancer le

processus de paix au Moyen-Orient et favoriser la reprise des négociations entre les parties palestinienne et israélienne.

LIBAN

Affrontements entre police et étudiants lors d'une manifestation

Des affrontements ont eu lieu samedi à Beyrouth entre la police anti-émeute libanaise et des étudiants qui manifestaient contre la décision d'universités d'adopter un nouveau taux de change du dollar pour fixer le prix des frais de scolarité, les augmentant de facto.

Près de l'entrée de l'université américaine de Beyrouth (UAB), dans le quartier de Hamra, les forces de sécurité ont tiré des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants qui tentaient d'approcher la porte principale, ont rapporté des médias.

Les étudiants ont répondu en jetant des projectiles sur la police qui a formé un bouclier humain pour leur barrer le passage. Aucun blessé n'a été rapporté dans l'immédiat.

La manifestation fait suite à la décision

de l'UAB et de l'université américaine libanaise (UAL) --autre important établissement privé-- de fixer les frais de scolarité sur un taux de change à 3.900 livres libanaises pour un dollar, plutôt que sur le taux officiel (1.500 livres pour un dollar), entraînant une forte hausse de ces frais.

Les étudiants craignent que d'autres universités suivent cet exemple et provoquent ainsi un exode vers les établissements publics qui manquent déjà de fonds et sont débordés.

Des centaines d'étudiants s'étaient rassemblés dans la journée à Hamra pour le "jour de la rage des étudiants".

Ils ont chanté des slogans contre le gouvernement et réclamé une éducation à des prix abordables dans un pays englué dans sa pire crise économique de-

puis la guerre civile de 1975-1990. Selon les Nations unies, plus de la moitié de la population au Liban vit désormais dans la pauvreté. Plus tard dans la soirée, des manifestants ont mis le feu à des poubelles et se sont attaqués à des banques avant d'être repoussés par la police. Au cours de l'année, la livre libanaise a perdu plus de deux tiers de sa valeur face au dollar sur le marché noir --samedi, le dollar s'y échangeait pour au moins 8.200 livres libanaises-- et les prix ont explosé.

Les banques ont de leur côté interrompu les transactions en dollars et restreint les retraits de livres libanaises.

Les universités ont eu des difficultés à faire face à la dépréciation de la monnaie, notamment du fait du maintien du taux fixe officiel par le gouvernement.

IRAK

Le Premier ministre irakien met en garde contre l'effondrement de l'Etat sans réforme financière

Le Premier ministre irakien Mustafa al-Kadhimi a mis en garde samedi contre l'effondrement des systèmes social et politique en Irak et un chaos massif si le pays ne passe pas par une réforme financière.

M. al-Kadhimi a tenu ces propos lors d'une session extraordinaire du gouvernement irakien pour discuter du budget fédéral pour l'exer-

cice 2021, après que la Banque centrale d'Irak (CBI) a décidé de dévaluer la monnaie nationale en raison de la crise économique due à la baisse des prix du pétrole et à la pandémie de COVID-19.

"La crise politique en Irak est liée à trois problèmes : le pouvoir, l'argent et la corruption. Nous travaillons pour faire face à la crise d'un point de vue économique et avec

une décision audacieuse de surmonter les obstacles de la corruption et de l'argent", a indiqué le bureau de presse du Premier ministre dans un communiqué.

Plus tôt dans la journée, la CBI a décidé de réduire la valeur du dinar irakien à 1.450 dinars pour un dollar américain à la banque centrale, contre 1.119 dinars par dollar auparavant. Le taux de change

du dollar atteindrait 1.470 dinars sur le marché local.

La CBI a attribué cette décision à la crise financière à cause de la baisse des prix du pétrole et de la pandémie de COVID-19, qui a conduit à un important déficit du budget de l'Etat, obligeant le gouvernement à emprunter de l'argent aux banques pour payer les salaires et couvrir d'autres dépenses.

AFGHANISTAN

Huit civils tués dans un attentat à Kaboul

Huit civils ont été tués et plus de 15 autres blessés dans un attentat à la voiture piégée à Kaboul, ont annoncé les autorités afghanes.

"Des terroristes ont perpétré un attentat dans la ville de Kaboul", a déclaré le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Tariq Arian.

"Des femmes et des enfants figurent

parmi les victimes", a-t-il précisé. Une source travaillant dans le secteur de la sûreté a précisé que la voiture piégée avait explosé dans l'ouest de la capitale.

"C'était une explosion puissante qui a causé d'importants dégâts aux maisons situées à proximité", a déclaré un responsable au sein du ministère de la Santé. Des images télévisées mon-

trient au moins deux voitures en feu, avec des panaches de fumée noire et épaisse.

L'Afghanistan est en proie à une recrudescence des violences, les talibans ayant mené ces dernières semaines des attaques quasi-quotidiennes contre les forces gouvernementales, principalement dans les zones rurales.

MEXIQUE - USA

Biden et Lopez Obrador parlent migrations, Covid et commerce

Le président élu américain Joe Biden et le président mexicain Andrés Manuel Lopez Obrador ont eu une première conversation téléphonique, abordant des questions importantes pour leurs pays voisins telles que les migrations transfrontalières, la lutte anti-Covid et le commerce bilatéral, ont informé leurs gouvernements.

Joe Biden, qui doit devenir président des Etats-Unis le 20 janvier, "a souligné la nécessité de revitaliser la coopération entre les Etats-Unis et le Mexique, pour garantir une migration sûre et ordonnée, contenir le Covid-19, régénérer les économies de l'Amérique du Nord et sécuriser" la frontière commune, a indiqué l'équipe du démocrate dans un communiqué.

"Les deux dirigeants ont constaté une volonté commune de s'attaquer aux causes profondes de la migration au Salvador, au Guatemala, au Honduras et dans le sud du Mexique, et de construire un avenir plus prometteur et plus sûr pour la région", selon ce texte.

"Nous réaffirmons l'engagement de travailler ensemble au bien-être de nos peuples et de nos nations", a écrit M. Lopez Obrador sur son compte Twitter.

"Il y aura une large coopération bilatérale et de très bonnes relations entre les présidents du Mexique et des Etats-Unis. Bonne nouvelle!" s'est félicité le chef de la diplomatie mexicaine, Marcelo Ebrard, sur Twitter. M. Ebrard a assuré que les deux hommes avaient eu une "conversation cordiale".

Il s'agit du premier contact téléphonique entre eux. Selon le communiqué de l'équipe de M. Biden, tous deux ont convenu de la nécessité de collaborer à une "nouvelle approche de la migration régionale qui puisse offrir une alternative au voyage dangereux vers les Etats-Unis".

Quand des milliers d'habitants d'Amérique centrale avaient formé une caravane de migrants vers les Etats-Unis en 2018, le président Donald Trump avait fait pression pour imposer des droits de douane sur les exportations du Mexique si le gouvernement mexicain ne stoppait pas ce flux migratoire. M. Lopez Obrador, élu à la tête du Mexique en 2018, a entretenu une relation étroite avec lui, en dépit des tensions.

M. Trump s'était notamment fait élire en 2016 sur la promesse de construire un mur à la frontière avec le Mexique, avec un discours contre l'immigration clandestine dans lequel il avait qualifié les Mexicains de "violenceurs", "criminels" et "fournisseurs de drogue".

Durant la présidence Trump, Mexico et Washington ont cependant consolidé leurs relations commerciales.

La sécurité et le commerce sont notamment au centre des préoccupations bilatérales, en particulier à la suite de l'entrée en vigueur récente du nouvel accord commercial nord-américain AEUMC (Etats-Unis, Mexique, Canada), qui avait remplacé l'Aléna.

Plus de 80% des exportations mexicaines sont à destination des Etats-Unis, selon des chiffres officiels.

1^{ER} ANNIVERSAIRE DE L'ÉLECTION DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

Un nouveau mode de communication en direction des médias et de la société

Depuis son élection à la magistrature suprême du pays, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a adopté un nouveau mode de communication, marqué par l'ouverture, en direction des médias et de la société à travers de régulières entrevues avec la presse et l'utilisation des réseaux sociaux "Tweeter" et "Facebook" pour réagir aux événements tant au niveau national qu'international.

À la prise de ses fonctions le 19 décembre 2019, le Président Tebboune avait affirmé que le temps était venu de concrétiser les engagements pris lors de la campagne électorale, "sans exclusion ni marginalisation aucune et loin de tout esprit de revanche", soulignant qu'il œuvrerait avec toutes les parties "pour tourner la page du passé et aller vers une nouvelle République partant d'un nouvel esprit et avec une nouvelle approche".

Concernant les médias, M. Tebboune avait déclaré qu'il était pour la liberté de la presse "jusqu'au bout", tout en relevant qu'il combattrait "sans relâche" toutes formes de calomnie, de diffamation et d'injure.

C'est dans cette même optique que le président de la République a initié, dès les premiers jours de son mandat présidentiel, plusieurs rencontres avec la presse nationale, des personnalités nationales et historiques, des représentants de partis politiques et des associations nationales, pour être à l'écoute de leurs préoccupations et présenter son programme visant l'édification d'une Algérie nouvelle, fondée sur la concertation et la démocratie.

Ainsi, le Président Tebboune a consacré, depuis le 22 janvier 2020, une nouvelle tradition de communication avec les médias nationaux, notamment par l'organisation d'entrevues régulières constituant un espace propice pour aborder des thèmes liés aux affaires internes du pays, tant politiques que socioéconomiques, en tête desquels l'amendement de la Constitution, plébiscitée par le peuple algérien, le 1er novembre dernier.

À l'ordre du jour de ces rencontres avec la presse nationale, la prise en charge des zones d'ombre, l'amélioration des conditions de vie des citoyens, et d'autres sujets d'actualité à l'instar des mesures prises pour faire face au nouveau Coronavirus et des décisions qui en découlaient touchant les domaines les plus préoccupants pour les citoyens pour ne citer que l'éducation nationale, l'enseignement supérieur et les activités commerciales.

La communication médiatique adoptée par le Président de la République a englobé, outre les médias nationaux, des journaux et des chaînes TV étrangers connus, à l'image des interviews qu'il a accordées à "Russia Today"

et "France 24", ou encore aux titres français "Le Figaro" et "L'Opinion".

Des interviews lors desquelles le Président de la République avait évoqué nombre de sujets importants, essentiellement la situation dans le pays et les questions régionales et internationales, où il avait réaffirmé les principes immuables de la politique étrangère de l'Algérie et son soutien aux causes justes dans le monde, à l'instar des questions palestinienne et sahraouie.

De même qu'il avait réitéré les positions de l'Algérie vis-à-vis de la crise en Libye et de la situation au Mali, au profit desquels l'Algérie déploie de grands efforts pour des règlements pacifiques dans le cadre de la légitimité internationale.

Les réseaux sociaux : un nouveau mode de communication avec les citoyens

La Journée nationale de la presse, célébrée le 22 octobre, a été l'occasion pour le président de la République de louer le professionnalisme des journalistes dans l'accompagnement du processus pré-référendaire sur le

projet d'amendement de la Constitution, affirmant que ces médias méritaient bel et bien de s'ériger en donneurs de leçons en matière de professionnalisme pour le compte de médias de certains pays qui prétendent le leadership en termes de liberté de la presse.

"Je tiens à saluer, hautement, le professionnalisme des journalistes quant à l'accompagnement du processus de préparation du référendum sur la révision constitutionnelle, notamment à travers le recours aux médias électroniques et aux réseaux sociaux pour couvrir les différentes étapes de cet événement national important et décisif pour l'édification de l'Algérie nouvelle", avait-il assuré. Convaincu de l'importance de plus en plus grande des nouvelles technologies d'information et de communication, plus accessible à tous grâce aux réseaux sociaux, il a opté notamment pour Twitter et Facebook à chaque fois qu'il y a lieu de réagir à des événements d'ordre politique, social et culturel marquant la scène nationale.



Lors de sa dernière apparition sur son compte Twitter, le Président de la République a rassuré, via une vidéo, le peuple algérien sur son état de santé et la reprise de ses forces suite à sa contamination à la COVID-19, tout en affirmant qu'il continue à suivre quotidiennement la situation dans le pays.

Outre les réseaux sociaux, le site de la présidence de la République se veut une fenêtre supplémentaire à travers laquelle le Président Tebboune communique avec l'opinion publique et la classe politique en général, et ce, en diffusant toutes les informations et les communiqués relatifs aux activités du Président de la République, ses discours et ses messages adressés à la nation lors des différentes occasions nationales et internationales.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA : BORDJ BOU ARRERIDJ
DAÏRA : BORDJ ZEMMOURA
COMMUNE : OULED DAHMANE
ARTICLE FISCALE : 098434189000620

Avis d'appel d'offres ouvert n°: 04/2020

Le président de l'APC DE OULED DAHAMAN lance un Avis d'Appel d'Offres Ouvert
Pour : **fourniture des produits alimentaires aux écoles primaires pour l'année 2021** émis dans un journal pour faire l'annonce comme suite ;
- LOT 01 : Viandes + Œufs + POISSON FRAIS
- LOT 02 : Produits alimentaires stockables + Pates + Produits Laitiers et Ces Dérivés
- LOT 03 : Pain
- LOT 04 : Fruits et légumes

Les fournisseurs intéressés par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès du service des équipements et nouveau travaux de la commune contre paiement de : **2.000.00 D.A.** Au Trésorier de la commune.
Les offres doivent être présentées en trois enveloppes distinctes l'une contenant le dossier de candidature et l'autre l'offre technique et la troisième contient l'offre financière et tout mis dans une enveloppe extérieure fermée cachetée et anonyme portant la mention :

« A'NOUVIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET D'ÉVALUATION DES OFFRES »
« APPEL D'OFFRES OUVERT N°: 04/2020 »
fourniture des produits alimentaires aux écoles primaires pour l'année 2021 :

I - Dossier de candidature : doit comprendre les pièces suivantes:
- La Déclaration de candidature signée datée et portant le cachet du soumissionnaire.
- La Déclaration de probité signée datée et portant le cachet du soumissionnaire.
- Copie du registre de commerce dans le domaine.
- Bilan financier de fournisseur des trois dernières (2017-2018-2019) légales par les services concernés ou c20
- Une attestation d'affiliation cnas valable pendant l'ouverture des offres
- Une attestation d'affiliation casnos valable pendant l'ouverture des offres

- Copie de numéro identification fiscale
- le statut pour les sociétés
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager les fournisseurs.
- Copie de l'extrait de rôles valables au jour de l'ouverture. Il doit être liquide ou échancé
- Copie de attestation du casier judiciaire valables au jour de l'ouverture
II - Offre technique : doit comprendre les pièces suivantes:
- Déclaration à souscrire signée datée et portant le cachet du soumissionnaire.
- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté » écrit à main.
- Un Mémoire Technique Justificatif (pièce éliminatoire)
III - Offre financière : doit comprendre les pièces suivantes :
- La lettre de Soumission Signée datée et Portant le Cachet du Soumissionnaire.
- Bordereau des Prix unitaires signé, daté et portant le cachet du soumissionnaire.
- Le Détail Quantitatif et Estimatif signé, daté et portant le cachet du soumissionnaire.
* Tous les documents doivent être valables au jour de l'ouverture *

- Le délai de préparation des offres est : dix (10) jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans les journaux quotidiens ou (BOMOP).
- Le dépôt des offres sera au niveau du secrétariat de président de l'APC.
- La date limite de dépôt des offres à 13h30 en le dernier jour de délai de préparation des offres
- Les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture des plis qui aura lieu le dernier jour de la date limite de dépôt des offres au siège de l'APC à 13h45
- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours + le délai de préparation des offres à compter de la date de la première parution du présent avis dans les journaux quotidiens ou (BOMOP).

République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya de Blida
Daira de Blida
Commune de Blida
Direction des Finances et des Affaires Economiques
Bureau des Marchés Public
N°/ 518 /20

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire DE MARCHÉ

En application des dispositions de l'article 65 paragraphe 02 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics, et des délégations du service publics.

Il est porté à la connaissance des soumissionnaires ayant participé à l'Avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales n°127/2020, concernant TRAVAUX DE REFECTION DE L'ECOLE IBN SINA, Publié dans les journaux quotidiens «الوسط المغربي» et «DK-NEWS» le 15 JUILLET 2020.

Qu'à l'issue de l'analyse et d'évaluation des offres techniques et financières, tenue le 02 DECEMBRE 2020, Le marché est attribué provisoirement A ETB BAGHDAD RABAH, dont le siège social est à RUE YAKHLEF ALI FAROUKHA SOUMAA W.BLIDA, Numéro d'Immatriculation Fiscale : 175090102825195.

Critères de choix

Soumissionnaire	Montant de l'offre Initial	Délai d'exécution	Note Total attribuée	Observation
ETB BAGHDAD RABAH	7.136.340,75 DA	03 Mois	42,87 Points	Le moins disant Pré - qualifié Techniquement

En application de l'article 82 paragraphe 03/04 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics, et des délégations du service publics, tout soumissionnaire qui conteste ce choix, peut introduire un recours auprès du comité des marchés de la Commune de Blida, dans un délai de (10) jours, et ce, à compter de la date de publication du présent avis.

Les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats de l'évaluation de leurs offres techniques et financières, à se rapprocher du Bureau des Marchés Publics de la Commune de Blida, au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire de marché pour leur communiquer les résultats.

ASTRONOMIE

Une grande conjonction entre Jupiter et Saturne visible aujourd'hui

Une grande conjonction entre Jupiter et Saturne, deux planètes du système solaire, sera visible à l'œil nu lundi prochain, 21 décembre 2020, a indiqué samedi à Constantine, le président de l'association d'astronomie Sirius, Pr. Djamel Mimouni.

Ces deux planètes ont commencé à se rapprocher progressivement depuis plusieurs semaines et se retrouveront à seulement 0,1 degré de séparation le 21 décembre prochain, a précisé M. Mimouni qui a précisé que la conjonction précédente entre ces deux planètes s'était produite en 1623, soit depuis près de 400 ans. La prochaine grande conjonction aura lieu dans 60 ans soit en 2080, a ajouté le président

de l'association Sirius, relevant que vu de la Terre, Jupiter et Saturne apparaîtront extrêmement proches l'une de l'autre dans le ciel. La conjonction entre ces deux planètes se produit environ tous les 20 ans, tandis que les conjonctions rapprochées à l'instar de celle du 21 décembre sont séparées d'environ un siècle, a-t-il fait savoir, soulignant que ce rapprochement n'est qu'une apparence due à notre perspective terrestre

puisque les deux planètes seront en fait distantes l'une de l'autre d'environ 600 millions de km.

Selon la même source, une grande conjonction beaucoup plus importante entre ces deux astres se produira dans 5521 ans, soit en l'an 7541, et sera si rapprochée que Jupiter éclipsera Saturne et passera devant elle, assurant que "cette conjonction n'aura aucun effet néfaste ni sur la Terre ni sur les êtres humains".



CYBERATTAQUE CONTRE LES ETATS UNIS

Trump minimise la cyberattaque et le rôle supposé de la Russie

Le président américain Donald Trump a minimisé samedi la gigantesque cyberattaque qui a visé les Etats-Unis et le rôle supposé de la Russie, alors que son propre ministre des Affaires étrangères l'a, lui, jugée très probablement initiée par Moscou, selon des médias. "La cyberattaque est bien plus importante dans les médias +Fake News+ qu'en réalité", a tweeté M. Trump. "Tout est sous contrôle. Russie, Russie, Russie, c'est le slogan prioritaire quand n'importe quelle chose arrive", même si, selon lui, "ça

pourrait être la Chine (c'est possible)". Le président américain, qui n'a toujours pas reconnu sa défaite lors de la présidentielle du 3 novembre, en a profité pour réaffirmer sans preuve que des fraudes avaient pu affecter le scrutin. "Il aurait aussi pu y avoir une attaque contre nos machines de vote ridicules pendant l'élection que j'ai remportée haut la main, c'est clair maintenant, ce qui en fait encore plus une honte pour les Etats-Unis", a-t-il écrit dans un tweet aussitôt assorti d'un avertissement de Twitter sur le ré-

sultat de la présidentielle, remportée par le démocrate Joe Biden. L'étendue estimée de la cyberattaque ne cesse de s'élargir à mesure que l'on découvre de nouvelles victimes, au-delà des Etats-Unis, ravivant les craintes face aux risques d'espionnage. Les soupçons des experts en sécurité informatique convergent vers Moscou, et le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a officialisé vendredi cette accusation. "C'était une entreprise très importante, et je crois que nous pouvons maintenant dire assez clairement que ce

sont les Russes qui se sont engagés dans cette activité", a-t-il dit. La Russie a fermement démenti être impliquée dans cette affaire. "La Russie ne mène pas d'opérations offensives dans le cyberspace", a déclaré l'ambassade russe à Washington.

Les hackers ont réussi à compromettre le logiciel Orion de la firme américaine SolarWinds, utilisé pour la gestion et la supervision de réseaux informatiques de grandes entreprises ou d'administrations.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA RÉFORME HOSPITALIÈRE

CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE BENFLIS TOUHAMI BATNA

DIRECTION GÉNÉRALE

BUREAU DES MARCHÉS PUBLICS

NIF 098605019000142

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉ MINIMAL N°:18/DG/BM/2020

Le Centre Hospitalo-universitaire BENFLIS Touhami Batna lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacité minimal

Objet de l'appel d'offre : prestations de service de collecte, traitement et élimination des déchets d'activité de soins au profit du centre hospitalo-universitaire de Batna, pour l'année 2021.

Les opérateurs économiques autorisés à participer à l'appel d'offres : L'appel d'offres faisant l'objet du présent cahier des charges s'adresse aux soumissionnaires inscrits régulièrement au registre de commerce activant dans le domaine de collecte des déchets, justifié par un agrément autorisant exploitation et d'incinération des déchets des activités de soins et assimilés délivré par l'administration compétente en cours de validité.

Retrait du cahier des charges : Le cahier des charges doit être retiré par le soumissionnaire ou son représentant dûment désigné auprès du bureau des marchés publics du Centre Hospitalo-universitaire BENFLIS Touhami contre un versement de 5.000.000DA libellé à l'ordre du Trésorier des secteurs sanitaires et du C.H.U. de BATNA.

Présentation des offres : Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière. Chaque offre est insérée dans une enveloppe fermée et cachetée portant le N° de TEL et du FAX et l'adresse du soumissionnaire, indiquant la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention (dossier de candidature E1), (offre technique E2) ou (offre financière E3), selon le cas. Les trois enveloppes E1, E2 et E3 sont mises dans une autre enveloppe anonyme E, comportant la mention

Appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales n°18/DG/BM/2020.

Prestations de service de collecte, traitement et élimination des déchets d'activité de soins au profit du centre hospitalo-universitaire de Batna, pour l'année 2021.

«à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et

d'évaluation des offres»

Lieu de dépôt des offres :

Les offres seront adressées au niveau du centre hospitalo-universitaire BENFLIS Touhami, route de Tazoult BATNA 05000 Bureau des marchés publics.

La liste sommaire des pièces exigées

a- DOSSIER DE CANDIDATURE:

- 1- Une déclaration de candidature renseignée et signée selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges ;
- 2- Une déclaration de probité renseignée et signée selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges ;
- 3- Pour les sociétés, une copie des statuts (autorisant l'activité d'exploitation et d'incinération des déchets d'activité de soins et assimilés).
- 4- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;
- 5- Les bilans comptables des trois dernières années (2017, 2018, 2019) pour les entreprises ayant plus de trois ans d'existence. Pour les entreprises ayant moins de trois ans d'existence, le soumissionnaire doit joindre le bilan du dernier exercice
- 6- Références professionnelles justifiées par des attestations de bonne exécution dans le domaine de collecte des déchets d'activité de soins
- 7- Copie de mise à jour CNAS en cours de validité
- 8- Copie de registre de commerce
- 9- Un agrément d'exploitation et d'incinération des déchets d'activité de soins et assimilés délivré par l'administration compétente en cours de validité
- 10- Moyens de transport au nom de soumissionnaire ou location (acte de location notarié couvre la période d'exécution du marché) d'un camion conteneur et/ou fourgon justifié par carte crise, police d'assurance et contrôle technique en cours de validité ;

11- Attestation de dépôt des comptes sociaux 2019. Pour (SPA, SARL, EURL...)

b- OFFRE TECHNIQUE :

1. La déclaration à souscrire renseignée et signée selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges ;
2. Le présent cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté » ;
3. Mémoire technique selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges renseignée et signée

c- OFFRE FINANCIÈRE

- 1- La lettre de soumission dûment renseignée et signée, établie selon le modèle joint au cahier des charges (signature, cachet et griffe),
- 2- Le bordereau des prix unitaires dûment renseigné et signé (signature, cachet et griffe).
- 3- Le détail quantitatif et estimatif dûment renseigné et signé (signature, cachet et griffe).

Validité des offres ;

La durée de validité des offres égale à **90 jours** + durée de préparation des offres (**15 jours**)

Durée de préparation des offres et date de dépôt :

Les offres accompagnées des pièces exigées par le cahier des charges doivent être déposées :-

Le **quinzième (15) jours** à partir de la première parution dans les quotidiens nationaux ou BOMOP avant **09h30**, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée au jour ouvrable suivant.

Ouverture des plis :

L'ouverture des plis techniques et financiers se fera le **quinzième (15) jour à 10h00** à compter de la première parution dans les quotidiens nationaux ou BOMOP, en séance publique au siège de la Direction Générale du Centre Hospitalo-Universitaire BENFLIS Touhami Batna en présence des soumissionnaires désireux y assister.

BOXE

Canelo bat Smith et s'empare des titres WBA et WBC des super-moyens

Le Mexicain Canelo Alvarez, dominateur tout au long des douze rounds, s'est imposé face au Britannique Callum Smith aux points, pour unifier les titres WBA et s'emparer de la ceinture WBC vacante des poids super-moyens, samedi à San Antonio (Texas).

S'il n'a pas réussi à envoyer au sol son courageux et très résistant adversaire, Canelo a sans conteste mérité sa victoire, les trois juges étant unanimes dans leur décision (119-109, 119-109, 117-111).

La différence de taille (16 cm) en faveur de Smith n'y a rien fait: Alvarez a touché 209 fois son adversaire, qui lui a rendu 97 coups sans perturber la pression mise par le Mexicain, apparu comme un boa constrictor serrant toujours un peu plus sa proie.

Considéré comme un des meilleurs boxeurs du monde toutes catégories confondues, Canelo n'a cependant pas pu mettre Smith KO, malgré plusieurs assauts impressionnants.

Au 4^e round, il a passé son jab du droit entre les gants du Britannique qui a chancelé. Et au 9^e, on se demande comment ce dernier a su rester sur ses jambes - certes un peu retenu par les cordes - en encaissant crochets et uppercuts qui e n auraient assommé plus d'un.

Au bord de la rupture, sachant que la défaite serait inéluctable au comptage, il a tout de même tenté quelques enchaînements, qui n'ont que trop peu touché Canelo, excellent en esquives.

A la dernière reprise, Alvarez a bien tenté de parfaire son combat en cherchant à en finir, mais là encore Smith, short maculé de sang, a serré les dents, avant de sourire dans les dernières secondes: lui qui n'est jamais allé au tapis dans sa carrière resterait debout.

Une autre forme de victoire, qui ne l'empêche pas d'avoir concédé sa première défaite en 28 combats. Absent des rings depuis qu'il s'est emparé du titre WBO des mi-lourds en novembre 2019, Canelo, également âgé de 30 ans et champion du monde dans quatre catégories différentes (super-welters, moyens, super-moyens, mi-lourds), présente désormais un bilan de 54 victoires (dont 36 avant la limite), 2 nuls et 1 défaite.

TENNIS / OPEN D'AUSTRALIE "Federer s'est engagé à venir"

Pour le patron de l'Open d'Australie Craig Tiley, "tous les meilleurs joueurs mondiaux, y compris Roger Federer, se sont engagés à venir à Melbourne" pour disputer le premier tournoi du Grand Chelem de l'année, repoussé de trois semaines (8-21 février), alors que le Suisse entretient le doute sur sa participation.

"Nous avons joint Roger et son équipe, il y a trois jours maintenant, il a tapé ses premières balles à Dubai, il fait sa préparation habituelle d'avant-saison", a affirmé samedi Craig Tiley.

"Il nous a dit que la date du 8 février était pour lui plus adaptée en termes de préparation de l'Open d'Australie, mais beaucoup de choses dépendront de ce qu'il ressentira après ses opérations (au genou droit) dans les deux à trois semaines à venir", a-t-il expliqué.

Ecarté des courts une bonne partie de la saison 2020 après avoir subi deux opérations à un genou, Federer, 39 ans, a reconnu mi-décembre qu'il n'était pas certain de participer à l'Open d'Australie, allant même jusqu'à envisager la fin de sa carrière.

"C'est une course contre la montre. Bien sûr, cela aiderait si j'avais un peu plus de temps. Mais cela se jouera à peu de choses", avait-il expliqué lors d'une cérémonie de remise de prix en Suisse. "J'aurais espéré être à 100% dès le mois d'octobre. Mais je ne suis pas à ce niveau, même aujourd'hui. Cela risque d'être très juste" pour l'Open d'Australie, avait prévenu le joueur aux vingt titres en Grand Chelem.

APS

JUDO (CHAMPIONNAT D'AFRIQUE) L'Algérie championne d'Afrique par équipes

La sélection nationale algérienne de judo a remporté le titre par équipes mixte (3x3) des 41^{es} Championnats d'Afrique des nations seniors qui ont pris fin, dimanche à Antananarivo à Madagascar.

L'équipe algérienne s'est imposée en finale face au Sénégal sur le score de 3 à 2, grâce à Amina Belkadi vainqueur de A. Faye, Mohamed Sofiane Belrekaa qui a défait Ndiaye et Fethi Nourine qui a battu Gaye M., alors Sonia Asselah a été battue en super lourd, par Sagna. Exemptée en quart de finale, xempt, l'équipe algérienne composée de Fethi Nourine (-73kg), Abderrahmane Benamadi (-90kg), Sofiane Belrekaa (+100kg), Sonia Asselah (+78kg) et Amina Belkadi (-63kg), s'était imposée en demi-finale devant le Gabon (3-0), avec les succès de Nourine sur Nze Nkala, Benamadi devant T. Kouamba et Asselah face à Mazouz. De son côté, le Sénégal exempté du quart, s'est qualifié difficilement aux dépens de Madagascar (4-3). Les médailles de bronze par équipes mixte (3x3) sont revenues à Madagascar et au



Kenya. Il est à rappeler qu'aux épreuves individuelles clôturées samedi, les judokas algériens avaient terminé la compétition avec un total de six médailles (1or, 3 argentés et 2 bronze). La médaille en vermeil a été l'œuvre de Amina Belkadi (-63kg), alors celles en argent, ont

été remportées par, respectivement, Sonia Asselah (+78 kg), Abderrahmane Benamadi (-90 kg) et Mohamed Sofiane Belrekaa (+100 kg), qui se sont tous inclinés en finale contre respectivement la Camerounaise Vanessa Mballa Atangana, l'Égyptien Abdelkher Hatem et le Sénéga-

lais Ndiaye Mbaniek. Par contre, Fethi Nourine (-73kg) et Kaouther Ouallal (-78 kg) se sont contentés du bronze. Au total, 126 athlètes (74 hommes et 52 dames) représentant 32 pays, prennent part aux joutes d'Antananarivo, qualificatives aux jeux Olympiques de Tokyo-2021.

CONFÉDÉRATION AFRICAINE DE NATATION

L'Algérien Hakim Boughadou intègre le bureau exécutif de la CANA

Le président de la Fédération algérienne de natation (FAN), Hakim Boughadou, a intégré le bureau exécutif de la Confédération africaine de la discipline (CANA), en tant que représentant de la Zone 1, pour le mandat olympique 2021-2024, a-t-on appris samedi auprès de la FAN.

Boughadou a été désigné à ce poste sur une proposition du président de l'instance continentale, le Sud africain Sam Ramsamy, d'autant plus que l'Algérie a perdu son siège de membre élu à l'Assemblée générale de la CANA, suite à la démission de Ahmed Chebaraka du bureau exécutif en 2019 pour des raisons personnelles.

Selon les statuts de la Confédération africaine, les membres du bureau exécutif sont élus lors de l'Assemblée générale électorale, en plus de trois membres choisis par le président de

l'instance. Dans une déclaration à l'APS, Boughadou s'est dit "fier de représenter l'Algérie dans une instance internationale", indiquant que cette décision a été entérinée samedi lors de la première réunion du Bureau exécutif de la CANA.

"Une réunion est prévue dans les prochains jours pour la répartition des tâches de chaque membre du bureau", a-t-il ajouté.

L'Assemblée générale électorale de la CANA, qui s'est tenue la semaine dernière par visioconférence, a vu la réélection de Ramsamy pour la troisième fois à la tête de l'instance africaine, ainsi que l'élection de 12 membres du bureau exécutif en plus des trois membres choisis par le président.

"Cette nomination est le fruit d'un travail d'équipe, qui a oeuvré durant

les dernières années pour la relance de la natation algérienne.

Cette union et les nombreux défis relevés par notre fédération, ont convaincu la CANA et son président Ramsamy de m'intégrer dans le bureau exécutif", a estimé Boughadou.

Concernant ses objectifs, Boughadou a assuré qu'il va "donner le maximum à travers sa modeste expérience pour développer la discipline en Afrique et défendre les intérêts de la natation africaine en générale et de l'Algérie en particulier".

Hakim Boughada (41 ans), ancien nageur, entraîneur et président de la section natation à l'USM Alger, occupe également le poste de président de l'Union maghrébine de natation.

Il faisait parti de l'ancien bureau exécutif du Comité olympique et sportif algérien.

ECHECS

Trois Algériens qualifiés pour le Mondial des jeunes

Trois échéphiles algériens se sont qualifiés au prochain championnat du monde jeunes des échecs, à l'issue des épreuves du championnat d'Afrique scolaire individuel en ligne, clôturé vendredi soir après cinq jours de compétition.

L'Algérie a réussi à dé-

crocher le vermeil par Ramoul Naila Nour dans la catégorie U11, Ines Belattar et Rami Beghriche chez les moins de 15 ans.

Selon le président de la Fédération algérienne des échecs, Djelloul Brahim Azeddine, "ces performances sont le fruit d'un

programme établi par la direction technique nationale depuis déjà 3 ans.

Les jeunes qui ont réussi au championnat d'Afrique scolaire étaient déjà tous compétitifs".

Le championnat d'Afrique scolaire individuel en ligne, organisé sous

l'égide de la Confédération africaine des échecs et disputé selon le système de 9 rondes à la cadence de 25 minutes plus 10 secondes par coup, a regroupé plus de 100 jeunes filles et garçons âgés de 9, 11, 13, 15 et 17 ans, représentant 20 pays du continent.

GLORY76

Le Marocain Badr Hari s'incline face au Roumain Benjamin Adegbuyi

Le kickboxeur marocain Badr Hari s'est incliné samedi soir face au Roumain Benjamin Adegbuyi, dans le cadre du Glory76 qui s'est déroulé à huis clos à Rotterdam aux Pays-Bas.

Pour son grand retour sur le ring depuis sa défaite en décembre 2019

face au Néerlandais Rico Verhoeven, le champion marocain de 36 ans a buté sur Adegbuyi qui a validé sa place pour le titre contre le vainqueur du combat Rico-Jamal Ben Saddik.

Après deux rounds où Badr a pris l'avantage notamment en validant un knock-down, le Marocain de 36

ans a contracté une blessure au nez au troisième round qui l'a empêché de terminer le combat.

L'arbitre a mis fin au combat à une trentaine de secondes de la fin de la partie à un moment où Badr, sonné et saignant abondamment du nez, fut incapable de se relever.

LIGUE DES CHAMPIONS (TOUR PRÉLIMINAIRE - RETOUR) MCA-BUFFLES DU BORGOU 5-1 Le "Doyen" se qualifie haut la main

Le MC Alger a pris par les cornes le représentant du Bénin, Buffles de Borgou lors du match retour du tour préliminaire de la Ligue des Champions, disputé samedi soir au stade du 5-Juillet (Alger), en lui marquant deux buts dès le premier quart d'heure, pour un score final de 5-1.

Les poulains du coach Nabil Neghiz sont, en effet, directement rentrés dans le vif du sujet, sans prendre le temps de jauger leur adversaire.

C'est ainsi que leurs efforts ont été récompensés dès la 7e minute, par une ouverture du score signée Abdelmoumène Djabou, d'un tir bien placé, avant que Abdelhak Abdelhafid ne double la mise à la 13e, suite à une belle passe de Belkacem Brahimi.

Le match semblait dès lors plié, surtout en tenant compte du résultat avantageux du match aller (1-1), mais cela n'a pas tempéré les ardeurs des Mouloudéens pour autant, puisqu'ils ont continué à jouer l'attaque à outrance, et avec la ferme intention de marquer d'autres buts.

Une décision qui s'est cependant avérée néfaste pour le "Doyen", car en prenant autant de risques, il a laissé de grands espaces. Ce qui a permis à Fehintola de réduire le score pour les Buffles d'une belle tête, sur corner, à la 19e minute de jeu, semant par la même occasion une certaine forme de doute parmi les rangs algérois.

Néanmoins, après cette chaude alerte, les poulains de Neghiz s'étaient très bien res-



saisés, en 2e mi-temps marquant trois buts par Abdelhak Abdelhafid (71e), Sami Frioui (82e) et Abderrahmane Bourdim (90e+3), grâce auxquels ils ont définitivement tué le match.

Au match aller, le Mouloudia, a obtenu le match nul à Porto-Novo (1-1). Cette rencontre qui devait se dérouler le vendredi 4 décembre, n'a pas eu lieu. Le club béninois n'avait pas effectué le déplacement à Alger arguant l'absence de vols suite à la ferme-

ture de l'espace aérien en Algérie en raison de la pandémie de coronavirus.

La commission d'organisation des compétitions interclubs de la Confédération africaine (CAF) a décidé de reprogrammer cette rencontre, à la grande surprise de la direction du "Doyen". Lors du prochain tour, le MCA sera opposé à la formation tunisienne du CS Sfaxien, qui a facilement éliminé le FC Mlanze du Zanzibar (aller : 5-0, retour : 3-1).

L'autre représentant algérien dans cette prestigieuse compétition le CR Belouizdad, n'a pas trouvé de difficultés pour passer l'écueil la formation libyenne d'Al-Nasr Benghazi 1, en remportant les deux matchs sur le même score (2-0). Le Chabab affrontera au 2e tour préliminaire les Kenyans de Gor Mahia. La première manche se jouera mercredi prochain au stade du 5-Juillet (20h45). La manche retour est fixée aux 5-6 janvier 2021.

LIGUE 1 (4E JOURNÉE) La JSK, l'OM, le RCR et l'ASAM s'illustrent

Quatre clubs (JSK, OM, RCR et ASAM) se sont particulièrement illustrés lors de la 4e journée du championnat de Ligue 1 de football, étalée sur trois jours, de jeudi à samedi et caractérisée par la lourde défaite de l'USM Alger sur son terrain.

La JS Kabylie et l'Olympique Médéa sont les principaux héros de cette journée prolifique en buts (21), pour l'avoir emporté à l'extérieur devant respectivement l'ASO Chlef (2-0) et l'USM Alger (3-1).

La JSK, version Bouzidi, s'est refait une santé en obtenant son premier succès de la saison, mettant ainsi fin à une série de mauvais résultats (deux nuls et une défaite) et préparant de la meilleure des façons son match de Coupe de la Confédération, mardi à Niamey devant l'US Gendarmerie (Niger).

La grosse surprise de la journée est venue du stade Omar-Hamadi où l'USM Alger, qui enregistre le retour de son entraîneur Thierry Froger, est tombée lourdement devant Médéa (3-1).

Si l'OM signe son premier succès après deux défaites et un nul, grâce notamment à un doublé de Khalfallah, les "Usmistes", par contre, continuent de manger leur pain noir, restant à l'avant-dernière place avec seulement 2 points au compteur.

L'autre club euphorique de la journée est l'AS Ain M'lila qui s'est imposée facilement devant le promu JSM Skikda (3-0) sur des buts de Mammeri (11e, 87e) et Djaabout (17e). Une victoire qui la propulse à la 2e place avec 8 unités, en compagnie de la JS Saoura. Cette dernière a attendu la 2e période pour venir à bout de l'USM Bel-Abbès (2-0) sur un doublé de Messaoudi (50e, 87e).

Les gars du Sud-Ouest algérien restent fidèles à leur tradition à chaque début

de saison en jouant les premiers rôles. Pour l'USMBA (20e - 1 point), les années semblent se suivre et se ressembler.

Le derby algérois de samedi est revenu sans surprise au champion d'Algérie en titre, le CR Belouizdad, devant son voisin du NA Hussein-Dey (2-0).

Les camarades de Bouchar ont inscrit leurs buts sur penalty, respectivement par Belahouel (45e+4) et Souibaa (87e), ce qui leur permet de se positionner à la 4e place en compagnie du MC Alger (7 pts), avec un match en moins pour les deux clubs algérois.

En revanche, "Ennasria" (14e) est toujours en quête de sa 1re victoire après trois nuls de rang. De leur côté, l'US Biskra et le Paradou AC se sont séparés sur un score de parité (1-1). Les locaux ont ouvert le score par Heriat (52e) alors que les "Pacistes" ont rétabli l'équilibre par le buteur-maison Ben Bouali (82e) qui signe à cette occasion son 3e but de la saison.

En dépit de ce nul, les gars des "Ziban" réalisent un bon début de saison en se plaçant au 6e rang, alors que le PAC continue de collectionner les nuls (4 en 4 matches). Vendredi, le MC Oran et le RC Relizane ont signé leur première victoire de la saison respectivement devant le WA Tlemcen (2-1) à domicile et le CA Bordj Bou Arréridj (1-0) sur le terrain de ce dernier.

Cette journée a débuté jeudi avec la 3e victoire de la saison du leader ES Sétif, dont la première à domicile.

Cette victoire est bonne pour le moral des hommes de Nabil Kouki avant leur déplacement à N'djamena pour y affronter le club tchadien de Renaissance FC, mercredi prochain en Coupe de la Confédération. Le week-end footballistique

national a été tronqué du match MC Alger-CS Constantine, le "Doyen" affrontant samedi en soirée (20h45) au stade du 5-Juillet le club béninois des Buffles FC au tour préliminaire (retour) de la Ligue des champions d'Afrique.

Résultats et classement

AS Ain M'lila - JSM Skikda	3-0
JS Saoura - USM Bel-Abbès	2-0
USM Alger - Olympique Médéa	1-3
CR Belouizdad - NA Hussein-Dey	2-0
US Biskra - Paradou AC	1-1

Joués Jeudi :

ES Sétif - NC Magra	2-0
---------------------	-----

Vendredi :

ASO Chlef - JS Kabylie	0-2
CA Bordj Bou Arréridj - RC Relizane	0-1
MC Oran - WA Tlemcen	2-1

Reporté :

MC Alger - CS Constantine

Classement :	Pts	J
1. ES Sétif	10	4
2. AS Ain M'lila	8	4
-- JS Saoura	8	4
4. MC Alger	7	3
-- CR Belouizdad	7	3
6. MC Oran	6	4
-- RC Relizane	6	4
-- US Biskra	6	4
9. JS Kabylie	5	4
10. Paradou AC	4	4
-- ASO Chlef	4	4
-- NC Magra	4	4
-- O. Médéa	4	4
14. JSM Skikda	3	3
-- CS Constantine	3	3
-- NA Hussein-Dey	3	4
17. USM Alger	2	4
-- CABB Arréridj	2	4
-- WA Tlemcen	2	4
20. USM Bel-Abbès	1	4

TOURNOI DE L'UNAF (U20) ALGÉRIE - LIBYE Les "Verts" sommés de réagir

Dos au mur, la sélection algérienne de football des moins de 20 ans (U20) n'aura plus droit à l'erreur lundi face à son homologue libyenne, en match prévu au stade Chedy-Zouiten de Tunis (14h00), pour le compte de la 3e journée du tournoi de l'Union nord-africaine (UNAF).

Battue vendredi par le Maroc (0-1), quelques jours après avoir fait match nul face à la Tunisie (1-1), la sélection algérienne devra impérativement l'emporter devant la Libye, dont il s'agit de la première sortie, elle qui s'est imposée lors de la journée inaugurale contre l'Egypte par forfait (2-0), avant d'être exemptée de la 2e journée.

Fortement touchée par le coronavirus (Covid-19), l'équipe égyptienne s'est présentée avec un effectif de 14 joueurs, alors que le règlement de la Confédération africaine (CAF) exige la présence de 15 éléments.

Un résultat autre qu'une victoire sera synonyme de grosse déillusion pour les joueurs du sélectionneur Saber Bensmaïn, dont le rendement a été jugé "en-deçà" des attentes par les observateurs, malgré le renfort de sept joueurs évoluant à l'étranger.

Sous pression, les coéquipiers du capitaine Merouane Zerrouki (Paradou AC) devront sortir le grand jeu face aux Libyens, pour leur dernière sortie dans ce tournoi, puisque l'ultime rendez-vous face à l'Egypte, qui devait se jouer jeudi prochain, n'aura pas lieu en raison du retrait des "Pharaons" du tournoi, suite aux multiples cas de Covid-19 déclarés au niveau de leur effectif et même au sein du staff technique.

Au lendemain de la défaite face au Maroc, une partie des joueurs de l'équipe nationale (ceux qui ont joué ont été ménagés, ndlr), se sont entraînés samedi sur le terrain annexe du stade Hamadi-Agrebi de Radès.

"Saber Bensmaïn a saisi cette occasion pour remobiliser ses troupes en prévision du prochain match face à la Libye.

Malgré la déception de la défaite, les coéquipiers d'Azzi ont répondu présent en s'adonnant aux différents exercices concoctés par le staff technique", a indiqué la Fédération algérienne (FAF) sur son site officiel.

Dans l'autre match de cette 3e journée, la Tunisie (1re, 4 pts) affrontera le Maroc (2e, 3 pts), dans une véritable finale avant la lettre.

Par ailleurs, et suite au retrait officiel de l'Egypte, "la délégation algérienne a introduit une demande officielle afin de revoir la programmation de ce tournoi, puisque l'équipe nationale a déjà disputé deux rencontres, alors que la Tunisie et le Maroc n'ont joué qu'un seul match, au moment où la Libye n'est pas encore entrée en lice", a souligné la FAF.

Le tournoi se déroule sous forme de mini-championnat de trois journées, au bout desquelles les deux premiers seront qualifiés pour la phase finale de la CAN-2021 de la catégorie en Mauritanie (14 février - 4 mars), qui verra la participation de 12 équipes.

Outre le pays organisateur, neuf sélections ont déjà validé leur billet pour le rendez-vous continental.

Il s'agit de la Gambie, de l'Ouganda, de la Tanzanie, du Mozambique, du Ghana, du Burkina Faso, de la Namibie, de la Centrafrique et du Cameroun.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE M'SILA
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
N.I.F N°001328019020255

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°:(/2020)

Conformément à l'article 44 du décret présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public portant; La Direction des Equipements Publics DE LA WILAYA DE M'SILA lance un Avis d'Appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales pour le projet: **Etude , construction et équipements 10 salles de sports.**

- Lot :Construction vestiaire de la salle de sport lycée abd madjid aalahom à m'sila
- Lot :Construction vestiaire de la salle de sport lycée 800/200 à ain fares.
- Lot : Construction une partie d'un vestiaire de la salle de sport au nouveau lycée à medjedel.
- Lot : Construction une partie d'un vestiaire de la salle de sport au nouveau lycée à medjedel.
- Lot : Construction une partie d'un vestiaire de la salle de sport au nouveau lycée à slim
- Lot : Construction une partie d'un vestiaire de la salle de sport au lycée djamel abd el nacer à el hamel.
- Lot : Construction salle de sport au nouveau lycée à slim (achèvement)
- Lot : Construction salle de sport au lycée djamel abd el nacer à hamel. (achèvement)

La participation d'un Avis d'Appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales tout Les entreprises qualifiées en bâtiment (activité principal) catégorie 01 et plus. et ils ont l'expérience en domaine de la construction et cela par fournir un certificat de bon exécution pendant les cinq dernières années . (2015 - 2016 - 2017 - 2018 - 2019) pour le -construction vestiaire de la salle de sport lycée abd madjid aalahom à m'sila .

Et pour les lots :
Lot : Construction une partie d'un vestiaire de la salle de sport au lycée mohamed chaabani à medjedel.
Lot : Construction une partie d'un vestiaire de la salle de sport au nouveau lycée à medjedel.
Lot : Construction une partie d'un vestiaire de la salle de sport au nouveau lycée à slim
Lot : Construction une partie d'un vestiaire de la salle de sport au lycée djamel abd el nacer à el hamel.
Lot : Construction salle de sport au nouveau lycée à slim (achèvement)
Lot : Construction salle de sport au lycée djamel abd el nacer à hamel. (achèvement)

La catégorie 02 et plus ,qualifiées en bâtiment (activité principal) et ils ont l'expérience en domaine de la construction et cela par fournir un certificat de bon exécution pendant les cinq dernières années (2015 - 2016 - 2017 - 2018 - 2019) .

Et pour le lot Construction vestiaire de la salle de sport lycée 800/200 à ain fares , tout Les entreprises qualifiées en bâtiment (activité principal) catégorie 03 et plus. et ils ont l'expérience en domaine de la construction et cela par fournir un certificat de bon exécution pendant les cinq dernières années . (2015 - 2016 - 2017 - 2018 - 2019) .

Et tout intéressés par le présent appel d'offre peuvent retirer cahiers des charges auprès de LA DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS DE LA WILAYA DE M'SILA, Rue cherid abdelhafid 28000 m'sila Les offres déposées doivent être accompagnées des pièces précisées dans le cahier des charges et l'enveloppe extérieure portant la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°:(/2020)

DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS DE LA WILAYA DE M'SILA
RUE CHERID ABDELHAFID ROUTE ICHBILIA M'SILA

PROJET: Etude, construction et équipements 10 salles de sports.

Lot :.....

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature » ou « offre technique » ou « offre financière » Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme

1/ dossier de candidature :

- une déclaration de candidature remplie, datée, signée et cachetée.
- Extrait des rôles en toutes taxes et impôts datant de moins de trois (3) mois apurés ou échéanciers (copie).
- casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois porte la mention « néant ». Dans le cas contraire, il doit joindre copie de jugement et le casier judiciaire. Le casier judiciaire concerne le candidat ou le soumissionnaire lorsqu'il s'agit d'une personne physique, et du gérant ou du directeur général de l'entreprise lorsqu'il s'agit d'une société.
- Certificat de la mise à jour fiscale et parafiscale CACOBATH -CNAS -CASNOS (copie).
- Registre de commerce (copie).
- Attestation de dépôt légal des comptes sociaux de l'année 2019 pour les personnes morales (copie).
- Numéro d'identification Fiscal (copie).
- une déclaration de probité remplie, datée, signée et cachetée.
- Les statuts des soumissionnaires pour les personnes morales (copie)
- les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- Capacités professionnelles : Certificat de qualification et de classification (copie).
- Capacités techniques :
- Liste détaillée des moyens matériels proposée (fixe et mobile) destinée à la réalisation du projet signée par le soumissionnaire justifiée par une liste délivrée par un notaire ou par un expert d'engins ou huissier de Justice accompagnée de carte grise de ces engins au nom du soumissionnaire ou de l'entreprise (copie).
- Liste des moyens humains (fiche d'affiliation à la CNAS pour l'encadrement technique) accompagnée par les Certificats de diplômes (copie)
- Certificats des bonnes exécutions des travaux réalisés signées par les maîtres d'ouvrages précisant la nature des travaux réalisés leurs montants, date de réception) aux cours des 5 dernières années (copie). (2014 - 2015 - 2016 - 2017 - 2018)
- Capacités financières : Les bilans fiscaux des trois dernières années (copie)(2017 - 2018 - 2019) expert+comptable.

2/ offre technique:

- Déclaration à souscrire rempli, datée, signée et cachetée.
- tout document permettant d'évaluer l'offre technique: un mémoire technique justificatif et tout autre document exigé.
- Planning d'exécution des travaux rempli, datée, signée et cachetée
- le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté » rempli et signé par le soumissionnaire..

3/ Dossier Financier :

- Lettre de soumission rempli ,datée , signée et cachetée
- Bordereau des prix unitaires rempli, daté, signé et cacheté
- Devis quantitatif et estimatif. rempli, daté, signé et cacheté

Remarque Les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement

de l'attributaire du marché public, qui doit les fournir dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date de sa saisine, et, en tout état de cause, avant la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché .Si les documents précités ne sont pas remis dans le délai requis ou s'il s'avère après leur remise qu'ils comportent des informations non conformes à celles figurant dans la déclaration de candidature, l'offre concernée est écartée, et le service contractant reprend la procédure d'attribution du marché. Si après signature du marché, le service contractant découvre que des informations fournies par le titulaire du marché public sont erronées, il prononce la résiliation du marché aux torts exclusifs du partenaire cocontractant.

Le délai de préparation des offres est fixé à (15) jours à compter de la première parution de l'appel d'offre .La date limite de dépôt des offres est fixée pour le dernier jour du délai de préparation des offres jusqu'à 13h30Min. après la première date de parution de l'appel d'offre dans les quotidiens nationaux et B.M.O.P.Si le jour de dépôt des offres et l'ouverture des plis coïncide avec un jour de repos légal ou fin de semaine, la durée de préparation des offres sera prolongé le jour suivant du travail.

Le délai de validité des offres est fixé à 03 mois+ délai de préparation des offres à partir de la date de dépôt des offres .Tous les soumissionnaires sont invités d'assister à l'ouverture publique des plis le dernier jour correspondant le dépôt des offres à partir de 14 h au siège de la direction des équipements publics de la wilaya de m'sila salle de réunion

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTRE DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION

IMMOBILIERE
BECHAR

N° : 2559 /DG/OPGI/2020

وزارة السكن والسكان والبلدية
دوان البريقة والسير العناري -بشار-



DECISION DE RESILIATION

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE DE BECHAR

- Vu le Décret n°76/143 du 23/10/1976 portant la création des Offices de Promotion et de Gestion Immobilière des wilayas, modifié et complété par le décret n° 85/74 du 13/04/1985
- Vu le décret exécutif N° 91/147 du 12/05/1991 portant transformation de la nature juridique des statuts des offices de promotion et de gestion immobilière et détermination des modalités de leurs organisations et de leurs fonctionnements , Modifié et complété par le décret N 93/08/ de 02/01/1993.
- Vu le Décret présidentiel N°10/236 du 07 octobre 2010 portant Réglementation des Marchés publics modifié et complété.
- Vu la Décision N° :360 Du 07/07/2020 portante la nomination de Monsieur AMINE AID Directeur Général par intérim de l'OPGI de Béchar.
- Vu le Marché N°66/2014 du 17/07/2014 Relatif à la réalisation des 20/240/1500 LPL (F3) à Lahmar De l'entreprise Des Travaux de Bâtiment représenté par son gréant Monsieur MERZOUKA YUCEF Sis à Hai 622 Logements N°119 Béchar.
- Vu Le Non-Respect de la première mise en demeure N° : 800/2015 Publier le 22/03/2015 Sur le journal du Buteur.
- Vu la consommation total de délai contractuel.
- Vu l'abondant total du chantier.
- Vu l'ATD sur compte effectuer le 05/05/2019 par la voie de justice.
- Vu la Décision N° 988/2020 en date du 21/09/2020 Portante la création de la commission de constatation des projets.
- Vu Le Procès-Verbal de Constat de la commission de constatation des projets N°01/2020 En Date Du 16/11/2020
- Vu Le Procès-Verbal de Constat de l'huissier de justice en date du 29/09/2020
- Vu le Non-Respect de la deuxième mise en demeure avant de résiliation N° : 1900/2020 publier le 24/11/2020 sur le journal du rédacteur.
- Vu la Décision N° 1216/2020 en date du 26/11/2020 Portante la création de la commission de résiliation des contrats des entreprises et Bureau d'étude.
- Vu le Procès-Verbal de la commission de résiliation des entreprises et Bureau d'étude N° 01/2020 en date du 30/11/2020

DECIDE

Article N° 01:

Le Marché N°66/2014 du 17/07/2014 Relatif à la réalisation des 20/240/1500 LPL (F3) à Lahmar De l'entreprise Des Travaux de Bâtiment représenté par Monsieur MERZOUKA YUCEF Sis à Hai 622 Logements N°119 Béchar. Est résilié aux torts exclusifs.

Article N° 02:

La situation financière du marché N°38/15 est arrêtée comme suit:

- Montant initial de la convention:45 772 520.78 DA en TTC.
- Montant des travaux réalisés payé : 11 278 934.20DA en TTC.
- Montant des travaux Reste à réalisés : 34 493 586.58 DA en TTC.
- Montant de la retenue de garantie : 2 288 626.04 DA en TTC.

Article N° 03:

En application de l'article n°35 du CCAg, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de demander un dédommagement sur préjudice causé par l'entreprise.

Article N° 04:

Monsieur le Directeur régional de la CNL, le Chef département de la comptabilité et des finances et le Chef de département de la maîtrise d'ouvrage sont chacun en ce qui concerne l'exécution de la présente décision.

Thuram regrette les cadeaux

L'OGC Nice s'est lourdement incliné à domicile contre Lyon (1-4). Dans cette rencontre, le Gym a été plombé par plusieurs erreurs : un tackle hasardeux qui offre un penalty à l'adversaire, puis une passe ratée qui permet à Tino Kadewere de marquer. De quoi donner des regrets au milieu nicçois Kephren Thuram (19 ans, 14 matchs et 1 but en L1 cette saison). "C'était difficile car on commet des erreurs que l'on ne doit pas faire, a estimé l'Aiglou au micro de Canal+. Sur le plan offensif, on a réussi à se débrouiller. Mais pour gagner des matchs, il ne faut pas prendre de buts. C'est notre problème. Il faut être concentré pendant 90 minutes et ne pas faire des cadeaux à l'adversaire comme ce soir."



SALAH S'EMPRE D'UN-NOUVEAU RECORD

Ce samedi, Liverpool a atomisé Crystal Palace (7-0) en Premier League. Et, forcément, plusieurs records sont tombés à l'occasion de ce carton. Entré en jeu à la 57^e minute à la place de Sadio Mané, Mohamed Salah a inscrit un doublé et délié une passe décisive. L'Égyptien est ainsi devenu le premier remplaçant de l'histoire des Reds à être impliqué sur trois buts après être entré en jeu en championnat, indique Opta !

D'une frappe en pivot, Mané avait de son côté inscrit le 2^e but face à un adversaire qui l'inspire tout particulièrement. Le Sénégalais a en effet marqué lors de chacun des 7 derniers matchs de PL disputés face à Crystal Palace. Dans l'histoire de la compétition, un seul joueur a réussi une meilleure série face à un même adversaire : le Néerlandais Robin van Persie, buteur durant 8 matchs consécutifs contre Stoke City. Mané aura l'occasion d'égaliser ce record le 23 mai face aux Eagles à l'occasion de la dernière journée du championnat !

ZIDANE ENVOIE UN MESSAGE FORT À HAZARD

Arrivé en grande pompe au Real Madrid à l'été 2019, Eden Hazard enchaîne les blessures. Actuellement éloigné des terrains, le Diable Rouge semble encore pouvoir bénéficier du soutien de Zinédine Zidane.

Mais où est passé l'Eden Hazard de Chelsea ? Depuis l'été 2019 et sa signature au Real Madrid, le Belge enchaîne les blessures à défaut d'enchaîner les apparitions sous son nouveau maillot. Un manque de continuité qui n'a permis à l'ailier gauche d'inscrire que deux petites réalisations en Liga sous les ordres de Zinédine Zidane, insuffisant pour justifier son transfert en or. De nouveau touché physiquement lors de sa dernière prestation face à l'Inter Milan alors qu'il semblait revenir en forme, le Diable Rouge se rapproche d'un retour sur les terrains. Mais en conférence de presse, Zinédine Zidane a souhaité ne pas précipiter les choses pour préserver son joueur. « Quand allons-nous revoir le meilleur Hazard ? Nous espérons tous que ce sera très bientôt. Il est presque complètement remis, mais pour jouer il lui manque encore quelque chose. Il s'entraîne avec régularité avec nous et j'espère qu'il pourra bientôt jouer avec l'équipe. (...) Je ne vais rien changer à ma façon de faire. L'important, c'est qu'Eden soit bien remis sur pied. Il est dommage qu'il ait dû traverser des moments aussi difficiles cette année. Rien ne lui était jamais arrivé avant la blessure qu'il a subie au Real Madrid. Il a toujours joué avec régularité. Mais il doit l'accepter. Ce que nous voulons, c'est que lorsqu'il reviendra, ce soit pour toujours. Calme et patience. Nous avons besoin de lui, nous voulons qu'il fasse partie de l'équipe, mais nous ne voulons pas non plus faire des bêtises avec un retour précipité et qu'il lui arrive quelque chose » a déclaré Zinédine Zidane dans des propos rapportés par Real France.



Klopp bat le record de victoires de Benitez

Les Reds se sont assurés de passer Noël seuls en tête en éliminant Crystal Palace. La 12^e victoire de Klopp en Premier League, un record. La démolition 7-0 de Crystal Palace par Liverpool samedi signifie que Jürgen Klopp a désormais remplacé Jürgen Klopp en tant que entraîneur des Reds depuis la création de la Premier League. Les buts de Takumi Minamino, Sadio Mané et Jordan Henderson, plus ceux de Roberto Firmino et Mohamed Salah, ont permis à Liverpool d'être en tête du classement à Noël. Il s'agissait de la 12^e victoire de Klopp en Premier League, dépassant le total de 126 de Rafael Benitez. Et, alors que Benitez était en charge de 228 matchs de championnat, Klopp a dépassé son record en seulement 196.

UN DOUBLÉ HISTORIQUE POUR CR7

Auteur d'un doublé face à Parme, Cristiano Ronaldo est rentré dans un cercle fermé en Serie A. Double buteur ce samedi lors de la démonstration de la Juventus Turin face à Parme (4-0), pour le compte de la 13^e journée de championnat italien, Cristiano Ronaldo est devenu l'un des cinq joueurs de l'histoire de la Serie A à marquer au moins 32 buts en une seule année civile. La star portugaise aura l'occasion de gonfler son total en 2020 lors de la réception de la Fiorentina, mardi prochain.



Manchester City : La piste Romelu Lukaku se confirme !

Une grosse offre en préparation pour le buteur belge. L'été prochain, la formation de Manchester City devrait perdre Sergio Agüero. En fin de contrat au mois de juin prochain, l'attaquant argentin semble se diriger vers la sortie. Pour le remplacer, les Cityzens veulent du lourd. Selon le média Sport1, les Skyblues auraient jeté leur dévolu sur Romelu Lukaku. Sous contrat avec l'Inter Milan, le buteur belge aurait mal vécu l'élimination des Nerazzuri en Ligue des Champions. Du côté des Mancuniens, on aurait amorcé une première approche auprès de l'entourage du joueur pour évoquer un contrat jusqu'en juin 2025 avec à la clé un salaire de 15 millions d'euros. Côté transfert, le pensionnaire de Premier League envisagerait de mettre 100 millions d'euros sur la table.



ALGÉRIE-FRANCE

Le Président Tebboune reçoit un appel téléphonique de son homologue français, Emmanuel Macron

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, samedi matin, un appel téléphonique de son homologue français, Emmanuel Macron, qui a pris des nouvelles de son état de santé et l'a informé, par la même occasion, que le rapport sur le dossier de la Mémoire, confié à l'historien Benjamin Stora, sera fin prêt en janvier prochain, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, samedi matin, un appel téléphonique du président de la République française, M. Emmanuel Macron, qui a pris des nouvelles de son état de santé", précise le communiqué, ajoutant que "le Président Tebboune a remercié chaleureusement son homologue français pour l'intérêt qu'il lui a témoigné depuis son transfert médical en Allemagne, et lui a souhaité à son tour un prompt réta-



blissement". Lors de cet entretien téléphonique, M. Macron a informé le Président Tebboune que

le rapport sur le dossier de la Mémoire, confié à M. Benjamin Stora, sera fin prêt en janvier prochain, souligne la même source. Les deux chefs d'Etat ont convenu de reprendre contact, début 2021, pour aborder nombre de dossiers et de questions d'intérêts communs, notamment les questions régionales et la situation en Libye, au Mali et au Sahara occidental, conclut le communiqué la Présidence de la République.

ALGÉRIE-TURQUIE

Le Président Tebboune reçoit un appel téléphonique de son homologue turc Recep Tayyip Erdogan

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu dimanche un appel téléphonique de son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, qui a pris des nouvelles sur son état de santé, et lui a souhaité un "bon retour dans son pays", indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu aujourd'hui un appel téléphonique de son frère le président de la République turque, Recep Tayyip Erdogan, qui a pris des nouvelles sur son état de santé et lui a souhaité un bon retour dans son pays", précise le communiqué.

A cette occasion, le président turc a assuré avoir "suivi avec intérêt l'allocation adressée par le président de la République au peuple algérien" et s'est "félicité du rétablissement de monsieur le président", soulignant "la disponibilité de son pays à accompagner l'Algérie dans le projet de monsieur le Président pour l'édification de la nouvelle Algérie", conclut la même source.

DÉCÈS DU MOUDJAHID ET ANCIEN MINISTRE NOUREDDINE YAZID ZERHOUNI Condoléances du Premier ministre

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a adressé samedi, ses condoléances à la famille du moudjahid et ancien ministre de l'Intérieur, Noureddine Yazid Zerhouni, décédé, vendredi matin, à l'âge de 83 ans. "J'adresse mes condoléances les plus attristées à la famille du défunt Noureddine Yazid Zerhouni, moudjahid et ancien ministre de l'Intérieur, priant Allah le Tout-Puissant de lui accorder Sa Sainte Miséricorde et de prêter réconfort et patience à ses proches", a écrit M. Djerad sur sa page Facebook. Le défunt a été inhumé, samedi, au cimetière d'El-Alia à Alger en pré-

sence du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud et du Conseiller du président de la République, Abdelhafid Allahoum aux côtés des membres de sa famille et ses proches. Né en 1937 en Tunisie, il avait rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) au sein de laquelle il est devenu membre actif avant d'intégrer le ministère de l'Armement et des Liaisons Générales (MALG) qui était le service de renseignement de l'ALN. En 1958, il dirigea, au sein du Front de libération nationale (FLN) la création de la

direction de documentation et de recherches (DDR), puis il est nommé pour diriger les services de renseignement de l'ALN. Il devient responsable, dès l'indépendance du pays, des services opérationnels de la sécurité militaire. En 1961, il fait partie de la délégation algérienne aux Accords d'Evian en tant qu'expert militaire. Après l'indépendance, le défunt a occupé plusieurs postes dont ceux de ministre de l'Intérieur et vice-Premier ministre, comme il a été ambassadeur d'Algérie dans plusieurs pays, notamment à Washington, Mexico et Tokyo.

RENCONTRE GOUVERNEMENT-WALIS

La date d'une rencontre Gouvernement-Walis sur les zones d'ombre sera fixée par Président de la République (Beldjoud)

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, a fait état, samedi à Alger, d'une rencontre Gouvernement-Walis consacrée au bilan sur les zones d'ombre, dont la date sera fixée ultérieurement par le Président de la République. M. Beldjoud a annoncé, lors d'un exposé devant la Commission des Finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), dans le cadre de l'examen du projet de Règlement budgétaire pour l'exercice 2018, "la programmation d'une rencontre Gouvernement-Walis consacrée au bilan sur les zones d'ombre, dont la date sera fixée ultérieurement par le Président de la République", indique un communiqué de l'Assemblée. "Une enveloppe de 50 milliards de DA a été dégagée pour le développement de ces régions", a souligné le ministre lors de cette présentation, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement Bessma Azour. Répondant, par ailleurs, aux préoccupations des membres de la Commission concernant les cantines scolaires, le ministre a affirmé que "le Président de la République a donné des fermes instructions pour que soient assurés aux élèves des repas convenables", précisant que "ce point sera au menu de la conférence virtuelle qu'il tiendra cette semaine avec les walis et les chefs de daïras". M. Beldjoud a appelé, dans ce sens, les députés et différents acteurs à "signaler tout dépassement enregistré dans leurs wilayas". Concernant le transport scolaire, le ministre a fait savoir qu'une correspondance a été adres-

sée au Premier ministre pour l'obtention d'une autorisation exceptionnelle permettant de combler le déficit en chauffeurs de bus de transport scolaire, dont le nombre est estimé à près de 5600 conducteurs". Relevant "une amélioration" en matière de distribution des logements sociaux, M. Beldjoud a évoqué "l'ouverture d'enquêtes sur tous les dépassements enregistrés", insistant sur "l'impératif respect, strict et rigoureux, de la loi". Une enveloppe de plus de 184 milliards de DA a été consacrée à la réalisation de 12.489 projets de développement sur près de 33.000 projets destinés aux zones d'ombre au niveau national, selon les chiffres pré-

cedemment dévoilés par le conseiller du Président de la République chargé des zones d'ombre, Brahim Merrad. Ses sorties sur terrain effectuées dans les différentes régions du pays tout au long de ces derniers mois ont permis de recenser plus de 15.000 zones d'ombre avec une population de près de 8 millions d'habitants. D'ici la fin de l'année en cours, plus de 50% de ces projets seront réalisés pour que l'année 2021 soit "l'année des zones d'ombre par excellence". Ces projets ont été financés par des fonds provenant des budgets des wilayas et de la Caisse de solidarité des collectivités locales et autres. La Loi de finances a alloué, dans le cadre du

budget 2021, au titre du ministère de l'Intérieur, 100 milliards de DA aux Plans communaux de développement (PCD), dont 50 milliards de DA consacrés aux projets destinés aux zones d'ombre outre ce que consacreront d'autres secteurs socioéconomiques. S'agissant des projets financés au profit des différentes régions, 5171 projets (41%) ont été achevés pour un montant de près de 55 milliards de DA, 4.309 projets (35%) sont en cours de réalisation et 3.010 projets n'ont pas encore été lancés, et ce, depuis la décision prise par le Président de la République en février dernier concernant les zones d'ombre.

BLOQUÉS À L'ÉTRANGER

25.000 Algériens souhaitent regagner le pays (Beldjoud)

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, a fait savoir que le nombre des Algériens bloqués à l'étranger et souhaitant regagner le pays, "augmente de jour en jour", atteignant actuellement "25.000 personnes". "Le nombre des Algériens souhaitant regagner le pays augmente de jour en jour atteignant actuellement 25.000 personnes", a fait savoir M. Beldjoud qui répondait aux préoccupations des membres de la Commission des Finances et du Budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), lors d'un exposé dans le cadre de l'examen du projet de loi portant Règlement budgétaire de l'exercice 2018, indique un communiqué de l'Assemblée. "La compagnie aérienne nationale Air Algérie déploie de grands efforts pour mener à bien l'opération, en dépit des difficultés rencontrées, notamment avec la fermeture de l'espace aérien dans plusieurs pays, ce qui requiert l'obtention d'autorisations exceptionnelles", a-t-il expliqué Air Algérie a programmé 24 vols pour rapatrier les ressortissants algériens bloqués à

l'étranger et des voyageurs souhaitant rentrer pour des motifs exceptionnels. Ce programme concerne sept (7) pays à travers le monde et prévus durant la période allant du 4 au 19 décembre 2020. Pour ce faire, Air Algérie a fixé cinq conditions, à savoir être détenteur d'un passeport algérien, être inscrit auprès des représentations consulaires algériennes à l'étranger et avoir un billet Air Algérie confirmé sur les vols de rapatriement. S'agissant des conditions d'ordre sanitaire, les ressortissants algériens bloqués à l'étranger devront être détenteurs d'une attestation de test PCR négatif effectué au moins 72 avant le vol. Ils sont également tenus de renseigner une fiche d'identification sanitaire. Il s'agit d'une attestation que les voyageurs doivent remettre au contrôle sanitaire aux frontières de l'aéroport algérien de débarquement. Pour rappel, "plus de 35.000" Algériens bloqués à l'étranger ont été rapatriés par Air Algérie, depuis le début de l'opération en mars dernier, avait indiqué le Conseiller du Directeur général du P-dg de la Compagnie aérienne, Mohamed Charef.